

IDÉE COLLABORATIVE 2017

VILLE | ENVIRONNEMENT | TRAVAIL | SOLIDARITÉ

ANALYSES • TÉMOIGNAGES
REPORTAGES • INNOVATIONS



Une année d'initiatives collaboratives
décryptée par 12 médias

- Socialter éditions -

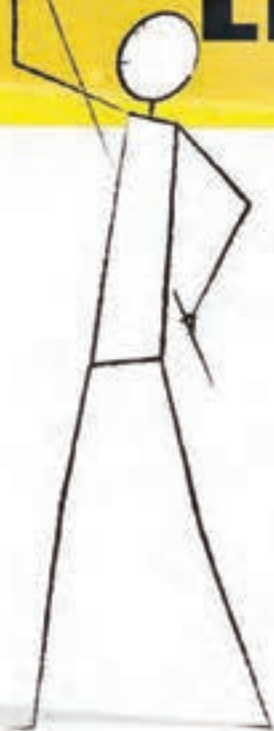
Ce supplément ne peut être vendu séparément.

Avec



assureur militant

ON NE RELÈVE PAS UNE SOCIÉTÉ EN BAISSANT LES BRAS.



Aujourd'hui, on cohabite et on covoiture, on coïnvende et on cofinance.
On partage des idées, des connaissances, des expériences et des biens.
La MAIF s'engage pour cette société collaborative où les gens se font
confiance pour mieux vivre ensemble.

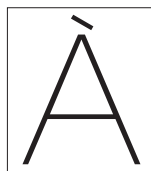
Découvrez toutes nos actions sur maif-pour-une-societe-collaborative.fr



assureur militant

*pour une société
collaborative*

EDITO



À Barcelone et Paris, les municipalités traquent les locations illégales sur Airbnb tandis que la plateforme annonce qu'elle va bientôt construire ses propres immeubles. À Londres, la justice exige qu'Uber salarie ses 50 000 chauffeurs tandis que l'entreprise commande plus de 20 000 véhicules autonomes à Volvo. En France, les livreurs à vélo qui ont envahi nos rues se rebiffent, sans que les plateformes n'en tiennent pour l'instant compte. Les « GAFA du collaboratif » donnent parfois l'impression que les individus s'exploitent, plus qu'ils ne s'enrichissent les uns les autres.

Mais pendant que ces conflits ouverts avec les institutions captent l'attention, les initiatives collaboratives gagnent elles chaque jour de nouveaux territoires : supermarchés autogérés, scooters électriques partagés, loisirs intergénérationnels, réhabilitation urbaine et citoyenne, colocs pour entrepreneurs, recherche participative, partage de parcelles entre agriculteurs... Facilitée par le numérique, la mutualisation des biens, des savoirs et des bonnes volontés permet de réinventer nos villes, de consommer de façon plus durable, d'inventer de nouvelles façons de

travailler et de faire naître de nouvelles solidarités. Faut-il dès lors séparer le bon grain de l'ivraie ? Le problème est plus complexe. Pour Nicolas Colin (voir page 66), « les gentilles start-up et les méchantes entreprises sont deux faces d'une même médaille ». Au lieu de s'écharper sur ce qui relève ou non de l'économie collaborative, du capitalisme ou de l'économie sociale et solidaire, attaquons-nous donc aux grands chantiers qui sont devant nous et faisons du numérique une opportunité pour plus de partage, de transparence et d'innovation.

Avec douze médias partenaires et pour la troisième année consécutive, **Socialter** et **Maif** vous proposent ainsi de plonger dans le meilleur des initiatives collaboratives de l'année, avec l'éclairage de 5 grands témoins engagés. Inventer un régime social adapté aux travailleurs du XXI^e siècle. Insuffler plus de participation à tous les étages de nos démocraties à bout de souffle. Limiter l'impact environnemental des produits que nous consommons. Redistribuer plus justement la valeur au sein des organisations. Voilà les lignes directrices pour cheminer vers la société collaborative que nous appelons de nos vœux.

Côme Bastin

La MAIF se félicite d'une collaboration inédite de 12 médias partenaires.



IDÉE COLLABORATIVE

Décembre 2017

Un supplément réalisé en partenariat avec la MAIF
Idée Collaborative[®] est une marque déposée

Remerciements

Toutes les équipes rédactionnelles de 20 Minutes,
Alternatives Économiques, ConsoCollaborative,
Causette, NEON, OuiShare, Philosophie Magazine, Polka,
Sciences et Avenir, Society, Up le mag, Usbek & Rica.

CONCEPTION ÉDITORIALE

Socialter SAS

108, rue du Théâtre 75015 Paris

Directeur de la rédaction

Olivier Cohen de Timary

Partenaires MAIF

Philippe Tauvel, Valérie Gilbert, Amélie Ott

Rédacteur en chef pour ce supplément

Côme Bastin

Correction/Editing

Éloïse Cohen de Timary

Illustrations

Laurent Bazar

Création graphique

Rémi Andrieux / Elefont.fr

Contributeurs pour ce supplément

Côme Bastin, Olivier Cohen de Timary, Sophie Lauth,
Alexia Eychemme, Arthur de Grave, Sarah Diep,
Coraline Debreux-Bertrand.

Photographe Augustin Le Gall

Impression

Léonce Deprez Z.I. de Ruitz 62620 Ruitz

DISTRIBUTION MLP

Ce supplément rédactionnel de 116 pages,
IDÉE COLLABORATIVE 2017,
est distribué avec Socialter n° 26
sur l'ensemble de l'édition nationale et
pour tous les abonnés.
Ce supplément ne peut être vendu séparément.

Socialter

Numéro ISSN : 2270-6410

Numéro de commission paritaire :

1118 D 92060

STARTER

- 3 Édito
- 6 Idée large
- 8 Starter
- 14 Interview croisée : Dominique Mahé et Pascal Demurger
Pour la Maif, c'est en misant sur la confiance que le numérique et le collaboratif peuvent se mettre au service de l'intérêt général.
- 16 Yann Arthus-Bertrand : humain avant tout
Le photographe et réalisateur en appelle à la responsabilité et à l'humanité de chacun pour vivre en harmonie avec notre planète.

1. VILLE



© Augustin Le Gall

- 22 **Grand témoin. Aurélien Bellanger**
Aménagement du territoire, déploiement technologique, tracé du Grand Paris : l'auteur explore dans ses romans le monde urbain et ses mutations.

Quartiers citoyens

- 26 *Collecticity*, quand le citoyen remplace les banques
- 27 *Fluicity*, l'appli porte-voix des citoyens
- 28 Les Robins des bureaux
La foncière *Étic* achète des bâtiments et les rénove écologiquement pour proposer des bureaux à loyers modérés (BLM).
- 30 *Plateau Urbain* redonne vie aux bâtiments morts
- 31 *Twiza*, le réseau de l'autoconstruction

Loisirs collaboratifs

- 32 Adopte un guide
- 33 Des vacances pas comme les autres
- 34 Remplacer les pubs par de l'art
- 35 Petite course entre amis

Mobilité partagée

- 36 *Gogomitch*, transport d'objets trouvés
- 37 *Ecov* réinvente l'auto-stop
- 38 1 000 *Cityscoot* dans les rues de Paris
- 39 Le coparking est dans la place
- 40 Le retour de *Heetch*
- 41 Mon baptême de l'air collaboratif

2. ENVIRONNEMENT



© Augustin Le Gall

- 44 **Grand témoin. Maxime de Rostolan**
Un pied dans la terre, l'autre dans le numérique, ce « payculteur » se bat pour une alimentation plus durable.

Agriculture et alimentation

- 48 *Poiscaille* apporte de la fraîcheur à la petite pêche
- 49 Vin et viande en circuit court
- 50 Le cofarming a le champ libre
- 51 Agriculture open source

Développement durable

- 52 L'énergie réinventée
- 53 Isabelle Delannoy : « Vous avez dit symbiotique ? »
- 54 Paris 2024 : des JO durables ?
Dans le dossier de candidature, jamais les standards environnementaux n'ont été aussi élevés. Comment y parvenir ?

Économie circulaire

- 56 L'économie circulaire est-elle rentable ?
Ces acteurs qui font de la préservation des matières premières une alternative pour le futur.
- 60 La quête du low tech

- 61 Louer les téléphones plutôt que les vendre
- 62 Pour un circuit court du biodéchet
En plein cœur de Paris, *Les Alchimistes* collectent les déchets alimentaires à l'échelle du quartier pour en faire du compost.
- 64 Zéro déchet au bureau

3. TRAVAIL



© Augustin Le Gall

68 Grand témoin. Nicolas Colin

Voix emblématique de la galaxie numérique française, il appelle à inventer un cadre institutionnel adapté à la nouvelle donne technologique.

Le travail dans tous ses états

- 72 Quand l'entreprise s'invite à la maison
Coloc pour entrepreneurs, « camp militaire » pour start-up, nouveau modèle d'entreprise ou lieu de cohabitation premium pour CSP+ : le coliving, c'est un peu tout ça à la fois.
- 76 Freelance party
Le premier grand rassemblement dédié aux indépendants est le signe d'une structuration et de revendications nouvelles.
- 78 Christian Thuderoz : « comment rendre un collectif intelligent ? »
- 79 *Needelp* veut un « jobbing » responsable
- 80 Des Moocs pour trouver sa voie
- 81 Tester un job avant de tout plaquer

Sciences collaboratives et DIY

- 82 Le participatif étale sa science
- 83 Ensemble contre les tiques
- 84 Tout savoir sur la vie des plantes
- 85 Le cerveau en open source
- 86 Fabriquer ses objets chez l'artisan
- 87 La menuiserie, on scie met ?

4. SOLIDARITÉ



© Augustin Le Gall

90 Grand témoin. Amandine Barthélémy

Cofondatrice du collectif *Odysem*, elle soutient avec ardeur le développement de l'économie sociale et solidaire.

Action sociale

- 94 Les applis au secours des sans-abri
Les initiatives tech se multiplient pour faciliter la solidarité entre riverains et sans-domicile.
- 96 La solidarité version écolo
- 97 Label Emmaüs développe son contre-modèle
- 98 Une identité pour tous
- 99 Le Routard des exilés
- 100 Cynthia Fleury : « on ne soigne pas une maladie mais des sujets malades »
- 101 Couper ses cheveux pour la bonne cause

Communautés solidaires

- 102 *Les Talents d'Alphonse* crée des liens intergénérationnels
- 103 Jeunes et vieux partagent la table
- 104 Familles d'accueil
- 105 Bonnes copines et bons tuyaux
- 106 Pièces jaunes 2.0
- 108 La politique en mode collaboratif
De nombreux projets voient le jour dans le monde des « civic tech » mais doivent encore convaincre.

DIGESTIF

- 111 Book Café
- 112 6 lieux où s'invente le « co »
- 113 CO/Création
- 114 CO/Design



274 723 €. C'est la somme que SOS Méditerranée a réussi à récolter sur Ulule pour financer ses opérations de sauvetage de migrants en mer. Depuis 2016, l'association se sert directement de son site internet pour faire appel à la générosité des internautes et financer son travail : 213 journées en mer ont ainsi été assurées à bord de l'« Aquarius », permettant de secourir près de 20 000 personnes en danger de mort. À noter qu'une obscure plateforme de crowdfunding a servi elle à financer « Défend Europe », un bateau destiné à repousser les migrants. Il est heureusement vite retourné au port après avoir accumulé les pannes techniques et les blocages judiciaires.

© Patrick Bar



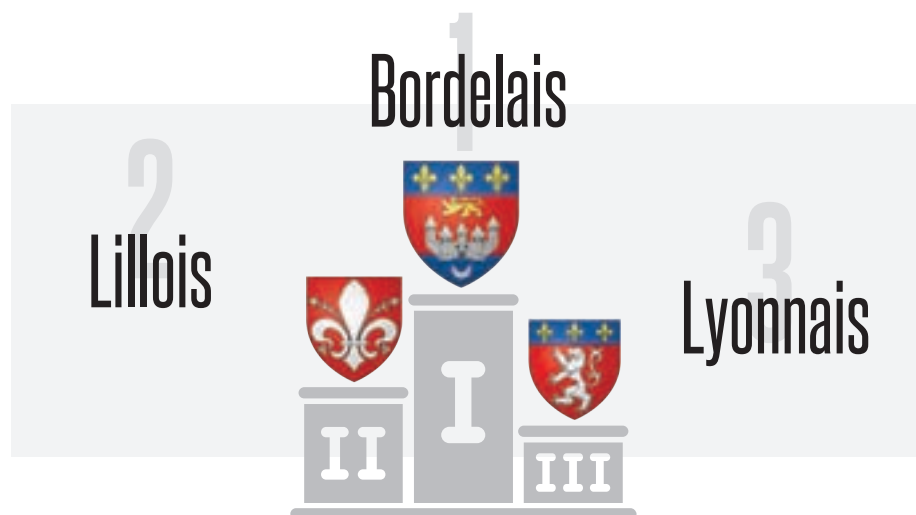
Vous avez dit « collaboratif » ?

Économie, société, idée, ou recherche collaborative : le mot est sur toutes les lèvres. Mais de quoi parle-t-on ? Voici quatre grandes caractéristiques des initiatives collaboratives :

- ① Une mutualisation de ressources matérielles (biens) ou immatérielles (données et savoirs)
- ② Des échanges P2P (de pair à pair) médiatisés par une plateforme numérique
- ③ Une organisation en « réseau » et communautés
- ④ De nouvelles façons de produire de la valeur, hors du salariat

LE PODIUM 2017 DES CITADINS LES PLUS COLLABORATIFS *

* En nombre d'annonces de services, transports, hébergements disponibles sur des sites dédiés à l'économie du partage, rapporté au nombre d'habitants.



Comme l'année dernière, Bordeaux et Lille trustent le haut du classement, alors que Lyon fait son entrée à la troisième place. Cantonnée à la 4^e place, la capitale ne parvient pas à se hisser sur le podium.

[Source : Indice Asterès 2016 de l'économie du partage]

Podium des tendances

Que préfèrent les français ?

L'ACHAT MALIN

7 Français sur 10 ont acheté ou revendu des biens sur internet ou en vide-grenier

LA MOBILITÉ PARTAGÉE

30% de la population a déjà fait du covoiturage comme passager ou conducteur

LA LOCATION D'APPART

Un quart des Français utilisent une plateforme de type Airbnb

LES SERVICES RÉMUNÉRÉS

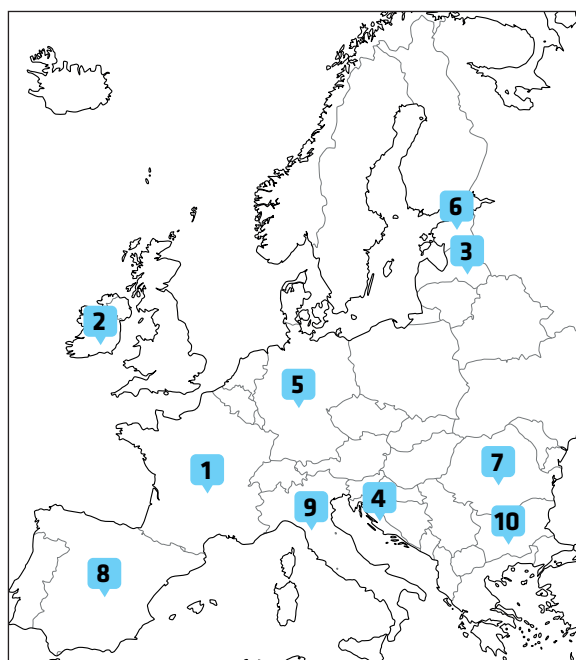
(baby-sitting, jardinage, ménage) 25 % ont déjà travaillé pour des particuliers (+ 5 points par rapport à 2015)

[Source : Les Français et la consommation collaborative, CSA/Cofidis, novembre 2016]

LES FRANÇAIS CHAMPIONS DU COLLABORATIF EN EUROPE

Pourcentage de citoyens déclarant utiliser une plateforme d'échange de biens ou de services en ligne.

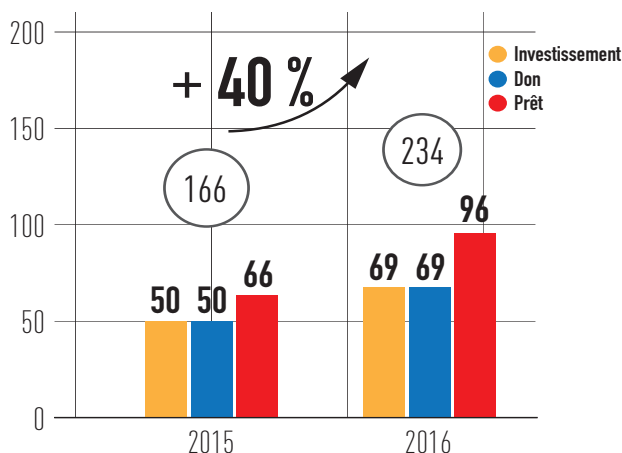
- | | |
|---|--------------------|
|  | 1 - France 36 % |
|  | 2 - Irlande 35 % |
|  | 3 - Lettonie 24 % |
|  | 4 - Croatie 24 % |
|  | 5 - Allemagne 20 % |
|  | 6 - Estonie 20 % |
|  | 7 - Roumanie 20 % |
|  | 8 - Espagne 19 % |
|  | 9 - Italie 17 % |
|  | 10 - Bulgarie 17 % |



[Source : Parlement européen]

LE CROWDFUNDING TOUJOURS EN FORME

* Montants levés par segment en millions d'euros



* Hors cagnottes, prêts à la consommation et aux entreprises en ligne.

2,6 millions

Le cumul des financeurs qui ont soutenu un projet sur les plateformes de crowdfunding françaises depuis leur lancement, pour un total de **21 375 projets** financés (à fin 2016).

[Source : Financement Participatif France, 2017]

Coworking : l'explosion



En cinq ans, le nombre d'espaces de coworking a été multiplié par 8 (de 20 à 177 espaces) rien qu'en Île-de-France, selon une récente étude du cabinet de conseil en immobilier Arthur Loyd. À l'échelle nationale, le site Bureaux à Partager en recense 800. Start-up et freelances sont friands de ces espaces partagés dont les tarifs peuvent varier d'environ 350 euros mensuels à plus de 1 000 euros. La tendance semble donc s'accroître. D'ailleurs, le juteux marché des espaces de travail partagés attire désormais les gros calibres du secteur, tels Bouygues ou encore Nexity, qui ont lancé leur propre filiale dédiée. Au risque d'une bulle ? Le magazine Deskmag affirme que 60 % des espaces de coworking sont déficitaires à l'échelle mondiale.

QUI SONT LES FREELANCES ?

830 000

C'est le nombre de travailleurs indépendants en France en 2016, soit une augmentation de 126 % en dix ans.

90 %

La part des freelances qui le sont par choix.

3,5

C'est, en moyenne, le nombre de jours où ils travaillent chez eux.

97 %

estiment ne pas être bien pris en considération dans le débat économique et politique.

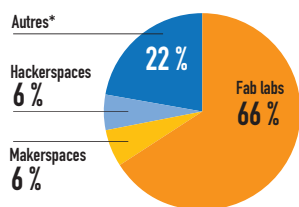
1 sur 2

Le nombre d'actifs français qui aimeraient devenir indépendants à condition de bénéficier d'une meilleure protection sociale.

[Sources : étude Le freelancing en France 2017 de Malt et OuiShare, et sondage Ilop mené pour la Fédération des entreprises de portage salarial (FEPS).]

LES FAB LABS EN FRANCE

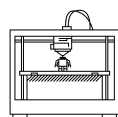
UNE NÉBULEUSE D'APPELLATIONS



*Tiers-lieu, atelier partagé, micro-usine, medialab...

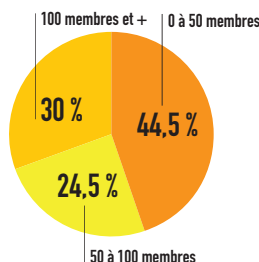
UN PHÉNOMÈNE RÉCENT

58 %



des fab labs ont été créés entre 2015 et 2017

DE LARGES COMMUNAUTÉS



[Source : étude de Makery réalisée à partir des réponses de 139 fab labs, hackerspaces et makerspaces français.]



Devine qui vient dîner...

Le géant américain Airbnb se serait-il trouvé une bonne conscience ? En juin, la plateforme a lancé « Open Homes » à destination des particuliers souhaitant offrir leur logement à des réfugiés. Le service est calqué sur le fonctionnement habituel de la plateforme, mais tout est gratuit et l'entreprise ne touche aucune commission. Elle a laissé entièrement la main à plusieurs associations d'aide aux réfugiés (Singa, Réfugiés Bienvenue, Samu Social, JRS France), qui se chargent de mettre en relation hébergeurs et hébergés. En quelques mois, on comptait 6 000 hôtes inscrits dans le monde dont 300 en France. L'objectif : aider 100 000 personnes d'ici 5 ans.

BON BUZZ

MAUVAIS BUZZ

Big Brother

D'ici 2020, le gouvernement chinois prévoit de « noter » ses citoyens en fonction de leur comportement personnel et professionnel. À partir d'algorithmes complexes traitant des millions de données, cet « internet plus » permettra de récompenser ou sanctionner selon un système de points. Mal s'occuper de ses enfants ? - 50 points. Faire du bénévolat ? + 10 points. Les « citoyens modèles » bénéficieront d'aides tandis que les autres pourront perdre leur emploi, se voir empêchés d'inscrire leurs enfants dans les bonnes écoles ou de voyager. Enseignants, journalistes ou médecins sont particulièrement visés.



ANGLETERRE



Uber sur la sellette

Faites demi-tour dès que possible. En septembre, la régie des transports en commun de Londres a tout bonnement décidé de retirer à Uber son droit d'exercer. Le géant a bien sûr fait appel de cette décision. Le 10 novembre, le tribunal du travail de Londres a confirmé que les 50 000 chauffeurs travaillant pour Uber au Royaume-Uni doivent être considérés et rémunérés comme des employés, congés payés compris. L'entreprise a de nouveau fait appel.

CHINE



Les vélos libre-service à la conquête de l'Europe

Les rues de certaines villes chinoises en sont tellement encombrées que les autorités s'en inquiètent : ces vélos que l'on peut géolocaliser, emprunter, puis déposer où bon nous semble, sans avoir à chercher une borne, font à présent leur apparition sur le Vieux Continent. La start-up hongkongaise Gobe.bike a déjà mis 2 000 vélos en circulation à Paris. Ses concurrentes oBike (Singapour) et Ofo (Chine) vont suivre. Dans le même temps, la capitale s'apprête à recevoir une nouvelle génération de Vélolib'. La guerre des deux-roues est déclarée.

INDE



L'Inde veut supprimer l'argent

Lorsque le premier ministre Narendra Modi a annoncé que les billets de 500 et 1 000 roupies n'auraient plus cours, les Indiens se sont rués vers leur banque pour changer leurs coupures. La banque centrale n'ayant pas pu en imprimer assez, la mesure a semé le chaos. Destiné à combattre l'économie parallèle, elle a surtout handicapé les plus pauvres. Les fraudeurs, eux, ont investi dans l'immobilier ou se sont tournés vers les bitcoins ! À terme, le gouvernement envisage de remplacer complètement l'argent liquide par des moyens de paiement électroniques.

USA



Le premier immeuble Airbnb en Floride

Ses appartements seront loués à l'année à des résidents qui seront – évidemment – libres de les sous-louer via Airbnb. Une manière de répondre aux nombreuses municipalités qui reprochent à la plateforme de tarir l'offre de logements. D'ici 2018, pas moins de 2 000 immeubles pourraient ainsi sortir de terre, en collaboration avec le promoteur Newgard. Mais on sent déjà poindre la prochaine polémique : où est passé l'idéal de mutualisation des espaces existants ?

WhatsApp



« Tout le monde n'a pas vocation à faire de l'économie sociale et solidaire, mais tout le monde a un intérêt à mesurer son impact sur la société ».

(Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État au numérique, *Le Parisien*, octobre 2017)

« Sous prétexte qu'ils participent à une économie collaborative plus juste, les mastodontes s'octroient le droit de ne pas tenir compte des contraintes qui pèsent sur les acteurs historiques ». (Magalie Boisseau, fondatrice de BedyCasa, *Challenges*, octobre 2017)



« Il faut passer de l'économie pseudo-collaborative à l'économie coopérative. »

(Jean-Luc Mélenchon, programme de campagne de La France insoumise)



FRANCE



DR

La Banque Postale rachète KissKissBankBank

La plateforme qui a popularisé le crowdfunding en France est aussi la première à être rachetée par une banque. Il faut dire que la concurrence sur le marché fait rage et il est difficile de se passer d'une force de frappe supplémentaire pour rivaliser avec les plus grands. « *Nous sommes une Fintech citoyenne s'adossant à une banque citoyenne, qui va nous laisser notre indépendance et préserver l'ADN de KissKissBankBank* », assure son fondateur Vincent Ricordeau.

FRANCE



Un revenu universel expérimenté grâce au financement participatif

« *La manière la plus simple de l'expérimenter, c'est qu'on le fasse nous-mêmes* », explique Julien Bayou, porte-parole d'Europe Écologie – les Verts (EELV), à l'origine de cette campagne. Lancée début novembre, elle a permis de récolter 36 000 euros au moment où sont écrites ces lignes. De quoi financer pour trois personnes un revenu de base mensuel de 1 000 euros, pendant un an. On est loin des sommes nécessaires pour un revenu vraiment universel, mais l'objectif est ailleurs : étudier son impact sur la vie des heureux élus.

« *Nous devons travailler avec les grands groupes du web pour trouver un équilibre qui rende aux personnes un juste niveau de contrôle sur leurs données.* »

[Tim Berners-Lee, principal créateur du web, sur le site de la World Wide Web Foundation, mars 2017]

« *Dieu seul sait quel impact Facebook peut avoir sur les cerveaux de nos enfants.* »

[Sean Parker, ex-cofondateur du réseau social, Philadelphie, novembre 2017]

KIT DE SURVIE



L'INSTANT
BERNARD PIVOT

ICO (Initial Coin Offering)

Levée de fonds par actifs numériques (token), échangeables contre des cryptomonnaies. Ces tokens seront par la suite utilisables au sein de l'entreprise à l'origine de l'ICO, et leur valeur dépendra de sa réussite.

Foodtech

Secteur qui utilise le numérique pour proposer de nouvelles manières de s'alimenter ou de se faire livrer de la nourriture. Exemple : Deliveroo, Lunchr, Poiscaille.

Coliving

Fusion entre la colocation et le coworking. Les membres d'un espace de coliving disposent de leur chambre personnelle et d'espaces de travail communs au sein d'un même bâtiment.

Crowdequity

Mode de financement participatif proposant aux internautes d'entrer au capital d'une entreprise, comme le ferait un business angel. Parmi les plateformes phares : Anaxago, Wiseed, Lita.co.

Tech for good

Philosophie selon laquelle la technologie est un moyen qui doit être mis au service du bien commun.

Le collaboratif rentre dans le dico...



... littéralement ! L'expression « économie collaborative ou de partage » a maintenant sa définition dans le Petit Larousse 2017. Avec elle, on peut désormais **covoiturer** en toute tranquillité, participer à un **hackathon** dans un **fab lab**, ou **ubériser** un marché avec une énième **disruption**. Le développement durable est également à l'honneur, avec l'adoubement de la **permaculture** et des **écocités**.

Suivez le guide

Dans un contexte d'offre de services collaboratifs en pleine expansion, il manquait un outil qui permette au grand public de s'y repérer. Habitat, biens, savoirs, mobilité, alimentation, finance... Lancé en mai 2016 par la Maif et Consocollaborative, le Guide de la consommation collaborative présente via sept thématiques un grand nombre de start-up mais aussi d'associations et de coopératives du secteur.

guide.consocollaborative.com



LE WHO'S WHO DU COLLABORATIF

PROFILS À SUIVRE



MARIE EKELAND

CONSEILLÈRE SPÉCIALE

Fraîchement nommée à la tête du Conseil national du numérique, elle aura pour tâche de conseiller le gouvernement sur les enjeux des nouvelles technologies. Un rôle consultatif mais stratégique, pour celle qui fut cofondatrice en 2012 de France Digitale, la plus grande association d'entrepreneurs et d'investisseurs du numérique français. Parmi les autres casquettes de cette experte en réseau(x) : l'investissement. Elle a monté en 2013 sa propre société de capital-risque, Daphni, qui a soutenu des start-up comme BackMarket (économie circulaire), Agricoool (agriculture urbaine) ou Lunchr (foodtech).



ANTOINE MARCK

DOUBLER LES AGENCES

Cofondateur de la plateforme Locat'me, l'ingénieur et ancien commercial de 28 ans, a décidé d'aller plus loin. Il a lancé en juin dernier une agence immobilière 100 % digitale et à tarif unique : l'agence Blue. Elle s'adresse aux propriétaires à qui elle propose de ne payer que 199 euros de frais, et uniquement si Blue leur trouve un locataire. Blue a déjà réalisé plus de 4 000 mises en location en France. Pour l'agent immobilier 2.0, il était temps que le numérique secoue ce secteur, dont les honoraires ne se justifient pas. « Il n'est un secret pour personne que le métier d'agent immobilier compte parmi les plus détestés des Français », expliquait-il à La Tribune en mars dernier. De quoi faire grincer des dents...



JEAN-BAPTISTE RUDELLE

IL ARRIVE À TOUTE VITESSE

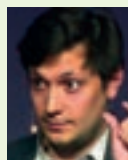
Jusqu'ici, il était plutôt connu comme le cofondateur de Criteo, licorne française de ciblage publicitaire, cotée au Nasdaq. Comme Jean-Baptiste Rudelle est du genre à réussir ce qu'il entreprend, il y a de quoi le prendre au sérieux lorsqu'il annonce vouloir investir le secteur du covoiturage urbain. On ne sait pas encore grand chose sur « Less », la plateforme que l'entrepreneur vient de lancer, si ce n'est qu'elle promet de « se déplacer mieux avec moins de voitures » et de « gagner de l'argent en roulant sans rien changer à ses habitudes ». Et qu'elle a levé la bagatelle de 16 millions d'euros pour passer la seconde en janvier.



GALIA BENARTZI

CHAÎNE DE VALEURS

130 millions en trois heures. C'est le record établi par Bancor via une ICO (Initial Coin Offering ou levée de fonds en cryptomonnaie) sur la plateforme Ethereum. Un peu plus de 10 000 personnes ont acheté les tokens (jetons de monnaie virtuelle) émis par Bancor, qui utilisera 40 % des fonds pour développer son logiciel. Sa fondatrice Galia Benartzi est une serial entrepreneure américaine d'origine israélienne, basée à Tel Aviv. Son succès pourrait ouvrir la voie à la généralisation de ces levées de fonds décentralisées.



ELLIOTT LEPEERS

ACTIVISME COLLABORATIF

Avez-vous entendu parler du « numéro anti-relou » ? Un 06 à donner aux personnes insistantes, débouchant sur un répondeur et une mise en garde. Derrière l'initiative se trouve Elliott Lepers, un « designer politique » qui n'en est pas à son coup d'essai. Il a ainsi imaginé une plateforme de mobilisation politique (LoiTravail.lo!), une add-on web permettant de localiser un livre chez le libraire (Amazon-Killer), ou encore une application pour adopter des comportements plus écolos (90 jours). Si ces initiatives n'ont pas toujours eu l'impact espéré – le numéro anti-relou a par exemple dû fermer car il croulait sous les menaces – elles ont le mérite d'attirer l'attention sur d'importants sujets. On attend la prochaine.



ANNE HIDALGO

ATTENDUE AU TOURNANT

La piétonisation des voies sur berge a fait hurler beaucoup d'automobilistes. Mais Anne Hidalgo est décidée à transformer les déplacements dans la capitale, notamment grâce aux mobilités partagées. Elle a présenté en octobre une nouvelle génération de Vélib', plus légers, dont certains à assistance électrique. La maire de Paris multiplie par ailleurs les rencontres au sein du Climate Leadership Group (C40), réseau mondial d'agglomérations engagées dans la lutte contre le changement climatique. Elle a aussi annoncé vouloir faire les Jeux Olympiques les plus écolos jamais vus, développer l'agriculture urbaine, l'économie circulaire ou encore la production d'énergies renouvelables dans la capitale. Chiche.

ELISA LEWIS & ROMAIN SLITINE

ON VOTE POUR

Tous deux membres du collectif Démocratie Ouverte, ils font la paire dans le secteur des civic tech. Après avoir raconté leur tour du monde des innovations démocratiques dans le livre *Le Coup d'État citoyen*, Romain Slitine, professeur à Science Po, et Elisa Lewis, entrepreneure, lancent Système D. Cet incubateur accueillera de nombreux projets qui contribuent à réinventer notre rapport à la politique : co-construction de lois, financement participatif urbain, médias citoyens...

Pour l'instant installé aux Grands Voisins, à Paris, Système D devrait intégrer le futur « Civic Hall » voulu par la municipalité.



© Augustin Le Gall

MONEY DROP



LE TOP 20 DES LEVÉES DE FONDS* EN 2017

(* en millions d'euros)

GuestToGuest	: 33 (logement)
TRAVELCAR	: 15 (mobilité)
heetch	: 10 (mobilité)
AGRICOOL	: 8 (agriculture urbaine)
misterbab	: 7,5 (logement)
backmarket	: 7 (économie circulaire)
Ledger	: 7 (blockchain)
SIMPLON	: 4,75 (éducation)
CREADS	: 4 (jobbing)
GuestReady	: 2,6 (logement)
HostnFly	: 2,5 (logement)
cette famille	: 2 (logement)
needelp	: 1,5 (jobbing)
Teeps	: 1,5 (commerce)
ECOV	: 1 (mobilité)
DEMOOZE	: 0,8 (vente pair-à-pair)
Crème de la Crème	: 0,6 (jobbing)
&	: 0,5 (social)
Wecover	: 0,5 (assurance collaborative)
FABER PLACE	: 0,4 (artisanat)

PASCAL DEMURGER ET DOMINIQUE MAHÉ

« FAIRE DE L'AUTRE UNE SOLUTION PLUTÔT QU'UN INCONNU »

Comment inscrire l'idéal mutualiste de l'assureur dans le xxi^e siècle ? Pour Dominique Mahé (Président du groupe MAIF) et Pascal Demurger (Directeur général), c'est en misant sur la confiance que le numérique et le collaboratif peuvent se mettre au service de l'intérêt général.

Propos recueillis par **Côme Bastin**



Nous évoluons dans un monde où les problèmes se globalisent mais l'individualisme

prévaut souvent. Comment MAIF conçoit-elle son rôle dans un tel contexte ?

Dominique Mahé : À la MAIF, nous sommes convaincus que l'individualisme n'est pas une fatalité. Depuis plus de 80 ans, la MAIF démontre qu'il est bénéfique d'agir ensemble, parce que cela crée du progrès collectif ! Notre mutuelle est née de l'audace de femmes et d'hommes qui ont fait le pari de s'affranchir des compagnies d'assurance privées en mettant en commun la couverture de leur risque automobile à un prix juste et équitable. Depuis, la solidarité n'a jamais cessé de guider notre action. La « Communauté MAIF » s'est formée autour d'une conviction forte : toutes nos décisions expriment un choix pour la société dans laquelle nous vivons. En choisissant son type d'assurance, en se protégeant contre les aléas de la vie, on peut contribuer à inventer un modèle de développement économique plus juste et plus équitable, une société plus collaborative et plus solidaire. Le mouvement collaboratif partage cette vision de l'engagement, et nous nous réjouissons que les citoyens s'en

emparent de manière croissante comme d'une solution aux déséquilibres économiques, sociaux et environnementaux.

En développant des assurances adaptées au xxi^e siècle, vous êtes en contact direct avec les nouveaux comportements des consommateurs. Quelles sont les grandes tendances que vous décelez ?

Pascal Demurger : D'abord, une élévation sensible des standards en matière d'expérience client, sous la pression des champions du numérique, qui en ont fait leur spécialité. Les consommateurs ne tolèrent plus les délais, la complexité, les informations parasites. C'est particulièrement vrai pour l'assurance, davantage perçue comme une consommation contrainte qu'un objet de désir. Les consommateurs rêvent d'une assurance si fluide, simple et intégrée qu'elle finit tout simplement par s'effacer. Simplifier l'acte de consommation, ce n'est pas forcément le banaliser. Un nombre croissant de personnes voient dans leurs choix de consommation un moyen de contribuer, à leur échelle, à la résolution de problèmes de société. La consommation, au même titre que le vote, peut devenir un acte porteur de sens. À la MAIF, nous partageons cette conviction et apportons une

“UN NOMBRE CROISSANT DE PERSONNES VOIENT DANS LEURS CHOIX DE CONSOMMATION UN MOYEN DE CONTRIBUER À LA RÉOLUTION DE PROBLÈMES DE SOCIÉTÉ.”

réponse à ceux qui souhaitent s'assurer autrement. Comment ? En redistribuant les fruits de notre performance à nos clients-sociétaires et à nos collaborateurs, plutôt qu'à des actionnaires. En créant des emplois et en payant nos impôts en France, là où nous exerçons notre activité. Ou encore en consacrant l'essentiel de nos investissements à des projets responsables.

En quoi l'engagement de MAIF pour une société collaborative, désormais au cœur de la stratégie du groupe, sert-il ces objectifs ?

Dominique Mahé : Depuis toujours, rejoindre la MAIF c'est militer pour des valeurs de solidarité et d'égalité qui vont bien au-delà du métier de l'assurance. Notre mutuelle rassemble tous ceux qui font le pari de la confiance réciproque pour se protéger et agir ensemble. Nous sommes convaincus que la nouvelle société collaborative est un allié majeur pour porter cet engagement au sein de la cité – en faisant primer l'usage sur la propriété, l'entraide sur la compétition, et en considérant l'Autre comme une solution possible plutôt qu'un inconnu redouté. Dans une société trop longtemps guidée par le « je », elle peut remettre le « nous » au

centre de nos interactions sociales et de nos échanges quotidiens. Ce n'est donc pas un hasard si la MAIF est devenue l'assureur et le partenaire de référence de l'économie collaborative ! Notre ambition est d'accompagner cette nouvelle économie en jouant auprès d'elle un rôle d'éclaireur, de pédagogue et de soutien, bienveillant mais exigeant. Et quand nous investissons dans de jeunes start-up ou développons des partenariats avec elles, nous proposons à nos sociétaires de nouveaux services qui reposent sur la confiance, et qui répondent à leur aspiration de faire émerger des modes de consommation plus responsables, plus durables et plus solidaires.

En interne, comment changer de paradigme dans les relations entre salariés ?

Pascal Demurger : Ne pas changer n'est pas une option. L'entreprise apparaît aujourd'hui comme un îlot de verticalité dans un monde aplati par le digital. Les individus supportent de moins en moins le décalage entre la liberté et la capacité d'influence dont ils disposent dans la sphère privée et l'étroitesse de leur horizon professionnel. Un tel hiatus ne peut générer que frustration et désengagement. L'enjeu pour l'entreprise, c'est de répondre aux aspirations de ses collaborateurs sans renoncer à la satisfaction de ses clients et à sa propre performance. Cela ne va pas toujours de soi. De nombreuses organisations n'envisagent l'amélioration de la performance qu'à travers davantage de contrôle. Depuis trois ans, nous faisons à la MAIF le pari exactement inverse. Notre expérience montre que la confiance et l'envie peuvent s'avérer au moins aussi efficaces que l'autorité et la contrainte pour créer de la performance. Plus de liberté pour les collaborateurs, c'est plus de place pour la prise d'initiative. Plus d'épanouissement, c'est aussi plus de motivation et d'engagement. Plus de confiance dans les salariés, c'est



*Pascal Demurger,
Directeur général du groupe MAIF.*

par symétrie, plus d'empathie envers nos sociétaires.

Avec le lancement cette année de votre charte numérique, vous avez décidé de vous imposer des principes stricts en matière de protection des données personnelles et de respect de la vie privée.

Pourquoi ? Et que mettez-vous en place précisément ?

Dominique Mahé : Le numérique occupe une place toujours plus importante dans notre société, notre économie et nos vies. Il apporte de nombreux bénéfices mais pose également de vraies questions en matière de sécurité, d'emploi ou encore de respect de la vie privée. Nous sommes convaincus que le numérique peut être une source de progrès pour les individus et contribue à leur émancipation, à condition de s'assurer qu'il soit guidé par des valeurs humaines et



*Dominique Mahé,
Président du groupe MAIF.*

“LE NUMÉRIQUE PEUT ÊTRE UNE SOURCE DE PROGRÈS À CONDITION DE S'ASSURER QU'IL SOIT GUIDÉ PAR DES VALEURS HUMAINES ET ÉTHIQUES.”

éthiques. En publiant cette charte, nous nous y engageons.

Pascal Demurger : En matière de données personnelles, très peu d'entreprises ont fait le choix de s'exprimer publiquement bien qu'il s'agisse d'un sujet relativement balisé. À la MAIF, nous avons pris des engagements extrêmement forts, comme la non revente des données de nos sociétaires, leur hébergement au sein de l'Union européenne, ou encore la mise en œuvre du droit à l'oubli. Nous souhaitons redonner aux individus le contrôle sur leurs propres données. S'agissant de l'intelligence artificielle, nous avons la conviction qu'il s'agit d'un sujet structurant qui aura un très fort impact au cours des prochaines décennies. Nous voulons en exploiter tout le potentiel pour simplifier l'expérience de nos sociétaires et faciliter le travail de nos collaborateurs, mais en aucun cas pour les remplacer. ●

YANN ARTHUS-BERTRAND

HUMAIN AVANT TOUT

Yann Arthus-Bertrand survole la Terre depuis 30 ans. Pour témoigner de la beauté de la nature, mais aussi pour convaincre de l'urgence de changer notre modèle de développement. Le photographe et réalisateur en appelle à la responsabilité et à l'humanité de chacun d'entre nous, afin que nous puissions vivre en harmonie avec notre planète. **Propos recueillis par Sophie Lauth / Photos : Augustin Le Gall**



Vous êtes passionné par les animaux depuis votre jeunesse. Comment s'est passée votre

rencontre avec l'écologie ?

Je suis un fou d'animaux et de nature. J'ai été un élève épouvantable, mais je rêvais d'être scientifique. Après avoir dirigé une réserve, j'ai entamé une thèse au Kenya, où quotidiennement, j'ai photographié une famille de lions pendant trois ans. Je dis souvent que ce sont eux qui m'ont appris la photographie, la patience et la beauté évidente. Ensuite, je suis devenu grand reporter, j'ai fait de la photo aérienne, toujours sur la nature et les animaux. À cette époque, Google n'existait pas et cette façon de photographier ouvrait de nouvelles perspectives. En 1999, j'ai sorti *La Terre vue du ciel*, fruit d'un long travail d'inventaire des plus beaux paysages du monde. Ce recueil est iconique, dans le sens où on en a vendu 4 millions d'exemplaires, ce qui n'était jamais arrivé en photographie. J'ai ensuite découvert la vidéo en animant l'émission *Vu du Ciel*. J'ai arrêté car j'avais davantage envie de parler de pauvreté que d'écologie ; je suis intimement persuadé du lien entre les deux. Pour réaliser *6 milliards d'Autres*, j'ai posé les mêmes questions à 6 000 personnes filmées dans

84 pays. Mais ce que j'ai fait de mieux, c'est mon film *Human*. Là, je prépare un film sur les femmes. En fait, c'est surtout un film sur l'amour. Les temps qui arrivent s'annoncent difficiles et nous allons avoir besoin d'un regard moins cynique et beaucoup plus amoureux sur la vie et les autres.

Parallèlement à votre carrière de reporter, vous avez lancé la fondation GoodPlanet en 2005, qui s'est installée en mai dernier au domaine de Longchamp. Pourquoi ?

Lors de mes premiers reportages, les scientifiques me parlaient déjà des mauvais chiffres. Cela m'a rendu photographe activiste. En 2005, j'ai créé GoodPlanet pour soutenir des projets de terrain, et pour sensibiliser. En l'ouvrant au public, j'ai voulu un lieu qui aille plus loin que l'écologie. J'aimerais qu'il y règne bienveillance et utopie, qu'on puisse parler des réfugiés et des abeilles, du micro-crédit et de la biodiversité. Parce qu'aujourd'hui, on vit dans un déni collectif. Personne ne veut croire ce que l'on sait sur l'épuisement de nos ressources. Et moi, cette espèce d'ignorance, ça me fait pleurer. Ce qu'on pouvait faire avec 2 milliards d'individus quand je suis né, on ne peut plus le faire avec 7,4 milliards. Le changement climatique est acté. L'année dernière a été

l'année la plus chaude, et en 50 ans on a perdu 65 % de la biodiversité. La une du Monde « Bientôt il sera trop tard », signée par 15 000 scientifiques, évoque la fin de l'humanité telle qu'elle est aujourd'hui. Alors pour moi, il est beaucoup trop tard pour être pessimiste !

Ça fait quarante ans que êtes témoin du changement climatique et que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme.

Arrivez-vous vraiment à rester optimiste ?

Cinq minutes avant sa mort, on est encore optimiste. On est tous accrochés à la vie et c'est normal de l'être. La question à se poser, c'est quelle est notre mission ? Le problème aujourd'hui, c'est que les gens qui croient au changement climatique et ceux qui n'y croient pas vivent de la même façon. On a tous un peu de Trump en nous ! Tous les écolos devraient arrêter de manger de la viande, car elle est en train de détruire la planète. On déforeste tous les ans l'équivalent de la Belgique pour cultiver des céréales qui nourrissent les animaux. C'est facile de dire que c'est Trump le méchant et de continuer à manger de la viande dans son coin. On a les hommes politiques qu'on mérite. C'est pour ça que je déteste aller dans des écoles, parler aux enfants de la

Yann Arthus-Bertrand

1976

Part avec sa femme Anne au Kenya pour étudier le comportement d'une famille de lions.

1991

Création de son agence Altitude, première banque d'images de photographie aérienne dans le monde.

1994

Sortie de la *Terre vue du ciel*, inventaire des plus beaux lieux de la planète.

2005

Création de la fondation GoodPlanet.

2006

Élu à l'Académie des Beaux-Arts, section photographie.

2015

Réalise le film *Human*.



**"LE PROBLÈME
AUJOURD'HUI,
C'EST QUE LES GENS
QUI CROIENT
AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE ET CEUX QUI
N'Y CROIENT PAS VIVENT
DE LA MÊME FAÇON.
ON A TOUS UN PEU DE
TRUMP EN NOUS."**

fin du monde parce qu'ils n'en sont pas responsables. Ce qui importe, c'est l'exemple qu'on va leur donner en changeant tout de suite.

Une forme de décroissance est-elle nécessaire ?

Plutôt que de parler de décroissance, je pense surtout qu'à un moment il faut savoir s'arrêter et vivre avec moins. En ce moment, je m'intéresse à la surabondance. Quand je vais dans un supermarché, j'ai envie de vomir. À quoi ça sert qu'il y ait 50 sortes de sauces différentes ? Qu'aura-t-on fait de notre vie, à part travailler pour consommer et accumuler les déchets ? Et en même temps, on a besoin de cette croissance qui paie les hôpitaux, les écoles, les routes. Elle est le Graal de toutes les sociétés. Mais le capitalisme est aussi ce qui détruit le monde. Je ne peux pas le reprocher, car je vis de ma fondation, financée par ce capitalisme. Je ne suis végétarien que depuis dix ans, alors que je suis informé. Personne n'a la solution, on ne sait pas encore comment faire autrement, alors on continue. Mais il faut avancer et ne pas avoir peur de le faire.

Que pensez-vous des nouveaux modèles économiques qui permettent de consommer différemment ?

Au-delà des mots « collaboratif » et « circulaire », qui ne veulent pas dire grand-chose pour moi, ce qui prévaut c'est l'éthique : ne pas gâcher, récupérer, réparer, vendre au bon prix. Le citoyen a un rôle primordial : c'est lui qui décide par exemple d'où viennent les produits qu'il consomme. Le vote sur un pays, il est dans le caddie. Tant qu'on continuera à acheter du lait ou de la viande au prix le plus bas, il y aura des paysans qui travaillent 70 heures par semaine et qui utilisent des pesticides parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire autrement. Ce qui aussi très inquiétant, c'est que les pays qui font le plus d'efforts sont des pays qui ne sont pas démocratiques. La

Chine a imposé les scooters électriques à Pékin. En France, dès qu'on veut changer les choses, c'est le chaos. Cela fait vingt ans qu'on dit que le diesel est cancérigène, mais constructeurs et acheteurs choisissent la rentabilité. Moi-même, j'ai eu une voiture diesel... C'est révoltant de se battre pour le bon sens et l'essentiel. Tout le monde est perdant dans ce système.

Quel sont les grands défis qui nous attendent ?

Dans mes émissions de télévision, on culpabilisait les gens en leur disant « ne faites pas si, ne faite pas ça ». Ça ne sert à rien. Et c'est pour ça que j'aime mon

"ON PEUT TOUS ESSAYER DE CHANGER, À SON ÉCHELLE, CE N'EST PAS RIDICULE. EN AIMANT UN PEU PLUS, EN PARTAGEANT UN PEU PLUS."

film *Human*, parce que ça parle d'amour, de vivre-ensemble, ça touche tout le monde. Ça parle de la mort, de la religion, et dans le fond, c'est ce qui m'intéresse. Il n'y a pas un mot d'écologie, et pourtant, quelque part, se rejoignent dans cette grande bulle toutes ces choses qui feront changer le monde. On peut tous essayer de changer, à son échelle, ce n'est pas ridicule. En aimant un peu plus, en partageant un peu plus. Ce ne sont pas les entreprises qui obligent à consommer. Ce qui est important, c'est la responsabilité personnelle. Et quand tout le monde aura compris ça, on pourra changer le monde. ●



© Augustin Le Gall

1
PRIÈRE DE RENDRE
LA SOCIÉTÉ PLUS HUMAINE
QUE VOUS L'AVEZ TROUVÉE
EN ENTRANT,



Aujourd'hui, on cohabite et on covoiture, on coïnvecte et on cofinance.
On partage des idées, des connaissances, des expériences et des biens.
La MAIF s'engage pour cette société collaborative où les gens se font
confiance pour mieux vivre ensemble.

Découvrez toutes nos actions sur maif-pour-une-societe-collaborative.fr



assureur militant

*pour une société
collaborative*

MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. Fila-MAIF - Société anonyme au capital
de 114 337 500€ enlèvement libéré - RCS Niort; B 341 672 681 - CS 20000 - 79076 Niort cedex 9. Entreprises régies par le Code des assurances.



1. CONSTRUIRE LA VILLE COLLABORATIVE

*Avec
Aurélien Bellanger,
auteur de Le Grand Paris
(Gallimard, 2017)*

&

Des quartiers citoyens
Des loisirs collaboratifs
Une mobilité partagée

AURÉLIEN BELLANGER

AINSI SOIT LA VILLE

Aménagement du territoire, déploiement technologique, tracé du Grand Paris : dans ses romans, Aurélien Bellanger explore et met en mots le monde urbain et ses mutations. Fasciné par l'Île-de-France et ses antagonismes, il plaide pour une ville polycentrique et poétique.

Propos recueillis par **Côme Bastin** / Photos : **Augustin Le Gall**



otre dernier livre, *Le Grand Paris*, choisit comme objet l'Île-de-France. Qu'est-ce qui

vous pousse à prendre l'urbanisme et la région parisienne comme objet romanesque ?

J'habite Paris depuis une quinzaine d'années, mais c'est une ville saturée d'un point de vue littéraire. Le point de départ de ce livre a pour moi été l'achat d'un vélo. Je me suis mis à parcourir l'Île-de-France et mon environnement s'est « agrandi ». J'ai voulu écrire sur cette espace que je connaissais bien, puisque j'ai passé une dizaine d'années de mon enfance en banlieue, dans l'Essonne. Je voulais imaginer un personnage qui réconcilie ces deux types de territoires, qui sont proches et séparés à la fois.

Auparavant, je m'étais spécialisé dans les romans techniques et technologiques. De prime abord, la ville, c'est très différent. Les villes sont des machines à cacher qu'elles sont des machines. Surtout Paris, où la technologie est invisible. L'expérience des Halles, cette immense gare reliée à toute la région, en est caractéristique, parce que son fonctionnement est enterré et soustrait au regard. C'est aussi un lieu qui cristallise la pensée urbanistique des Franciliens depuis les années 60, avec des travaux qui

n'en finissent pas. C'est l'un des points de départ de mon livre.

Pourquoi avoir fait de la Seine-Saint-Denis la clé de la renaissance de Paris et de votre héros ?

Je voulais m'attaquer à cette dialectique raciste qui s'est mise en place dans la société française lorsque j'étais enfant, entre le centre blanc et la périphérie de couleur. C'est un phénomène qui procède de la réintégration des problématiques coloniales dans le découpage territorial. Lors de la réorganisation de la région parisienne en 1964 sont créés les départements du 92 et du 93, qui désignaient deux ans plus tôt Oran et Constantine, en Algérie Française. À l'époque, on importe non seulement les numéros de département, mais aussi les plans d'urbanisme modernistes expérimentés là-bas, et bien sûr les populations qui en proviennent. J'ai voulu décrire comment ce geste a fait naître de nouvelles cultures urbaines qui allaient ringardiser les précédentes. Je raconte l'histoire d'un enfant sage de la bourgeoisie du 92, qui découvre que ses camarades de classes s'intéressent plus à NTM qu'à Lully. Après avoir travaillé pour le Président de la République comme urbaniste chargé de repenser l'Île-de-France, il va être attiré par l'Est « maudit » de la capitale. L'horizon politique

Aurélien Bellanger

1980

Naissance à Laval, en Mayenne.

2003

Deviens libraire, dans le cinquième arrondissement de Paris.

2012

Publie *La théorie de l'information* (Gallimard), son premier roman, inspiré de la vie de Xavier Niel.

2014

Publie *L'aménagement du territoire* (Gallimard), Prix de Flore, Prix du Zorba, Prix Amic de l'Académie française.

2017

Publie *Le Grand Paris* (Gallimard).

tracé par le livre est le suivant : avec le tracé du futur métro Grand Paris Express, la figure du centre va s'effacer. Paris doit devenir une suite de quartiers juxtaposés en circulation permanente les uns avec les autres. C'est très fantasmagorique mais ça me semble être une assez bonne réponse aux problèmes des villes : avoir plein de centres. Mon livre est un plaidoyer pour le polycentrisme et l'inclusion urbaine.

L'un des personnages déclare que les vrais habitants de Paris sont les Franciliens, au-delà du périphérique. Pourquoi aborder la capitale par les marges plutôt que par le centre ?

Paris est l'incarnation de la ville concentrique. Elle a pu vivre librement sa croissance dans toutes les directions, là où New York est venue buter sur la mer et Londres sur l'estuaire de la Tamise. C'est une ville qui s'est construite en repoussant ses enceintes, englobant les villes qui l'entouraient, asséschant celles qui étaient plus éloignées, comme Nemours ou Senlis. Elle a bénéficié d'un vrai plan d'urbanisme avec le baron Haussmann. Assez tôt pour avoir un centre historique et assez tard pour s'adapter à la modernité, notamment aux voitures, au moment où d'autres villes s'éventraient pour laisser

A man with a shaved head and glasses stands in the center of a covered walkway, possibly a shopping arcade. He is wearing a light blue V-neck t-shirt and dark trousers, with his hands in his pockets. The walkway has a checkered tile floor and is lined with shops and warm-toned lights that create a bokeh effect in the background.

**"MON LIVRE
EST UN
PLAIDOYER
POUR LE
POLYCENTRISME
ET L'INCLUSION
URBAINE."**

la place aux autoroutes. L'image de Belle Époque qu'elle continue à renvoyer correspond à l'idéal de la ville européenne du 19^e siècle, celui de la ville sans fin. C'est l'époque où l'on place les ruines dans les parcs, comme si la ville englobait et mettait en scène sa propre histoire, prélude à l'urbanisation infinie du monde. Les villes sont appelées à former un réseau global et la périphérie à disparaître. Cette spécificité fait que Paris va plus loin que son enceinte, plus loin que ses banlieues. Dans la dialectique province/capitale, il y a beaucoup plus d'intérêts croisés que de vrais antagonismes. Napoléon, déjà, voulait faire du Havre le port de la capitale, et l'idée ressurgit régulièrement.

Vous avez déclaré au OuiShare Fest que la ville moderne était une « proposition religieuse complète ». Qu'entendez-vous par là ?

Les humains sont devenus, majoritairement, une espèce urbaine. Les modernes vivent en

religion sont relayées par les villes. *« Nous avons besoin de métaphores inédites ; quelque chose de religieux intégrant l'existence des parkings souterrains »*, écrivait Michel Houellebecq dans *Le sens du combat*, en 1996. On éprouve devant la démesure de la ville le même sentiment de sublime que devant la transcendance de Dieu. Ce qui synthétise le plus l'expérience de la ville et sa proximité rassurante avec le religieux, c'est la proximité des secours. Il n'y a rien de plus exaltant que de voir les pompiers passer à toute allure sur un boulevard. Dans un village, c'est terrifiant, cela veut dire que vous connaissez peut-être quelqu'un qui va mourir. En ville, cela vous rappelle qu'en cas d'accident vous pourrez être secouru. On associe parfois la ville au mal, mais en réalité c'est d'abord un ensemble de filets de protection, un intense sentiment d'apaisement. Cette intuition constitue une religion suffisante.

Vous écrivez que les urba-

organisation spécifique. Une chose me fascine ainsi : Paris ne dispose de réserves alimentaires que pour 48 heures. Il n'y a aucune régulation centrale des stocks et pourtant l'approvisionnement fonctionne très bien.

Lors d'une guerre, comme lorsque Napoléon part conquérir la Russie, le défi est avant tout logistique. Dans le cadre militaire cette logistique est pensée, dans la ville pas vraiment. Bien sûr, il y a des infrastructures, des aéroports et des routes. Mais lorsque j'ouvre un restaurant, je n'en réfère pas à un État central, je me contente de faire venir des aliments et de nourrir les gens. C'est ça qui est fascinant : la ville marche, mais on ne sait pas comment. Si on voulait créer une ville à partir de zéro on ne ferait pas quelque chose qui fonctionne aussi bien – d'ailleurs ça a raté souvent lorsqu'on a essayé. C'est comme un méta-organisme vivant qui aurait développé ses facultés propres. Les villes sont bien meilleures urbanistes que les urbanistes.

La montée en puissance de votre personnage correspond à la déferlante du numérique sur la ville. Plus que les grands chantiers et le béton, n'est-ce pas cette peau immatérielle qui recouvre nos déplacements, nos achats, nos interactions, qui redessine la ville d'aujourd'hui ?

On manque encore de recul. Vélib' ne fonctionne bien sûr que grâce à l'appli Vélib' : le réseau matériel et immatériel se répondent. Mon expérience de la ville en est améliorée. Mais la proposition d'une entreprise comme Uber, qui est celle de la Silicon Valley en général, c'est *« ne touchez à rien, nos algorithmes vont résoudre vos problèmes »*. Inutile de construire de nouvelles routes ou de nouveaux métros, tout serait une question d'offre et de demande. Le souci, c'est que si on supprime tout ce qui est irrationnel avec des algorithmes,

“Lorsque j'entends parler des projets d'Elon Musk pour aller vivre sur Mars, je me demande : à quoi bon partir conquérir une planète si l'on n'est pas capable de résoudre nos problèmes ici-bas ?”

ville, les modernes ne croient pas en Dieu. C'est exact. À ceci près qu'à part chez de rares mystiques, personne n'a jamais vraiment cru en Dieu – Dieu n'était pas un objet de croyance, mais une sorte d'évidence fondatrice. Mon hypothèse est que la ville est devenue un divin de cet ordre. Personne ne croit aux villes ; on les constate, et on les utilise. Il me semble que plus l'athéisme et la ville se développent, plus les fonctions de la

nistes parlent aux dieux plutôt qu'aux hommes. C'est paradoxal pour une profession qui, de l'urbanisme sur dalle à l'habitat participatif ou écologique, n'a de cesse de vouloir améliorer la vie des citoyens.

Je rejette de plus en plus la rationalisation moderniste de l'espace. Ce que l'on aime dans les villes, c'est comment la densité de bordel et de chaos donne naissance à une auto-





on va vite buter sur le fait que c'est la vie elle-même qui est irrationnelle. Notre cerveau n'est pas fait pour vivre dans un monde solutionné. Cela ne rend pas spécialement heureux. J'ai l'impression que l'on commet à nouveau l'erreur des modernes, avec leurs solutions miracles, comme la ville de Brasília.

À mesure que les villes grandissent et se mondialisent, n'ont-elles pas tendance à s'uniformiser ?

Il existe effectivement une classe d'urbains dotés d'une grande mobilité sociale et géographique, adeptes de certains codes et usages, que l'on retrouve dans l'hypercentre des grandes villes. J'y ai des amis. Elle est cependant vouée à rester minoritaire. À Paris, cela couvre la population des arrondissements à un chiffre. Est-ce que ce n'est pas la minorité la plus puissante jamais vue ? Probablement.

Est-ce qu'elle ne fabrique pas de la ségrégation sociale ? Probablement aussi. Bien sûr, on ne peut pas s'empêcher d'imaginer la naissance d'un échelon post-national. Mais je ne crois pas au principe de l'uniformisation absolue parce que les villes ne se détachent jamais du sol sur lequel elles ont poussées. L'incroyable crédit dont jouit le maire à l'heure du discrédit de la politique est quelque chose qui doit nous interroger à cet égard.

Si la ville est devenue « un méta-organisme », un écosystème, ne doit-elle pas logiquement viser l'autosuffisance ?

À la fin de mon livre, le héros se perd à vélo jusque vers Provins et les grandes plaines céréalières. Il comprend alors la vraie forme de Paris : une cavité agricole où les grains coulent depuis des milliers d'années pour enrichir le centre. À 200 km autour de la capitale, la

"LA VILLE MARCHÉ, MAIS ON NE SAIT PAS COMMENT. LES VILLES SONT BIEN MEILLEURES URBANISTES QUE LES URBANISTES."

nourriture pousse partout. Cela est fait pour l'instant dans des conditions effrayantes, l'état des nappes phréatiques en Beauce est l'un des pires d'Europe. Les problèmes écologiques me terrifient vraiment. Vues de l'espace, je trouve que les villes ressemblent à une maladie de la terre. J'ai l'impression que parfois, chez les décroissants, on souhaite la mort des villes. Comme si le mythe de la régénération passait par la chute de Babylone. Mais cela me semble être une mauvaise réponse que d'attendre l'apocalypse. Les villes doivent être des laboratoires de notre capacité à survivre, des vaisseaux spatiaux expérimentaux. Lorsque j'entends parler des projets d'Elon Musk pour aller vivre sur Mars, je me demande : à quoi bon partir conquérir une planète si l'on n'est pas capable de résoudre nos problèmes ici-bas ? ●

Saint-Brieuc est la première municipalité à avoir testé la plateforme, pour financer les panneaux solaires de ce bâtiment.



DE SAINT-BRIEUC À LANGOUËT

COLLECTICITY, QUAND LE CITOYEN REMPLACE LES BANQUES

© MAIF / DR

Les collectivités disposent désormais de leur propre plateforme de crowdfunding pour impliquer les citoyens dans leurs investissements. **Marjolaine Koch, juin 2017**

F

aire financer les projets des collectivités par des citoyens. L'idée peut paraître incongrue : c'est à cela que sert l'impôt, non ? Toutefois, quand certaines mairies se

lancent dans un investissement lourd, c'est aux banques qu'elles doivent s'adresser. Et les plus petites collectivités ont parfois du mal à décrocher un prêt. C'est à ce moment-là que pourraient intervenir les citoyens, ont pensé les fondateurs de Collecticity : et s'ils remplaçaient les banques ? Les trois associés – un avocat, un expert-comptable et un développeur web – lancent la plateforme en septembre 2016. Elle ressemble à s'y méprendre à celles du crowdfunding (Ulule), mais un aspect les différencie : Collecticity fait du crowdlending, du financement participatif par prêt. L'agglomération de Saint-Brieuc est la première à avoir testé la plateforme pour financer l'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit de l'un de ses bâtiments. L'objectif était de réunir 8 400 euros (20 % de la somme totale) par

un emprunt citoyen. Résultat : 22 investisseurs ont prêté leur argent sur une durée de soixante mois, avec un taux de rémunération de 2,25 %. Plus intéressant que le Livret A et destiné à financer un projet bien identifié.

UNE DYNAMIQUE CITOYENNE

Pour Daniel Cueff, maire de la commune de Langouët, l'intérêt de la plateforme va plus loin. Lui y a eu recours pour créer des logements 100 % recyclables. « *Obtenir 40 000 euros était primordial, mais le plus important est la dynamique citoyenne que l'action révèle.* » Trente-sept contributeurs ont participé à la levée de fonds, dont deux tiers d'habitants de la commune. « *Cette implication nous a obligés à préciser le projet, et nous avons vu affluer des personnes qui ne viennent pas d'habitude aux réunions que l'on organise.* » Collecticity n'a jusque-là pu présenter que deux projets d'emprunts, avec succès. Car la route est longue pour viabiliser la démarche : « *Le temps des collectivités est long, y compris dans leur processus de décision* », détaille le fondateur, Julien Quistrebert. La commission

prélevée, dégressive en fonction du montant du projet, peut atteindre 4 % maximum. Avec cette fourchette, Julien Quistrebert estime que la rentabilité de Collecticity sera atteinte lorsque le site parviendra à financer 10 à 15 millions d'euros de projets par an. Avec son statut d'intermédiaire en financement participatif, Collecticity est contrôlée par l'ACPR (l'organe de supervision français de la banque et de l'assurance) et est immatriculée à l'ORIAS (l'Organisme pour le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance). « *Il n'y a donc aucun risque pour les collectivités, car quand bien même nous leur ferions défaut, le prestataire de service de paiement a obligation de suivre les opérations* », précise Julien Quistrebert. La structure espère passer à la vitesse supérieure d'ici la fin de l'année : l'Association des maires ruraux de France étudie la possibilité, pour plusieurs communes membres, de se regrouper pour lancer un « grand emprunt » de plus d'un million d'euros afin d'acheter un lot de véhicules électriques destinés à encourager le covoiturage non polluant vers les grandes villes. ●

DE VERNON À PARIS

FLUICITY, L'APPLI PORTE-VOIX DES CITOYENS

Redonner envie aux citoyens de s'impliquer dans la vie politique, c'est la mission que s'est donnée Julie de Pimodan en lançant cette appli facilitant le dialogue entre citoyens et élus. **Sarah Dumont, septembre 2017 Causette**

« L

es gens se désintéressent de la politique, car ils doutent de l'impact de leur opinion et ont l'impression qu'ils ne seront jamais entendus. On voit toujours les mêmes personnes dans les conseils de quartier ou les associations locales »,

regrette Julie de Pimodan, 33 ans. Pour décomplexer cette population silencieuse, elle a créé Fluicity, une application mobile permettant un vrai dialogue entre les citoyens et les élus. Moins d'idéologie, plus de pragmatisme ! Grâce à cet outil, n'importe quel individu peut déposer une idée ou interpeller un décideur et, de leur côté, les mairies peuvent consulter les habitants sur des projets hyper concrets (amélioration de la voirie, sécurité, pollution). « Avec ces données, les élus sont plus efficaces dans leurs prises de décisions. Et les administrés mesurent l'impact de leur avis. » Un échange gagnant-gagnant.

Avant de devenir une figure incontournable de la « civic tech » (technologie au service de la démocratie), Julie a été journaliste. À 22 ans, diplômée en poche, elle s'envole pour Dubaï (Émirats arabes unis), où elle travaille à la BBC. Puis, elle s'installe au Yémen et y apprend l'arabe. Son séjour doit durer deux mois. Elle y restera un an, et fonde l'hebdomadaire Yemen Today. De retour à Paris, elle entre chez Google, où elle est chargée d'une équipe de vente ciblant les pays émergents.

« À l'époque, Istanbul connaissait une grosse crise politique. Les dirigeants ne bougeaient pas, malgré la révolte du peuple. En France, de nombreux mouvements comme Nuit debout ou Les Indignés émergeaient », raconte Julie de Pimodan. Pour elle, une chose est sûre : les pratiques de gouvernance doivent être redéfinies, et les nouvelles technologies ont un rôle à jouer dans le processus.

Julie prend une année sabbatique, se forme au code pendant trois mois et crée le site Fluicity avec deux déve-

BIO EXPRESS

12 nov. 1983

Naissance à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine)

2008

Part au Yémen, où elle fonde la revue hebdomadaire Yemen Today

2010-2015

Responsable d'équipe de vente pour les pays émergents chez Google

2014

Se forme au code pendant trois mois au Wagon

2015

Reçoit un prix du MIT Innovation Award, pour Fluicity



Julie de Pimodan, créatrice de Fluicity

loppeurs. En 2015, elle reçoit le prestigieux prix du MIT (Institut de technologie du Massachusetts). Les demandes d'interviews pleuvent. « Ce prix nous a fait sortir de l'ombre, et des collectivités nous ont demandé de tester l'outil. On a choisi la ville de Vernon, dans l'Eure, et le IX^e arrondissement de Paris. » Deux levées de fonds plus tard, elle a constitué une équipe de dix personnes et dix villes et aménageurs urbains ont acheté le service. Objectif, fin 2017 : signer avec trente clients. En attendant, si l'envie vous prend de faire passer un message à votre élu, ne la réfrénez pas. Adressez-le via la page Facebook de Fluicity. Les messages sont soigneusement consignés et remontés aux municipalités, pour leur prouver que leurs citoyens ont beaucoup de choses à leur dire... ●



Les 2 000 m² du « château de Nanterre » seront dédiés aux acteurs de l'alimentaire durable.

7 centres ouverts à travers la France.

30 % moins cher en moyenne qu'un bureau classique.

542 000 € investis dans des projets Étic par des particuliers en 2016.

ÉTIC, UN PROMOTEUR PAS COMME LES AUTRES ROBIN DES BUREAUX

Engagée contre la spéculation immobilière, la foncière Étic achète des bâtiments et les rénove écologiquement pour proposer des bureaux à loyers modérés (BLM). Un modèle rodé qui en deux ans a permis d'ouvrir plusieurs espaces à destination des acteurs du développement durable et de l'innovation sociale, dont l'immense « château » de Nanterre. **Côme Bastin, août 2017 socialter**

A

u château de Nanterre (92), quelques câbles pendent encore mais les travaux touchent à leur fin. « On s'est mis à l'appeler comme ça, mais il s'agit en fait

d'une usine d'alcool et de dentifrice construite au début du xx^e siècle », précise Julie Levacher, responsable chez Étic – la foncière à l'origine de la rénovation. En friche depuis une vingtaine d'années, ce site industriel classé monument historique accueillera dès la rentrée start-up, associations et travailleurs indépendants, sur 2 000 m² et 4 étages. Le château ne sera pas un espace de coworking ou un incubateur de plus. « De l'isolation

au choix des matériaux, toute la rénovation est certifiée HQE [haute qualité environnementale] », souligne Julie Levacher. Surtout, la foncière Étic qui assure la gestion locative a voulu le dédier aux acteurs de la transition alimentaire. En effet, on trouvera au sous-sol 500 m² de cuisines partagées gérées par United Kitchens : traiteurs, artisans, pâtisseries, food trucks, chefs à domicile pourront s'y lancer sans devoir investir dans le matériel de cuisine. Au rez-de-chaussée, un espace dédié à l'alimentation durable sera ouvert au public, avec pop-up restaurant et programmation culinaire surprenante. Dans le jardin, enfin, un potager sera cultivé selon les principes de la permaculture. « Nous ferons appel aux patients

de l'association Endat, sujets souffrant de troubles du comportement alimentaire », précise Julie Levacher.

OUVERTURES EN SÉRIE

Étic n'en est pas à son coup d'essai. En avril 2015, la foncière a ouvert Mundo-M à Montreuil (93), là encore dans une ancienne usine rénovée écologiquement (classée A, la meilleure note possible en la matière). Aujourd'hui, ses 2 000 m² de bureaux privés et partagés accueillent 20 associations, pour beaucoup engagées en faveur du climat : Réseau pour la transition énergétique (anciennement Comité de liaison pour les énergies renouvelables – CLER), Réseau Action Climat (RAC), Réseau Sortir du nucléaire... « Évidemment,



© Martin Negro

on se fournit en électricité verte chez Énercoop », indique Elsa Becquart, responsable du lieu. Dans le 17^e arrondissement de Paris, Étic a aussi ouvert BeoTop, conçu pour les entreprises engagées dans la RSE. La foncière travaille également en région lyonnaise – où son siège est installé – avec les espaces Le Comptoir et Hévéa, tous deux dédiés à l'économie sociale et solidaire, ainsi que Les Halles de la Martinière (produits bio et restauration). À Castres, dans le Tarn, l'espace de travail Les Ateliers fait 3 000 m². Levée de fonds, montage de projet, rénovation,

« D'abord, fédérer des porteurs de projet désirant ouvrir un lieu », explique la fondatrice, qui en a monté plusieurs à Londres et Bruxelles avant de lancer Étic en France. « On fait le point sur leurs ambitions, leurs usages et le niveau de loyer qu'ils pourraient dégager. » Passé cette première étape commence le plus difficile : la chasse immobilière. La plupart du temps, la foncière acquiert le bâtiment. « Le jour où l'on aura des propriétaires sympas et écolos, on pourra faire autrement », tacle Cécile Galoselva. Pour rassembler les fonds nécessaires, une société

“À L'ARRIVÉE, IL S'AGIT DE PROPOSER DES LOYERS ABORDABLES : LES ACTEURS AVEC QUI L'ON TRAVAILLE N'ONT SOUVENT PAS LES MOYENS DE PAYER LE PRIX DU MARCHÉ.”

gestion locative : « À chaque fois, Étic applique une triple exigence économique, environnementale et sociale », assure Cécile Galoselva, fondatrice et dirigeante de la foncière. Si son action lui attire souvent la bienveillance des mairies, elle assure tout de même peu de subventions publiques.

FINANCEURS ÉTHIQUES

Mais quelle est donc la recette pour ouvrir tant d'espaces si rapidement ?

civile immobilière (SCI) est montée avec des banques éthiques (Crédit coopératif, La Nef, Triodos, Caisse des Dépôts) et des financeurs à impact social (PhiTrust, France Active). Le financement participatif est aussi fréquemment de la partie, notamment via la plateforme 1001PACT* qui permet aux particuliers d'entrer au capital de la SCI. Les investisseurs seront ensuite rémunérés sur les loyers perçus par Étic. « Nos actionnaires acceptent des

dividendes un peu plus bas pour des projets porteurs de sens », résume la fondatrice. À l'image du « château » et de Mundo-M, la foncière préfère réhabiliter des bâtiments anciens plutôt que d'acheter du neuf. « Il y a un véritable enjeu de mise à jour du bâti existant pour la transition énergétique, estime-t-elle. On travaille avec des petits cabinets d'architectes. On commence à avoir une vraie expérience en matière de rénovation écologique. » Car même si les travaux sont souvent importants, la facture doit rester la plus basse possible. « À l'arrivée, il s'agit de proposer des loyers abordables : les acteurs avec qui l'on travaille n'ont souvent pas les moyens de payer le prix du marché. »

BUREAUX À LOYERS MODÉRÉS

C'est bien l'ambition de cette foncière au grand cœur : s'imposer comme alternative face à la spéculation immobilière, contre laquelle Cécile Galoselva ne mâche pas ses mots. « Cette logique économique est basée sur l'exclusion des plus pauvres et elle a tué nos centres-villes. » Une spéculation qui n'écarte pas seulement les habitants, mais aussi les entreprises et les associations. Sur le modèle des habitations à loyer modéré (HLM), elle préconise donc la création de bureaux à loyers modérés (BLM). À défaut d'une loi, Étic compte poursuivre son action en investissant des lieux dans toute la France. En plus du château de Nanterre, un espace devrait ouvrir prochainement à Lille et peut-être un autre à Grenoble. En grandissant, reste à ne pas tomber dans les travers que l'on cherche justement à combattre. Pour s'en vacciner, la foncière ne se contente pas de belles intentions. Elle pratique un management participatif garantissant à tous les salariés et les actionnaires d'intégrer sa gouvernance, ainsi qu'aux résidents de participer à la gestion de leur espace. « Les budgets sont co-construits et entièrement transparents », souligne Cécile Galoselva. Mieux, Étic a adopté une grille de rémunération exigeante, avec une échelle de salaires limitée de 1 à 3. Aurait-on trouvé les premiers magnats de l'immobilier qui n'ont pas les dents longues ? ●

* Devenu LITA.co



Avec les Grands Voisins, le collectif a transformé un ancien hôpital en « ville dans la ville ».

OCCUPATION TEMPORAIRE

PLATEAU URBAIN REDONNE VIE AUX BÂTIMENTS MORTS

Le collectif s'empare des bâtiments temporairement abandonnés afin de proposer des locaux à prix réduits pour entrepreneurs, artistes et associations. **Hélène Vuaroqueaux, mai 2017**

CONSO
COLLABORATIVE

L'étape entre la mise en vente d'un espace et le début du nouveau chantier est rarement exploitée. Pour profiter de cette « jachère » immobilière, parfois longue, Plateau Urbain endosse le rôle d'agence et met en relation propriétaires et porteurs de projets. Depuis 2013, le collectif d'urbanistes a accompagné une quinzaine de projets. Ils ont par exemple permis à plusieurs artistes de réinvestir une salle de sport grâce au projet Machines Urbaines. Ce sont eux aussi qui ont donné vie aux cé-

lèbres Grands Voisins, à Paris. Installé entre les murs d'un ancien hôpital, cet espace temporaire est devenu un paradigme de ville miniaturisée. Sur 15 000 m² se mêlent associations, start-up, artistes ; on y trouve aussi un centre social et même un camping durant l'été !

DES ENTREMETTEURS RASSURANTS

L'association facilite les relations entre deux mondes qui n'auraient jamais collaborés mais qui ont tout à y gagner. L'occupation temporaire des bâtiments permet aux propriétaires de s'épargner les frais de gardiennage (le coût d'un

maître-chien à temps complet s'estime à 15 000 € par mois) et de prévenir la dégradation de leurs locaux, par manque de chauffage ou d'entretien. « *Ils ne gagnent pas d'argent, mais cessent d'en perdre. Ils sont aussi sensibles au résultat, à la fonction laboratoire de l'occupation* », explique Jean-Baptiste Roussat, secrétaire général et responsable de la communication de Plateau Urbain.

Pour les aspirants locataires, la procédure est simple : il suffit d'avoir une structure en création pour candidater à un appel à résidence sur la plateforme de l'association. L'accès à un local bon marché constitue un bénéfice évident pour

HABITAT ÉCOLOGIQUE ET AUTOCONSTRUCTION

TWIZA LÈVE 100 000 EUROS

Au sein de ce réseau, ils sont de plus en plus nombreux à construire eux-mêmes tout ou partie d'un logement. **Côme Bastin, juin 2017**

CONSO
COLLABORATIVE

C'est lors d'un chantier participatif en 2014 que Cédric Daniel se découvre une vocation pour l'habitat écologique. Et c'est pour connecter les acteurs de ce milieu qu'il cofonde la plateforme Twiza. Ce réseau recense des chantiers ayant recours à des méthodes de construction et des matériaux plus respectueux de l'environnement que l'industrie classique du bâtiment. Sur Twiza, chacun peut faire appel à des volontaires pour mener à bien son projet ou à l'inverse s'engager sur un chantier pour en apprendre plus sur ces nouvelles méthodes de construction et rencontrer la communauté. La plateforme recense quelques 350 chantiers partout en France. Elle fonctionne aussi comme un réseau social sur lequel chacun peut partager des contenus et des conseils.

Constructions en paille, charpente traditionnelle, torchis à la chaux, permaculture... « Certaines techniques remontent au début du xx^e siècle mais d'autres sont aussi nouvelles, explique Cédric Daniel. Certains construisent leur logement mais beaucoup rénovent aussi des logements existants, en ce moment on a un même un château sur la plateforme ! »

100 000 EUROS COLLECTÉS

Trois ans après son lancement, Twiza vient de boucler une campagne de financement participatif sur la plateforme We Do Good et a collecté 100 000 euros. C'est presque deux fois la somme espérée et un record pour We Do Good, qui rétribue les investisseurs grâce aux royalties dégagées par

les projets. « Pour nous, porteurs de projet, c'est sécurisant, car on donne plus quand on dégage plus de chiffre d'affaires, et moins lors des périodes creuses », juge Cédric Daniel. L'argent collecté servira à refondre la plateforme et à rémunérer les trois membres de l'équipe le temps que Twiza assoie son modèle économique. Une chose est sûre : la communauté de l'habitat écologique gagne du terrain. « Au début on avait beaucoup de puristes qui construisaient leurs maisons à la campagne, mais aujourd'hui on sort des adeptes de la première heure et on touche aussi des urbains », raconte Cédric Daniel. ●

Un des chantiers
du réseau Twiza.



de jeunes structures : l'argent économisé peut alors être investi dans le développement de leurs projets, qu'ils soient artistiques, entrepreneuriaux ou associatifs.

ENCOURAGER LA MIXITÉ

La diversité des publics est une des caractéristiques des projets accompagnés par Plateau Urbain. « Rien ne nous empêche de créer des colocations entre un maroquinier, un concepteur de hot-dogs et un architecte », s'amuse Jean-Baptiste Roussat. La volonté, c'est de décroïsonner les univers. C'est le cas par exemple aux Petites Serres, an-

cienne usine nichée dans le v^e arrondissement, qui compte parmi ses nouveaux occupants artistes, start-up mais également douze personnes en attente d'un logement social prises en charge par l'association Aurore (partenaire historique de Plateau Urbain).

LA FORCE DE L'ÉPHÉMÈRE

« La temporalité courte sur laquelle on travaille crée une urgence dans le bon sens du terme. Lorsque l'on nous accorde des baux d'un an, on ne peut pas se permettre de perdre six mois à intégrer les locataires », explique Jean-Baptiste Roussat. Le record à battre : quatre semaines entre

l'établissement du bail et l'entrée dans les lieux. Et c'est aussi vrai pour les colocataires, qui apprennent à se connaître plus rapidement grâce à leur présence à durée déterminée.

La suite ? Continuer à développer des outils juridiques et financiers adaptés à cette nouvelle forme d'habitation, les partager et les expérimenter sur d'autres formes de vacances telles que les logements neufs ou les bureaux standardisés. De sorte qu'à terme, l'occupation temporaire puisse devenir une étape habituelle dans le parcours des structures immobilières. ●

MIEUX QUE LE ROUTARD ADOpte UN GUIDE

Visiter une ville avec l'un de ses habitants, au fil de ses passions. C'est le principe du site Cariboo, qui a permis à notre journaliste de rencontrer Julie, une grande fan... de Jeanne d'Arc. **Laurène Champalle, mars 2017 NEON**

J

ne connaissais pas Rouen et, au lieu d'y aller le nez au vent, j'ai réservé deux heures de visite sur cariboo.co (et pas .com, attention), une plateforme lancée en 2015 par quatre potes alors en

école de commerce, persuadés que le meilleur moyen de découvrir un lieu est d'être accompagné par un « local ». Cariboo met en relation des touristes avec des habitants – des étudiants en majorité – qui jouent les guides dans leur ville, en fonction de leurs intérêts (street art, foodie, nightlife, monuments...). En deux clics, je choisis Julie, 20 ans, qui m'accueille à la gare de Rouen avec le sourire et une antisèche à la main : les dates qui jalonnent notre parcours !

PARTAGER SA PASSION

Les demandes sont rares à Rouen. Inscrite depuis un an, Julie n'a eu que deux clients : une famille et moi. L'argent n'est pas la motivation première de ma « guide Cariboo », rémunérée 25 euros de l'heure, moins la commission du site. « *J'aime partager ma passion pour l'histoire. La culture doit être accessible à tous* », plaide Julie, médiatrice culturelle à temps partiel à l'École des Beaux-Arts de Rouen après un an de prépa pour l'École du Louvre. On commence par la tour Jeanne-d'Arc. Seul vestige du château dans lequel la Pucelle fut emprisonnée par les Anglais au ^{xv}^e siècle, ce monument est au cœur d'une polémique. « *Cet ancien musée va devenir un lieu d'escape game* », peste Julie, qui se passionne pour Jeanne d'Arc depuis qu'elle a vu, enfant, le film de Luc Besson et parle de cette « *paysanne devenue chef de guerre* » avec ferveur. Moi, j'ai du mal à la dissocier de son statut d'icône du Front national. « *Quand on ne vote pas FN et qu'on aime Jeanne d'Arc, on peut se retrouver un peu en porte-à-faux* », reconnaît Julie,

© Mathieu Farcy

qui interroge : *est-ce que Jeanne d'Arc voterait Marine Le Pen ?* » Pour elle, la réponse est visiblement « non ».

BÛCHER ET CHOCOLATS

L'âtre Saint-Maclou, le Gros-Horloge et la cathédrale Notre-Dame sont impressionnants, mais le clou de la visite c'est le bûcher de Jeanne d'Arc : on se trouve à l'endroit précis où la jeune fille de 19 ans a été brûlée vive, le 30 mai 1431, après un procès en hérésie. Julie me montre, devant nous, le pilori où le bourreau entreposait son matos. Pour nous remettre de nos émotions, nous allons goûter aux « larmes de Jeanne d'Arc » du pâtissier Auzou, de délicieuses amandes au chocolat.

Bon, Rouen c'était bien, et après ? Sur Cariboo vous pourrez vous programmer une journée coquillages et crustacés avec Maï, 23 ans, une habituée du Cap-Ferret (15 euros pour une heure). Rencontrer les potes de Seb, 26 ans, à Bordeaux (13 euros). Ou faire une virée dans Paris by night sur la moto de Pierre, 25 ans (30 euros) ●



2 ans

C'est l'âge de Cariboo, du nom du célèbre cervidé canadien, et du swahili karibu (bienvenue).

750 guides

sur Cariboo, avec lesquels on peut visiter 135 destinations dans le monde. En France, Paris est en tête avec 275 guides. Ils seront 3 750 dès juillet : Cariboo a été racheté en 2016 par Meetrip.com, une plateforme de guides conférenciers certifiés.

De 8 € à 30 €

le tarif horaire fixé librement par chaque guide, sur lequel Cariboo prend une commission de 20 %.

38

C'est le nombre de dates qui jalonnent le parcours de deux heures dans le carnet de Julie.

VOYAGE VOYAGE

DES VACANCES PAS COMME LES AUTRES



Des start-up vous guident pour organiser vos congés sur le mode collaboratif. **Adèle Bertier, juin 2017**

S'

ORGANISER

Tout le monde n'a pas un voisin à l'âme charitable... Sur le site J'aime mes plantes, on trouve quelqu'un pour chouchouter ses plantes, jardins et potagers. Il en coûte aux vacanciers entre 1,99 et 3,99 euros par jour. Le principe est le même sur le site de garde d'animaux Dog Vacances. Des particuliers proposent de garder les animaux de compagnie pendant l'absence de leur propriétaire. Ils fixent eux-mêmes les prix.

SE DÉPLACER

Si vous comptez prendre l'avion, Travelcar se propose de louer votre voiture pendant votre absence, au lieu de la laisser dormir sur un parking d'aéroport qui coûte en moyenne 200 euros par semaine. En échange, vous ne payez pas votre place de parking. Une fois sur votre lieu de vacances, pourquoi ne pas louer la voiture d'un voisin grâce à Koolicar ou Drivy ?

SE LOGER

Pour une expérience 100 % locale, l'immanquable est le couchsurfing, qui permet de dormir chez des inconnus, gratuitement. Côté famille, on opte pour Guest to Guest, site gratuit d'échange de maisons dans 187 pays.

VISITER

Si le « couchsurfeur » chez qui vous logez n'est pas disponible pour vous faire visiter sa ville, vous pourrez tester Smart Tourism, le « Airbnb de la visite guidée ». « On est guidé par la personne qui connaît sa ville par cœur et ne s'arrête pas qu'aux monuments à voir », témoigne Claire, une habituée.

PROFITER

Pour ceux qui préfèrent les virées au fil de l'eau, Boaterfly ou SamBoat vous permettent de louer un bateau à un particulier. Le site VizEat.com vous invite à manger chez des locaux qui vous concoctent des plats typiques dans 110 pays. Alors, prêts à tester des vacances alternatives ? ●

PLUTÔT CÉRAMIQUE OU CALLIGRAPHIE ? PASSEZ VOS VACANCES CHEZ UN ARTISTE

G

Geetika Agrawal avait pour habitude de passer ses étés aux côtés d'artisans en Inde. Partant de la conviction que de nouvelles façons de voyager restent à inventer, elle lance VAWAA (Vacation With An Artist) en novembre 2015. Cette plateforme recense des artistes des 4 conti-

nents prêts à vous initier à leurs arts respectifs. Une trentaine d'artistes y sont aujourd'hui inscrits. Vous pourrez apprendre la calligraphie au Japon avec Chikako Shirai, (re)découvrir le Street Art avec Pum Pum en Argentine ou bien vous mettre à la céramique avec Katja Spiler en Slovénie. Le prix relativement élevé de ces

retraites créatives s'explique par le caractère intimiste des rencontres, les artistes n'accueillant pas plus de deux voyageurs simultanément. « Les voyageurs d'aujourd'hui veulent un tourisme qui crée du sens, du lien et de la valeur », juge Geetika. ● **Hélène Vuaroqueaux, septembre 2017**

SENSE
COLLABORATIVE

A(RT)BRIBUS DES ŒUVRES D'ART À LA PLACE DES PUBS ?



Faire connaître des artistes émergents en remplaçant les publicités par les œuvres d'art en ville : c'est le pari de la start-up bordelaise Oboem. **Hélène Vuaroqueaux, mai 2017** CONSO COLLABORATIVE

L'urbain français voit en moyenne 350 publicités par jour, et bien souvent, il ne s'en rend plus compte. Notre environnement visuel est choisi par ceux qui en ont les moyens car annoncer coûte cher : il faut compter 3 000 euros la semaine pour quelques affiches dans une station de métro en banlieue parisienne. Alors comment reconquérir les murs de nos villes ? L'idée d'une plateforme pour financer des campagnes d'affichage artistiques est née dans l'esprit de Marie Toni et Oliver Moss, les deux cofondateurs d'Oboem, quelques mois après leur retour d'Amérique du Sud. « À notre retour, la sursollicitation publicitaire auquel on est

soumis en ville nous a frappé. Et nous avons fait le lien avec notre visite de Valparaíso, une ville où l'art est partout. Cela nous a donné envie de monter un projet qui permettrait de réenchanter nos paysages urbains tout en valorisant le travail d'artistes peu connus du grand public », raconte Oliver Moss.

TOUS CO-MÉCÈNES

La plateforme permet aux utilisateurs de soumettre des œuvres d'artistes (peinture, photographie, dessin) et de financer celles qu'ils veulent voir s'afficher sur les espaces publicitaires de leur ville. En contrepartie, le co-mécène reçoit une reproduction de l'œuvre soutenue, im-

primée en édition limitée. « Et c'est accessible, on peut devenir co-mécène à partir de 10 euros », précise le co-fondateur. Ce n'est pas la première fois que l'achat d'espaces publicitaires pour y afficher des artistes est financé en mode participatif. En 2016, le collectif Cercle Rouge avait transformé une station de tram de Montpellier en galerie à ciel ouvert pendant une semaine.

À Londres, l'initiative CATS (Citizens Advertising Takeover Service) financée par les internautes a permis en septembre 2016 de remplacer pendant deux semaines toutes les pubs de la station de métro Clapham Common par des photos de chats à adopter. ●

NOTES BIAISÉES, RÉFÉRENCEMENT ACHETÉ...

UN TRIP ADVISOR ÉTHIQUE

Lorsqu'on cherche un resto, on a de plus en plus recours à des applications de recommandation telles que Trip Advisor. Problème : 45 % des avis présents sur ces sites ne sont pas fiables selon la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de

la répression des fraudes). C'est en partant de ce constat qu'a été imaginé Sumwhere. Encore en version bêta, l'application est pour l'instant aussi confidentielle que son objectif est ambitieux : créer un guide de sorties et d'activités qui ne prélève aucune commission sur les commerces cités, n'utilise pas les

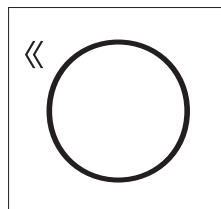
données de ses utilisateurs et ne dispense que des avis pertinents. « Fini les personnes qui laissent des avis dans des endroits où ils ne sont jamais allés », promet Jocelyn Boiziau, directeur stratégie. Reste à conquérir le grand public face aux géants du secteur... ●

Côme Bastin, mars 2017 CONSO COLLABORATIVE

JOGGING COLLABORATIF

PETITE COURSE ENTRE AMIS

Et si on faisait du sport entre voisins, au lieu de rester dans son coin ? On a testé Jogg.in, le site qui met en relation les coureurs d'une même ville. **Lina Rhrissi, juin 2017 NEON**



n va partir d'Odéon à 20 heures, aller jusqu'à la tour Eiffel et revenir », annonce Mickaël, informaticien de

34 ans, en trottinant sur place devant le bar qui fait office de QG à la dizaine de coureurs parisiens qui arrivent l'un après l'autre. Pour les rencontrer, il m'a suffi d'enfiler mes baskets poussiéreuses et de quelques clics sur le site Jogg.in. J'ai pu les chercher selon le lieu et la date désirés, ainsi que mon niveau sportif. Créer sa session est tout aussi simple. « *J'ai dû en ouvrir plus de 350* », estime Mickaël qui utilise l'application depuis ses débuts en 2014.

Les trois premiers kilomètres de la course sont les plus durs. Au Louvre, je suffoque

et suis à deux doigts d'abandonner. Mais je n'ai aucune envie de décevoir les autres, qui ralentissent pour m'accompagner. Hermann m'explique que courir en groupe est plus motivant. « *Au début, je suis venu pour rencontrer du monde, mais je me suis vite pris au jeu et j'ai même commencé à me challenger* », raconte le comédien de 30 ans, qui a trouvé l'amour lors de l'un de ces footings. Le sport collaboratif est aussi une manière de casser les barrières sociales. « *Que tu sois étudiant en galère ou propriétaire d'un 170 mètres carrés, tu finis en sueur*. » Là, tout de suite, je me sens proche de Benjamin, ingénieur du son de 32 ans, qui persiste à me montrer comment respirer au rythme de mes foulées. Après trente minutes, c'est le dé-clic. Ça fonctionne et je me sens prête à continuer jusqu'à l'aube.

16,5 MILLIONS DE RUNNERS EN FRANCE

D'après Jean-Philippe Benoist, fondateur d'Urban Challenge et gérant de l'application, « *la croissance du nombre de personnes qui font de la course à pied a été phénoménale ces dernières années* ». Dans notre pays, le chiffre serait passé de 6 millions en 2010 à 16,5 millions en 2015 – en comptant les runners occasionnels. Arrivés à mi-parcours, nous reprenons des forces en profitant du soleil qui se couche sur le Champ-de-Mars. Moi qui n'ai quasiment jamais couru de ma vie, je viens de m'enfiler 10 kilomètres sans m'en rendre compte ! Après les étirements et la bière bien méritée, Mickaël me demande si je veux revenir faire du fractionné mardi... On verra ça après les courbatures. ●

3 ans

C'est l'âge de Jogg.in, plate-forme fondée en mai 2014 à Paris par Théo Bayssat, Thomas Didier et Laurent Lingelser, trois potes fans de running.

4000 sessions
sont créées par an.

Les parcours vont de 5 à 50 km, de très calme à très rapide.

Plus de 50 villes
réunissent 10000 runners
et 50 ambassadeurs
bénévoles, de Bordeaux à
Brest en passant par Melun.

882 calories

C'est ce que Lina Rhrissi, 23 ans, a dépensé, soit trois hamburgers ou six clafoutis aux cerises.



UN PEU DE PLACE DANS VOS BAGAGES ?

TRANSPORT D'OBJETS TROUVÉS

La plateforme Gogomitch développe la livraison collaborative : se servir des trajets des uns pour acheminer les objets des autres. **Sarah Dumont, mai 2017 Causette**

Le jour de notre rencontre, Marie-Astrid de Cazanove arrive tel un bulldozer, sourire rayonnant aux lèvres. Dix minutes avant de me rejoindre, la bonne nouvelle est tombée : elle a décroché une place dans le célèbre incubateur des « futures championnes de la French Tech », Paris Pionnières.

L'idée de son entreprise est née d'une mésaventure. En 2013, la jeune maman rentre de ses vacances dans le Sud, avec sa fille de 2 ans. En arrivant sur son palier, elle réalise que ses clés sont restées à Aix-en-Provence. Stress, hébergement d'urgence chez des copains, serrurier... son étourderie lui a coûté 500 euros. « *Fedex me demandait 900 euros pour m'expédier mes clés et La Poste ne pouvait pas réagir dans un délai aussi court. Il y*

avait un concept à créer : la livraison collaborative entre particuliers », lance-t-elle.

RENDRE SERVICE

Gogomitch voit le jour en 2015, en clin d'œil au héros d'*Alerte à Malibu*. Le principe est simple : utiliser le trajet de l'un pour assurer le transport de l'objet d'un autre. La commission est fixée par l'expéditeur en fonction du degré d'urgence, de l'encombrement de l'objet et de la distance à parcourir. Elle varie de neuf euros à une centaine d'euros pour des vols en avion. La plateforme, elle, touche un pourcentage de 15 ou 20 % (si une frontière est traversée). « *Les transporteurs agissent surtout pour rendre service. Ils font une BA et rencontrent souvent quelqu'un de sympa en bout de course* », souligne-t-elle.

De multiples doudous, passeports, guitares, pièces détachées de voiture ont ainsi été rapportés à bon port. À l'heure actuelle, dix mille personnes sont inscrites sur le site. Une nouvelle fonctionnalité permettra bientôt de synchroniser les réservations effectuées sur les sites de voyages, à condition d'avoir donné son accord au préalable, bien sûr.

Jusqu'à présent, le parcours de Marie-Astrid est un sans-faute. L'ex-directrice commerciale a l'art de convaincre. D'abord, en quittant Danone en 2014, elle est sélectionnée pour participer au programme Danone for entrepreneurs. Un cursus de choc pour enrichir son carnet d'adresses. Et 10 000 euros de subventions. Quelques mois plus tard, elle décroche à nouveau 30 000 euros de subventions de la Bpifrance, la banque publique d'investissement. Aujourd'hui, Marie-Astrid est épaulée par un directeur technique et une community manager. On lui prédit un bel avenir ! ●

Marie-Astrid de Cazanove fondatrice de Gogomitch.



BIO EXPRESS

1982

Naissance à Versailles (Yvelines)

2000

Intègre l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers (Essca)

2006

Chef de marché chez Danone

2013

Oublie ses clés en vacances et a l'idée de créer Gogomitch

2015

Lancement de Gogomitch

SORTIR DU TOUT DIGITAL

L'AUTO-STOP RÉINVENTÉ

Et si les voitures individuelles venaient compléter l'offre de transport en commun dans les zones rurales et périurbaines? C'est le pari de la start-up Ecov qui propose un service à mi-chemin entre l'auto-stop et le covoiturage.

Hélène Vuaroqueaux,
septembre 2017 CONSEIL COLLABORATIVE



© ECOV

Transports en commun peu développés ou saturés aux heures de pointe : les zones périurbaines et rurales sont souvent les parents pauvres de la mobilité. C'est en partant de ce constat et de celui de la sous-occupation des voitures individuelles que Thomas Matagne et Arnaud Bouffard ont lancé Ecov pour faciliter les déplacements du quotidien. « *Les plateformes de covoiturage existantes sont trop rigides pour les trajets du quotidien. Nous voulions un service qui soit à la fois flexible et inclusif* », explique Clément

Barbe, responsable du pôle utilisateurs d'Ecov.

Pour cela, il fallait sortir du tout digital et penser un système qui n'exige pas de réservation au préalable. Avec Ecov, la mise en relation entre passagers et conducteurs se fait à travers un réseau de covoiturage installées sur les axes principaux du territoire. Pas besoin de smartphone, le passager à la recherche d'une voiture se rend à la borne et entre sa destination. Le prix et l'estimation du temps d'attente lui sont alors communiqués.

ENTRE LE COVOITURAGE ET L'AUTO-STOP

Le kilomètre est facturé 12 centimes d'euros, quelle que soit la distance parcourue. Sur ces 12 centimes, 9 reviennent au conducteur et les 3 centimes restants couvrent les frais de fonctionnement du service. « *Parcourir 30 kilomètres revient à 2,40 euros. Nous pratiquons des tarifs similaires à ceux des transports publics* »,

explique Clément Barbe. Le temps d'attente, lui, est calculé selon une estimation du trafic à l'heure indiquée. La destination s'affiche ensuite sur la borne, à la vue des automobilistes et ceux-ci s'arrêtent s'ils le souhaitent. La transaction se fait *via* un ticket que le passager récupère à la borne.

« *Mais souvent les conducteurs n'encaissent pas leur ticket. Ils prennent des passagers avant tout par esprit de solidarité* », rapporte Clément Barbe. En ce sens, Ecov se rapproche plus d'un service d'auto-stop augmenté que de covoiturage tel que Blablacar.

Le modèle a fait ses preuves en Île-de-France, où le réseau « Covoit'Ici » permet aux habitants du Val d'Oise et du nord des Yvelines de se déplacer plus facilement depuis début 2016. La start-up accélère son développement grâce à une levée de fonds réussie et installera ses prochaines bornes dans la périphérie de Lyon. ●

L'année de BlaBlaCar



BlaBlaCar teste les trajets domicile-travail : avant d'être étendu dans toute la France, le service de trajets courts BlaBlaLines est testé entre Toulouse et Montauban et entre Reims et Châlons-en-Champagne.



BlaBlaCar séduit toujours autant les jeunes : le 23 mars, 20 Minutes a interrogé la communauté #MoiJeune. Sur 778 répondants, 86 % pensent que les entreprises collaboratives ont un impact positif sur la société. Et tout particulièrement BlaBlaCar.



BlaBlaCar se lance dans la location longue durée : BlaBlaCar a annoncé ce mois-ci le lancement de locations longue durée. L'offre sera d'abord limitée aux 300 000 conducteurs les plus expérimentés. Une dizaine de modèles de véhicules est proposée *via* ce service. ●

VÉLIB' EN PLUS RAPIDE ET SANS STATIONS

1 000 CITYSCOOTERS DANS LES RUES DE PARIS

En un an, la start-up a réussi le pari d'installer ses scooters électriques en libre-service dans les rues de la capitale. Une nouvelle offre de mobilité qui promet de se dupliquer ailleurs.

Côme Bastin, avril 2017 CORRÉS COLLABORATIVE

R

ue Amelot (Paris XI^e), c'est un drôle de manège qui a lieu dans une ancienne concession Renault. Des deux roues slaloment entre les poteaux

sans émettre aucun bruit. Ici, les Parisiens peuvent bénéficier d'une initiation gratuite au scooter électrique, dispensée par Cityscoot. Car il faut s'y préparer : cette start-up essaime rapidement ses scooters en libre-service dans les rues de la capitale.

Cityscoot, c'est un peu Vélib' en plus rapide et sans stations. Pour emprunter un scooter, il suffit de localiser grâce à l'application celui qui se trouve le plus proche de vous. On le déverrouille avec son smartphone, puis à la fin du trajet on le repose où l'on veut - stationnement autorisé s'entend. Avec l'autonomie de sa batterie électrique, ce scooter zéro pétrole permet de se rendre n'importe où à Paris, mais aussi Neuilly et Levallois (92) depuis peu. Comptez 28 centimes d'euros par minute de trajet, la course moyenne tournant autour de 3 euros.

BATTERIES INTERCHANGEABLES

Avec déjà 1 000 scooters déployés en moins d'un an, la start-up connaît une croissance très rapide, portée par son

offre de mobilité inédite. « Pour la petite histoire, la Mairie de Paris avait l'idée de lancer « ScootLib » depuis un moment, sur le modèle de Vélib', raconte Alexis Marcadet, chargé de développement chez Cityscoot. Mais lorsqu'ils ont vu que notre système fonctionnait sans bornes, ils nous ont laissé le champ libre, considérant la solution plus efficace. »

AUTORÉGULATION

Signe que la formule de Cityscoot fonctionne : jamais un scooter n'a dû être déplacé, assure Alexis Marcadet. « Il y a autorégulation parce que plus il y a de scooters dans une zone, plus les utilisateurs sont tentés d'en emprunter un. »

Y aura-t-il concurrence entre ce nouveau moyen de transport et ceux déjà existants ? Alexis Marcadet, ancienne-



Installé près des Champs-Élysées, Cityscoot emploie quelque 80 personnes. Mais les trois quarts sont sur le terrain : en l'absence de bornes, il faut bien recharger les batteries des deux-roues électriques. Pour cela plusieurs camionnettes (électriques elles aussi) sillonnent les rues de la capitale et remplacent les batteries amovibles vides par des batteries rechargées.

ment passé par Djump, ne le croit pas. « La mobilité entraîne la mobilité, et Paris est déjà surchargé de voitures. Nos utilisateurs sont des adeptes du multimodal, capables de prendre un RER, un Vélib' et un Cityscoot pour réaliser un seul trajet. » Fort de son succès, Cityscoot compte se développer dans d'autres villes françaises, voire même au-delà de nos frontières. ●

LE PARKING, UN CRÉNEAU EN VOGUE

OUVER SON GARAGE

L Parmi les applications de location de parking de particulier à particulier, il n'y a qu'à piocher. Prendsmaplace.fr, par exemple, propose des parkings proches des aéroports. Une semaine de location à Vémars, à 15 minutes de voiture de l'aéroport Charles-de-Gaulle, est proposée à 28 € la semaine, contre 95 à 213 € pour le parking de l'aéroport. Reste à ajouter le prix du taxi pour effectuer le trajet de Vémars jusqu'à Roissy.

UNE PLACE DE PARKING GRATUITE

TravelCar (site web, application iOS et Android) va encore plus loin. La start-up propose de vous garer gratuitement dans une cinquantaine de parkings en France, dont une trentaine d'aéroports, en échange de la location de votre véhicule. Si vous ne souhaitez pas mettre votre voiture à disposition, TravelCar propose des parkings payants. « La navette pour se rendre à l'aéroport est incluse dans le prix », assure le fondateur Ahmed Mhiri.

ARRÊTER DE GALÉRER EN VILLE

Vous en avez assez de tourner en rond pour trouver une place de parking ? Dans le 9^e arrondissement parisien, une dizaine de personnes ont à ce jour accepté que Parking Map (application iOS et Android) installe des capteurs sur leurs balcons, contre une rémunération de 100 euros par an. Objectif : cartographier les rues de la capitale pour identifier les places disponibles ainsi que leur taille. « Si ça marche, on se déploiera dans les grandes villes françaises et étrangères », indique la start-up. Pour l'instant, une centaine de places sont répertoriées dans le 9^e arrondissement.



SOLIDARITÉ ENTRE CONDUCTEURS

Être un bon conducteur ne se limite plus à respecter la priorité. Sur l'application mobile (iOS et Android) KazaKar, vous indiquez à la communauté l'endroit où vous vous gariez et quand vous repartez. Les conducteurs sont même invités à notifier le moment où ils s'apprêtent à regagner leur véhicule. KazaKar calcule alors le temps nécessaire qu'ils mettent pour arriver à la voiture. Maintenant que vous avez les clés en main, à vous de manœuvrer pour trouver le service collaboratif qui vous convient le mieux. ●

Adèle Bertier, juillet 2017

VOTRE VÉLO PREND LA POUSSIÈRE ? DÉVELOPPEZ LE VÉLOPARTAGE

En France, 20 millions de vélos ne sont pas ou très peu utilisés. Paradoxalement, les agglomérations françaises font de gros efforts pour aménager l'espace public en faveur des cyclistes. Pour réconcilier les Français avec leurs pistes cyclables, Fabrice Vincent a lancé Bikerr en automne 2016 à Strasbourg. Le site compte depuis plusieurs centaines d'inscrits.

DEUX COMMUNAUTÉS À ÉVANGÉLISER

Pour ceux qui souhaitent emprunter un vélo, Bikerr propose une location sans contraintes, un large choix de modèle et un tarif dégressif selon la durée de location. Du côté des propriétaires, rétribu-

tion financière et assurance (par la Maif) sont assurés. « Au-delà de ces contreparties, ça déculpabilise aussi celui qui possède un objet et ne s'en sert pas », ajoute Fabrice Vincent. L'autre ambition de Bikerr : devenir une alternative aux Vélib'. « Plus personne n'a envie d'aller

dans un hôtel lorsqu'il visite une ville mais préfère dormir dans l'appartement d'un local, c'est pareil pour le vélo ». Ainsi, à un touriste de passage, le propriétaire peut donner des conseils sur des endroits à visiter, partager ses adresses secrètes. ●

Sophie Lauth, mai 2017



LE RETOUR...

HEETCH LÈVE 10 MILLIONS D'EUROS POUR UNE MOBILITÉ PLUS CONVIVIALE

Après avoir dû suspendre son service, l'entreprise revient avec une offre adaptée à la législation française. Elle veut porter un modèle de transport entre particuliers plus humain et vise d'autres villes que Paris, notamment Londres où Uber vient d'être interdit. **Côme Bastin, septembre 2017**

CONSO
COLLABORATIVE

Le 2 mars 2017, l'entreprise était condamnée pour exercice illégal de l'activité de taxi. Avec plus de 500 000 euros de frais de justice à régler, d'aucuns auraient cru qu'elle avait dit son dernier mot. Aujourd'hui, Heetch lève pourtant 10 millions d'euros pour trouver un nouveau souffle.

Lancée en août 2013, alors que l'économie collaborative était en plein essor, Heetch proposait un service de transport effectué par des particuliers. Sa philosophie, c'était un peu l'anti-Uber : des covoiturages « sympas » et propices à la discussion. Chez Heetch, le passager monte à l'avant. Son public : des jeunes

urbains qui se déplacent jusque tard dans la nuit.

LONDRES DANS LE VISEUR

Après la décision de justice, la plateforme avait été contrainte de fermer durant deux mois. Avant que la start-up ne revienne avec une nouvelle offre adaptée à la législation française. D'un côté, une solution de covoiturage légal, destiné aux courtes distances de nuit. Elle oblige les chauffeurs à indiquer à l'application où ils souhaitent se déplacer et à se limiter à deux courses nocturnes. De l'autre, une offre « pro », assurée par des chauffeurs possédant une licence de VTC. L'esprit lui se veut inchangé.

« Là où les plateformes de VTC classiques proposent une expérience uniforme, nous

souhaitons rendre la nuit et la mobilité plus humaines, conviviales, accessibles. C'est pourquoi nous continuons d'appliquer les recettes qui ont fait notre succès : sur Heetch, on monte à l'avant, tout le monde se tutoie », expliquait récemment Teddy Pellerin, cofondateur de Heetch, à *Madyness*, le magazine des start-up françaises. La levée de fonds servira à renforcer les équipes et accélérer le déploiement de ce Heetch nouvelle version. Non seulement sur le marché français, mais aussi à l'international, notamment dans la ville de Londres, où la startup projette de s'installer. La semaine dernière, Uber a en effet été privé de sa licence pour exercer dans la capitale anglaise. Un boulevard pour que Heetch puisse développer son contre-modèle ●





TROIS PASSAGERS ET UN COCKPIT

MON BAPTÊME DE L'AIR COLLABORATIF

Notre journaliste a testé pour vous le coavionnage, un Blablacar version aérienne. 122 euros pour un Paris-Strasbourg sur Wingly.io : à peine plus cher qu'un TGV première classe. **Adèle Bertier**, octobre 2017

« **L**e luxe à portée de main », vraiment ? Allez, je me laisse tenter par le coavionnage. Le principe : embarquer au côté d'un pilote amateur, dont on partage les frais, exactement comme le covoiturage. Il y a encore très peu d'offres en France, à la suite d'une polémique de deux ans entre la Direction générale de l'aviation civile et les plateformes de coavionnage au sujet de la sécurité des passagers. Sur Wingly.io, je tombe quand même sur un vol vers Strasbourg, où j'ai prévu de rejoindre des amis. Claude a de super commentaires sur son profil et plus de 4 600 heures de vol à son actif. Le trajet me coûte 122 euros, soit à peu près le prix d'une place en première classe en TGV. Mon pilote récupère 100 euros sur cette somme, commission de la plateforme déduite. « On est obligé d'être dans le partage de frais en coavionnage, sinon c'est illégal, rappelle-t-il. Comme j'estime le coût de ce vol à 1 100 euros de l'heure (essence, maintenance, redevance aéro-

nautique, etc.) et que je peux emmener jusqu'à cinq passagers, je prends un peu plus de la moitié des frais à ma charge », détaille Claude. Cette fois, je serai la seule à monter à bord.

BELLES SENSATIONS ET STRESS

Sur le trajet vers l'aéroport, Claude me vante les qualités de son avion, un F-HFMC qui lui a coûté la modique somme de 3,8 millions d'euros. Avec son aéronef et sa certification IFR (Instrument Flight Rules), on peut atteindre plus de 8 000 mètres d'altitude, ce qui optimise nos chances de décoller, même par très mauvais temps. Trois quarts d'heure de route plus tard, je découvre l'avion et la mine enthousiaste de Claude, alors qu'il procède à un petit check-up du moteur. Une fois installés, mon pilote s'improvise steward et manie l'humour, pour mieux faire passer l'histoire des masques à oxygène en cas de galère. À 18 h, on décolle enfin. Le baptême de l'air des temps modernes peut commencer. Pendant le vol, je réa-

lise que j'accède à quelque chose d'exceptionnel, entre belles sensations et coup de stress, à la suite d'une petite panne. À 19 h, on atterrit, mais il faut encore parquer l'avion dans le hangar, et rejoindre l'aérogare. J'arrive dans le centre de Strasbourg plus de quatre heures après mon départ de Paris, contre une heure cinquante minutes en moyenne en TGV. L'expérience vaut le détour, mais fini les trajets de luxe. Le retour de Strasbourg, ce sera en covoiturage. ●

Legalize it !



Jusqu'à il y a peu, Wingly était autorisé à voler partout en Europe... sauf dans l'Hexagone, où la start-up a vu le jour. La France n'avait pas signé la charte de sécurité aérienne qui encadre et donc légalise le coavionnage.



2. PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

*Avec Maxime de Rostolan,
cofondateur de « Fermes d'avenir »*

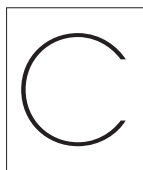
&

De nouveaux circuits alimentaires
Une consommation durable
Une économie circulaire

MAXIME DE ROSTOLAN

VOLONTÉ FERME

La preuve par l'exemple : c'est l'objectif que s'est fixé Maxime de Rostolan en lançant sa ferme agro-écologique en Touraine. Crowdfunding agricole, tour de France des Fermes d'Avenir, formations, lobbying... Cet ingénieur devenu « payculteur » se bat pour une agriculture respectueuse de l'environnement et de nos assiettes. Propos recueillis par **Côme Bastin** / Photos : **Augustin Le Gall**



Comment s'est déroulée votre rencontre avec l'agriculture ?

Ingénieur de formation, j'ai fait un tour du monde de 2 ans sur le thème de l'eau en 2005. J'ai pris conscience que tout était systémique et me suis alors intéressé au biomimétisme. La nature est un laboratoire fort de 3 milliards d'années de retours d'expériences dont on peut s'inspirer. Elle fonctionne uniquement à l'énergie du soleil et ne produit aucun déchet ! J'ai lancé l'association Biomimicry et nous avons fait traduire en français le livre de Janine Benyus, *Biomimicry: Innovation Inspired by Nature*. Pour elle, l'agriculture est le premier domaine dans lequel la nature peut nous inspirer des solutions. Elle y donne un chiffre qui est, je crois, celui qui m'a fait basculer. Dans les années 40, avec une calorie d'énergie fossile on savait produire 2,4 calories alimentaires ; aujourd'hui il faut 7 à 10 calories fossiles pour générer une seule calorie alimentaire. On a donc divisé par 25 notre efficacité énergétique, ce qui est d'après moi une véritable insulte à l'intelligence humaine pour une société qui se dit développée. Le jour où le baril vaudra

500 dollars, on ne saura plus se nourrir.

C'est après ce cheminement que vous avez décidé de mettre les mains à la terre. Pourquoi ?

J'ai décidé de lancer ma propre ferme pour évaluer concrètement la viabilité économique, technique et sociale d'une agriculture qui travaille avec la nature et non pas contre elle. Louis Albert de Broglie, dit le prince jardinier, a accepté d'héberger cette ferme expérimentale dans le domaine de la Bourdaisière en 2014, près de Tours. Pendant trois ans, nous avons été suivis par un chercheur de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), qui a fait une thèse sur les micro fermes (la nôtre fait 1,4 hectare). Nous notions tout : temps de travail, production, vente, etc. L'objectif était de prouver que l'agroécologie est plus rentable que l'agriculture industrielle et chimique, et qu'elle représente un grand gisement d'emplois.

Verdict ? Mission accomplie ?

Mission en cours. Nous avons prouvé que nous étions capables de produire en grande quantité, de régénérer la matière organique, le tout avec des techniques largement accessibles.

Maxime de Rostolan

- 1981**
Naissance à Paris
- 2005**
Entame un tour du monde sur le thème de l'eau
- 2012**
Lance la plateforme Bluebees.fr
- 2014**
Premiers coups de bêche à la Ferme de la Bourdaisière
- 2017**
Lance le « Fermes d'Avenir Tour »

Beaucoup de gens réfléchissent à s'installer, il y a un vrai vivier de compétences et de bonnes volontés. La question qui demeure est celle de la viabilité économique, car on se heurte à une conjoncture totalement défavorable. En effet, les lobbys ont fait du bon travail depuis 50 ans pour faire en sorte que l'agriculture industrielle puisse perdurer et devenir le modèle dominant. Cela n'a aucun sens car l'agriculture chimique elle-même n'est pas rentable.

Qu'est-ce qui vous permet de le dire ?

D'abord elle est subventionnée à hauteur de 10 milliards d'euros par an. Si on arrêta la politique agricole commune (PAC), 70 % des fermes déposeraient le bilan. Surtout, cette agriculture a externalisé les coûts de tous les dégâts qu'elle provoque : santé, dépollution de l'eau, dérèglement climatique, perte de la biodiversité, destruction d'emplois. Tout cela est assumé par nos impôts. À l'inverse, ici, nous entretenons la biodiversité, nous traitons l'eau, nous capturons du carbone, nous accueillons les curieux et créons du lien sur le territoire. Et pour cela, nous ne recevons rien. L'agriculture

**"LE JOUR OÙ
LE BARIL VAUDRA
500 DOLLARS,
ON NE SAURA PLUS
SE NOURRIR."**



industrielle coûte bien plus cher à la société que l'agriculture biologique. Ça n'est simplement pas répercuté sur le prix des produits. C'est pour cela qu'il faut que le législateur annule cette distorsion de concurrence.

En attendant ce changement législatif, avez-vous l'impression que les Français sont prêts à payer plus cher pour une meilleure agriculture ?

Bien sûr ! La demande en produits bio augmente de 20 % chaque année. Pour autant, il faut relativiser : en France, on est à 5 % de consommation bio par an contre 19 % en Autriche ou 25 % en Allemagne. La vraie question est celle de la production, qui n'augmente que de 10 % par an. Chaque année l'écart se creuse entre offre et demande, d'où l'importance d'accélérer la transition agricole. Autrement, les consommateurs iront acheter du bio cultivé en dehors de France ou d'Europe, et pas forcément avec les mêmes normes.

Vous revenez du « Fermes d'Avenir Tour ». Vous êtes parti en campagne ?

L'idée était de donner à voir des fermes qui vont dans le bon sens et préfigurent l'agriculture de demain. Nous avons organisé pour cela un festival itinérant, prétexte à des « slowlids » (*vacances douces*, ndlr) : un parcours à vélo sur les routes de France pour visiter plus de 200 exploitations remarquables. Le tour comptait 30 étapes, avec à chaque fois une dizaine de fermes à portée de pédales. Il y avait notamment celle de Félix Noblia, un des premiers agriculteurs à montrer que se passer du glyphosate est possible. Nous avons organisé des conférences, des concerts, des projections de documentaires. Cela a duré trois mois, grâce à une équipe de 40 personnes et 500 bénévoles. En tout, 20 000 personnes y ont participé.

Pour faire baisser les coûts des produits alimentaires, la désintermédiation est-elle efficace ? De nombreuses plateformes de circuits courts se lancent pour vendre légumes, poisson, vin et même viande.

Tout cela ouvre des brèches et permet à des gens d'aller au bout de leur engagement grâce à des outils de notre temps. Une plateforme comme La Ruche qui dit oui est tout à fait complémentaire des AMAP (*associations pour le maintien d'une agriculture paysanne*, ndlr), qui œuvrent depuis 20 ans en faveur du circuit court. Je suis partisan de l'innovation numérique au service de l'alimentation car cela amplifie le mouvement. Pour autant, il ne faut pas se leurrer : les nouvelles plateformes sont peut-être efficaces, mais 70 % des gens font encore leurs courses au supermarché. La transition ne passera pas uniquement par de nouveaux circuits de distribution.

Partout en France, on voit éclore des supermarchés coopératifs dans lesquels les clients travaillent pour avoir accès à de meilleurs produits moins chers. Croyez-vous en cette solution ?

Beaucoup. La grande distribution a détruit des emplois, des terres agricoles, des commerces locaux. Je me réjouis que de plus en plus de gens inventent les modèles de demain avec de tels magasins. Le jour où toutes les solutions et les alternatives seront suffisamment matures, la bascule se fera. Je voudrais juste alerter sur un danger que l'on ne voit pas venir : on sous-estime la puissance d'acteurs tels qu'Amazon. Système U c'est 20 milliards de chiffre d'affaires, Amazon c'est 300 milliards. Le jour où ils se lanceront dans l'alimentaire, ils vont tout détruire sur leur passage. Trouver des alternatives aux supermarchés est déjà compliqué. Contre Amazon ça sera encore plus dur.

"J'AI LANCÉ MA PROPRE FERME POUR ÉVALUER CONCRÈTEMENT LA VIABILITÉ D'UNE AGRICULTURE QUI TRAVAILLE AVEC LA NATURE ET NON PAS CONTRE ELLE."

Vente de fruits moches, réintroduction de semences... La grande distribution n'a-t-elle pas tout de même entamé sa mue ?

C'est vrai. Carrefour a par exemple mis en place des filières qualité dont il faut reconnaître qu'elles sont ambitieuses. Évidemment, ils le font aussi pour conserver leurs parts de marché, mais pour une fois que les intérêts des industriels convergent avec l'intérêt général, on ne va pas s'en plaindre ! La transition ne se fera pas sans eux car ils pèsent lourd. Je préfère parler avec la grande distribution qu'avec les pétroliers ou les lobbies agro-chimiques, avec lesquels nous n'avons aucun intérêt commun.

Vous évoquez souvent le métier de « payculteur », terme que vous avez inventé. De quoi s'agit-il ?

Le métier d'agriculteur est aujourd'hui très compliqué et nécessite énormément de compétences et de ressources : il faut du foncier, des investissements, assurer des débouchés, accompagner des collaborateurs, sans parler de la solide formation et des capacités de gestion. Il manque un maillon à l'échelle du territoire pour développer les projets alimentaires territoriaux : le payculteur est cet entrepreneur qui relie l'amont et l'aval, identifie des financements, connecte les parties prenantes. Il est l'interface entre porteurs de projet, collectivités locales, grande distribution et consommateurs, afin d'inventer de nouveaux circuits et de nouvelles formes agricoles.

En 2012, vous avez lancé la plateforme de prêt participatif Blue Bees à destination du monde agricole. Quel bilan en faites-vous ?

L'État se désengage petit à petit de l'aide au maintien du bio. Or, beaucoup de citoyens ont envie par leur consommation ou leur





© Augustin Le Gall

épargne d'encourager ce modèle. Je suis convaincu que le crowdfunding fait partie des outils qui peuvent aider les agriculteurs à s'installer ou à se reconverter. Blue Bees fait du prêt, ce qui est plus pérenne et résilient que le don et permet d'encourager l'entrepreneuriat. La plateforme Mimosa fait aussi du bon travail. Nous allons fêter nos cinq ans et nous avons permis de lever 3 millions d'euros. Certes, c'est ce que le Crédit Agricole prête en deux heures, nous ne sommes que des moustiques... Mais lors de la dernière extinction des espèces, ce sont les moustiques qui ont survécu, pas les dinosaures !

Comment accélérer le mouvement ?

Ce qui manque, c'est un fonds de garantie pour sécuriser les

projets. Cela fait partie des propositions de loi issues de notre pétition, que nous avons remise au Président Macron lorsqu'il est venu visiter notre ferme. Il faut savoir que 50 % des candidats à l'installation veulent faire du bio. Il est donc urgent de réorienter la formation pour faire de l'agroécologie la brique majeure de l'enseignement agricole, et de garantir l'indépendance des enseignants-chercheurs vis-à-vis des laboratoires. Il faut aussi faciliter l'apprentissage sur le terrain : nous avons ainsi lancé un programme de compagnonnage en maraîchage bio cette année. Et pourquoi ne pas permettre également de faire du woofing (*travail à la ferme en échange du gîte et du couvert, ndlr*) dans le cadre d'un service civique ?

"L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE COÛTE BIEN PLUS CHER À LA SOCIÉTÉ QUE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE. ÇA N'EST SIMPLEMENT PAS RÉPERCUTÉ SUR LE PRIX DES PRODUITS."

Au-delà de l'agriculture et de l'alimentation, croyez-vous que la consommation collaborative puisse aider à protéger l'environnement ?

L'homme est une machine incroyable d'intelligence qui invente des astuces pour s'affranchir des tâches pénibles et répondre à ses besoins plus efficacement. Le terme commence à être un peu galvaudé, mais clairement, la mutualisation de nos ressources est indispensable. Diminuer la consommation individuelle pour la remplacer par du partage ne peut qu'avoir un impact positif écologiquement. Il faut que l'on ait moins de voitures à construire, moins de vêtements à tisser, moins de kilomètres à parcourir ! ●

PLUTÔT TACAUD OU CHINCHARD ?

DE LA FRAÎCHEUR POUR LA PETITE PÊCHE

Des produits de la mer de qualité, durables, solidaires et traçables à Paris ? C'est ce que propose l'entreprise Poiscaille. **Sébastien Daycard**, septembre 2017 

D

es casiers permettant de nourrir deux à trois personnes, composés de poisson (1 kg), de crustacés (1,5 kg) ou de coquillages (2 kg), en fonction de la pêche du moment et des

choix du consommateur sur internet, c'est le défi que relève Poiscaille, une entreprise basée à Montreuil qui propose du poisson en circuit court. Partant du constat qu'il était impossible de trouver à Paris des produits de la mer de qualité, durables, solidaires et traçables, Charles Guirriec et Guillaume Gréaud ont retroussé leurs manches pour les proposer aux Parisiens sans intermédiaire, 48 heures maximum après la pêche, alors qu'habituellement le poisson disponible à l'achat a été sorti de mer deux semaines auparavant.

Le fonctionnement est simple : le pêcheur dépose sa pêche du jour au camion, qui la transporte jusqu'à Paris. Elle y est ensuite récupérée par l'équipe, qui la distribue dans les lieux partenaires. Le consommateur vient chercher son casier. L'abonnement est flexible d'un mois sur l'autre et sans engagement de durée. On peut opter pour une distribution à hauteur d'une, deux ou quatre fois par mois.

PÊCHE À LA LIGNE

Contrairement aux Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) maraîchères, le défi en matière de poissons est d'abord logistique : « il faut un véhicule frigorifique, avec des contraintes sanitaires et de gestion, et une activité à flux tendu, soumise aux aléas climatiques, pour garantir la fraîcheur. Et pour corser le tout, il n'y a pas de stockage possible », détaille Charles Guirriec. En l'absence de cahier des charges « pêche durable », l'entrepreneur a fixé ses propres règles : « Un bateau de douze mètres maximum, sans engin



Avec 610 abonnés et 1 500 casiers distribués chaque mois, Poiscaille compte aujourd'hui trois salariés à temps plein.

DR

“IL FAUT UN VÉHICULE FRIGORIFIQUE, AVEC DES CONTRAINTES SANITAIRES ET DE GESTION, ET UNE ACTIVITÉ À FLUX TENDU, SOUMISE AUX ALÉAS CLIMATIQUES, POUR GARANTIR LA FRAÎCHEUR.”

traînant de type chalut, qui abîme les fonds marins et rejette beaucoup de CO₂. Donc privilégier la pêche à la ligne, au casier, à pied ou en plongée, avec des sorties à la journée pour garantir la date de pêche. »

Jusque dans les années 2000, le productivisme était très ancré dans le milieu. Puis une nouvelle génération est arrivée, avec l'idée de mieux valoriser son produit. À l'image de la mutation dans l'agriculture, avec la création de la Confédération paysanne, il y a trente ans. La mayonnaise a pris.

REVENU GARANTI

Ondine Morin et Jean-Denis Le Pape font partie des pionniers. Installés sur l'île d'Ouessant depuis 2011, ils voulaient pratiquer une pêche durable. « *Poiscaille détermine une fourchette entre le prix haut et le prix bas du marché qui nous fournit un revenu garanti. Aujourd'hui, nous ne pêchons que le nécessaire et pouvons nous permettre d'arrêter de pêcher. Cela change notre vie sociale* », confie Ondine Morin, enthousiaste.

En supprimant les intermédiaires, Poiscaille garantit au pêcheur une meilleure rémunération. « *Avec nos casiers, nous valorisons toute la pêche et remettons au goût du jour des poissons comme la vieille, le tacaud ou le chinchard. Cela nous permet aussi de pallier les problèmes logistiques* », estime Guillaume Gréaud. De Fécamp à Bastia, une vingtaine de producteurs travaillent aujourd'hui avec Poiscaille.

Mais ce système a un coût. Pour une livraison hebdomadaire, il faut compter 19,90 euros par casier. Deux fois par mois, ce sera 22,90 euros par casier ; une fois par mois, 24,90 euros (et 27,90 euros sans abonnement). Dans la fixation du prix, la moitié des revenus est reversée aux producteurs, une part importante revient aussi aux frais logistiques, puisque Poiscaille fait appel à des transporteurs pour récupérer la marchandise et la livrer. Avec 610 abonnés et 1 500 casiers distribués chaque mois, l'entreprise compte aujourd'hui trois salariés à temps plein, en plus des deux fondateurs. Elle approvisionne également au détail une quarantaine de restaurants. Même si elle prospère – le chiffre d'affaires a été multiplié par deux en 2016 pour atteindre 500 000 euros et devrait encore doubler cette année –, elle ne traite que 100 tonnes de poisson par an. Une goutte d'eau dans l'océan. ●

POUR POURSUIVRE LE REPAS VIANDES ET VINS EN CIRCUIT COURT



CONNAISSEZ LE NOM DE L'ÉLEVEUR

Lancé en mars 2016, Okadran met en relation les particuliers avec un réseau de presque 600 éleveurs répartis sur tout le territoire français. Autant de petites exploitations qui garantissent de bonnes conditions d'élevage et d'alimentation des animaux. Okadran leur permet de déléguer la dimension logistique et commerciale à un tiers de confiance, et de retrouver des marges suffisantes pour garantir leur pérennité. « *Le prix est fixé librement par l'éleveur et nous rémunérons en prenant une commission facturée au consommateur* », explique Roger Mechri, co-fondateur d'Okadran. Côté consommateur, la plateforme garantit la traçabilité du produit et permet à l'acheteur d'entrer en contact avec l'éleveur. Les équipes d'Okadran assurent également un travail de pédagogie pour aider les éleveurs à mettre en valeur des pièces de viande que les consomma-



teurs ont moins l'habitude de cuisiner. « *Les produits que nous proposons ne sont pas retravaillés comme le steak haché à 10 % de matière grasse dans lequel on a réincorporé de la graisse. Il y a une sincérité dans le produit* », ajoute Roger Mechri.

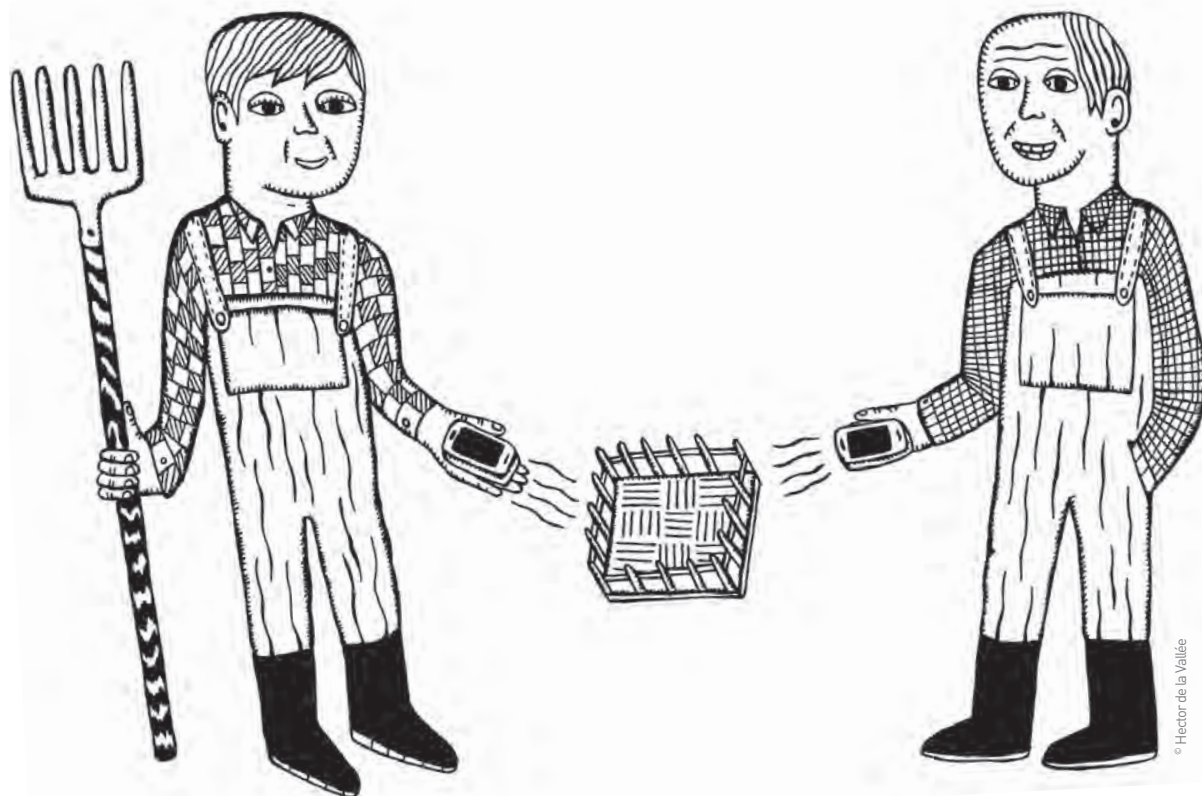
PRENEZ LES CONSEILS DU VIGNERON

Enfin, pour accompagner ces viandes et poissons, faites-vous conseiller sur l'achat du vin avec la plateforme Les Grappes. Plus de 450 vignerons y vendent leur production en direct. Les fondateurs ont imaginé le site avec l'envie d'enrichir l'expérience d'achat et d'accompagner un consommateur parfois perdu devant l'abondance de choix. La communauté compte désormais 17 000 membres. Quant aux vignerons, ils améliorent leur marge et peuvent échanger avec leurs clients finaux sans attendre la période des foires aux vins. ●

Hélène Vuaroqueaux,
février 2017 



Okadran met en relation consommateurs et éleveurs.



TROC DE PARCELLES

LE COFARMING A LE CHAMP LIBRE

En décembre 2016, le Marnais Mickaël Jacquemin lançait echangeparcelle.fr, un site sur lequel les agriculteurs français peuvent échanger des terrains avec leurs voisins. Le but de cette start-up agricole ? Protéger l'environnement, rendre la vie plus facile aux exploitants, et « casser la solitude du métier ». **Lucas Minisini, octobre 2017** *Society*

M

ickaël Jacquemin se rappelle encore les kilomètres parcourus sur ces dizaines de départementales, pas forcément dans le meilleur état, au volant de son tracteur. À 40 km/h, les trajets étaient chaotiques, et lui se faisait « klaxonner comme un Parisien qui va au boulot ». Pourtant, pour l'agriculteur de 44 ans aussi, il était question de se rendre sur son lieu de travail : un élevage de porcs d'un côté, des vaches de l'autre, parmi la douzaine de « cultures » qu'il gère depuis ses débuts en 1997, dans sa région natale de la Marne. Sauf que plu-

sieurs dizaines de kilomètres les séparaient les uns des autres, rendant la tâche presque insurmontable. « *En discutant autour de moi, j'ai réalisé que beaucoup de collègues étaient aussi concernés.* » Le petit groupe d'exploitants décide donc de s'aider et commence à se prêter régulièrement des parcelles plus proches de leurs fermes respectives, à moissonner la terre du voisin, réglant du même coup les problèmes logistiques. Un système que Mickaël Jacquemin a depuis formalisé et généralisé sur tout le territoire grâce à ce qu'il appelle « *la puissance de l'outil internet* ». En décembre 2016, il lançait officiellement le site echangeparcelle.fr.

DES « MATCHS » COMME SUR TINDER

Comme une application Tinder de la terre agricole, l'algorithme qu'il a développé avec un proche – codeur de formation – propose des « matchs » entre agriculteurs. Ces derniers peuvent ensuite se rencontrer pour négocier des contrats de collaboration et cultiver mutuellement leurs lopins de terre. « *Dans la ferme familiale, mon grand-père faisait partie d'une coopérative, donc il vendait son blé avec les collègues, explique Jacquemin. Maintenant, la nouvelle coopérative, c'est le "cofarming".* » Autrement dit : la mise en relation d'agriculteurs qui partagent leurs terres pour optimiser leur production et « protéger l'environne-

ment », ajoute le Marnais, qui pointe le fait que son système permet de réduire les trajets en tracteur et les doses de produits chimiques utilisées. Gratuite et anonyme, l'inscription au projet se fait sur la base du volontariat.

Malgré quelques réserves liées à l'attachement de chacun à sa terre, un an après son lancement, le site est un succès. Il a enregistré 1500 parcelles échangées, regroupant 14 000 hectares de terres et 1100 agriculteurs répartis sur toute la France. Des céréaliers au nord de la Loire ou des vignerons de la région bordelaise qui se sont assis autour d'une table pour partager leurs biens. Une fois la collaboration actée, le but consiste à la faire perdurer pendant des décennies. « *En ce qui me concerne, je suis tranquille jusqu'à la retraite*, précise Mickaël Jacquemin. *Je vais continuer à*

**“CHAQUE SEMAINE,
DES AGRICULTEURS
PROPOSENT
DE NOUVELLES
INNOVATIONS :
DES APPLIS, DES
SITES, DES OBJETS
CONNECTÉS.”**

bossier avec les mêmes personnes. » Plus que des collègues, ses compagnons d'aventure sont devenus des partenaires qui permettent aussi de « *casser la solitude des agriculteurs* ». Un sentiment d'abandon que l'entrepreneur préfère ne pas occulter. « *Dans l'agriculture mondialisée, c'est une vraie guerre économique à laquelle on assiste.* » Mais le pionnier du cofarming est optimiste. « *Chaque semaine, des agriculteurs proposent de nouvelles innovations : des applis, des sites, des objets connectés.* » D'ailleurs, quand il arrive encore à Mickaël Jacquemin de prendre son tracteur, il avoue que sur les départementales, il n'a souvent « *même plus besoin de tenir le volant : il est autonome* ». ●

UN PLAN POUR LES PAYSANS AGRICULTURE OPEN SOURCE

L'Atelier paysan met à disposition des agriculteurs des formations et des plans pour construire eux-mêmes leurs machines et leurs bâtiments. **Alexiane Lerouge, octobre 2017**

La légende dit que ça s'est fait au bout d'un champ. Joseph Templier, maraîcher bio dans l'Isère, travaillait depuis quelque temps avec un petit groupe d'agriculteurs à l'élaboration de nouveaux outils pour une agriculture alternative. Ce jour-là, avec Fabrice Clerc, technicien en maraîchage, il a eu l'idée d'encourager le partage des inventions qui se font dans les fermes. Nous sommes en 2009 et les bases de L'Atelier paysan viennent d'être posées.

D'abord sous le nom d'« Adabio autoconstruction », le projet prend vite de l'ampleur. Les premières formations sont dispensées en 2011. Un guide de l'autoconstruction est édité. Trois ans plus tard, le réseau devient une Société coopérative d'intérêt collectif (Scic). Aujourd'hui, elle emploie une douzaine de permanents. Le leitmotiv des fondateurs : rendre aux paysans une autonomie par rapport aux systèmes d'approvisionnement et à leurs effets pervers. « *Il y a une tendance qui conduit le paysan à poser son cerveau à côté de ses machines. À devenir l'exécutant de solutions pensées pour lui largement hors de sa ferme* », accuse Nicolas Sinoir. Cet animateur national du réseau se désole : « *aujourd'hui le matériel agricole est toujours plus cher et le surinvestissement a tendance à être la norme.* »

SOUDER, MEULER, PERCER

Pour promouvoir d'autres stratégies, les cinq camions-ateliers de la coopérative sillonnent les routes de France, de lycée agricole en maison familiale rurale. Ses ateliers s'adressent à tous les

producteurs : bio ou conventionnels, éleveurs, maraîchers, céréaliers... Dans les chantiers d'autoconstruction, ils découvrent durant une semaine comment bricoler leurs propres machines et bâtis, grâce à trois opérations simples. « *Savoir souder, meuler, et percer, ça ouvre un horizon des possibles assez fou* », explique Nicolas Sinoir.

Aux regards interloqués des débuts a succédé une forte adhésion : « *Des maraîchers découvrent qu'on peut construire trois ou quatre outils pour le prix d'un acheté dans le commerce.* » Au fil du temps, les inventions se sont multipliées : décortiqueur d'épeautre ou plumeuse à volaille nouvelle génération, étoile de boudibinage (1)... Mais surtout, des liens se sont créés entre anciens stagiaires, ainsi que sur le web. Car quand une nouvelle trouvaille surgit, les ingénieurs salariés par L'Atelier paysan se proposent de la mettre en plans, puis à disposition de tous sur le site internet de la coopérative. Plus de 500 fiches y sont répertoriées. Loin de la culture des brevets et du chacun pour soi : un open source pour les paysans-inventeurs. ●

(1) Les étoiles de boudibinage sont des outils pour biner la terre (en casser la partie superficielle afin de l'aérer), fabriquées avec de gros boudins de caoutchouc.



LE FUTUR EST DANS LE PASSÉ L'ÉNERGIE RÉINVENTÉE



© Florence Levillain

Il n'aime pas dire « dommage! » Le designer Cédric Carles déplore que l'histoire soit remplie de ces inventions géniales abandonnées parce qu'arrivant trop tôt ou n'ayant pas atteint leur public. En mars 2015, il a lancé le site Paléo-énergétique. « *Un appel à l'intelligence du plus grand nombre et à la mémoire collective* », affirme-t-il. Dix-huit mois plus tard, une cinquantaine de chercheurs, étudiants, citoyens, retraités ont exhumé des dizaines d'innovations qui méritent une seconde vie. En l'occurrence, un système de régénération des piles devrait être bientôt proposé aux consommateurs. Innover, c'est donc, parfois, regarder le passé.

Pour Cédric Carles, homme tout à fait de son époque, la grande affaire des prochaines décennies, c'est la transition

énergétique. Voilà pourquoi « *il n'est pas inutile de regarder ce qui se faisait avant que le charbon ne transforme les modes de production* », affirme le quadragénaire. Les archives poussiéreuses ne vous effraient pas? La bouteille à la mer qu'il a lancée avec Thomas Ortiz, artiste et ingénieur, Côme Bastin,

journaliste, et Marie-Aude Caraës, codirectrice des Beaux-Arts de Tours, a enregistré très vite des dizaines d'envois. Le comité scientifique (où l'on retrouve notamment Thierry Salomon de l'association negaWatt), créé pour juger de la pertinence des propositions, n'a pas chômé. Pas question en effet de se fourvoyer avec des moteurs à énergie libre! « *Il nous faut des choses qui marchent et répondent à un réel besoin des gens* », précise Cédric Carles.

C'est ainsi qu'a émergé le

bélier hydraulique, une invention de Joseph-Michel Montgolfier, en 1792, qui utilise la force d'une petite chute pour faire monter de l'eau sur de grandes hauteurs sans qu'on ait besoin de pompe diesel ou électrique. De même la presse solaire, inventée par Auguste Mouchot, imprimait plus de 500 journaux par heure en 1882 au centre de Paris.

La paléo-énergétique fait le pari que ces techniques qui se passent très bien de pétrole et de charbon vont aider à décarboner des activités humaines. Cédric Carles imagine même leur développement dans un système ouvert. « *L'amélioration de ces techniques ne peut se faire que dans la coopération des inventeurs, chacun apportant ses idées sans chercher à les protéger par des brevets, dans le partage* », défend-il. ●

Loïc Chauveau, mars 2017 

Les Solar Sound System fleurissent dans le monde

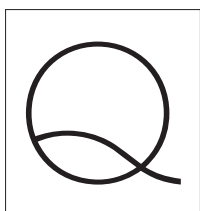
Là encore, c'est le designer Cédric Carles qui est derrière cette sono alimentée à l'énergie photovoltaïque. Montés sur une structure mobile, les Solar Sound System peuvent être aisément déplacés d'un point à un autre. Une fois déployés ils emmagasinent l'énergie solaire dans une batterie qui alimente à son tour les platines DJ, les ordinateurs et les enceintes. Pour augmenter l'apport en énergie et faire face aux jours de mauvais temps, des vélos permettent au public de pédaler pour générer des watts supplémentaires et donc des décibels. Après Lausanne, Paris, Berlin, Marseille, Bayonne et Tel Aviv, de nouveaux Solar Sound System pourraient voir le jour à Hong Kong, Londres et Zurich. Et les modèles se perfectionnent en permanence. « *On a eu l'idée de rajouter des jauges et des câbles à LED qui s'allument lorsque de l'énergie est produite pour symboliser le circuit du courant* », illustre Cédric Carles. ● **Côme Bastin, avril 2017** 



ISABELLE DELANNOY

VOUS AVEZ DIT « SYMBIOTIQUE » ?

Y aurait-il un lien entre agroécologie, entreprises libérées et expériences de gouvernance partagée ? Plus d'un, répond la chercheuse et ingénieure agronome Isabelle Delannoy. Ou quand l'économie cesse d'exploiter le vivant pour s'accorder à lui. **Philippe Nassif, novembre 2017** 



Qu'appellez-vous économie symbiotique ?

Lorsqu'il y a dix ans, je me suis mise en quête de solutions face au

désastre écologique en cours, j'ai découvert qu'aux quatre coins du globe émergeait une véritable économie capable de régénérer ses ressources. Cela concerne le vivant (à travers la permaculture ou l'agroécologie) comme les systèmes sociaux (les expériences de gouvernance partagée) et l'industrie (l'économie circulaire). Or toutes ces expériences sont structurées par un même système logique que rend parfaitement le mot « symbiose », venu des sciences du vivant. Ce terme signifie « vivre ensemble », une association intime entre deux organismes qui, tout en restant distincts, vont provoquer par leur complémentarité d'importants bénéfices mutuels pour une dépense énergétique minimale. Les coraux en sont un bel exemple: ils sont nés dans les eaux les plus pauvres de l'océan, de la symbiose entre une méduse et une algue. On estime que la majeure partie des espèces océaniques dépend directement ou indirectement des coraux.

Comment pourrions-nous nous approprier ces mécanismes naturels ?

L'homme fait pleinement partie du vivant. Comme espèce, il se caractérise par sa capacité de conception, d'organisation, de déploiement: il a un cerveau

et une main. Il peut ainsi accélérer radicalement les symbioses, en alliant des organismes qui fonctionnent ensemble mais qui auraient pris un temps infini à se rencontrer. En Europe du Nord ou en Chine, notamment, se développent des écoquartiers où les eaux usées vont à la fois être filtrées par l'écosystème végétal et le nourrir. Nos déchets sont les nutriments des plantes. Du coup, avec un terrain de 100 m², on peut parfois filtrer les eaux d'un immeuble de cent habitants ! Et de surcroît bénéficier de toutes les vertus des plantes.

Ce modèle peut-il être décliné dans la société et dans l'industrie ?

Oui, à partir du moment où sont respectés les six principes que j'expose dans mon livre. D'une part, trois principes « constructeurs » d'écosystème: la diversité des acteurs (là où l'industrie privilégie actuellement la standardisation); un terrain commun de flux (tel l'internet ou les circuits courts); et un principe de coopération directe (à l'œuvre dans les logiciels open source). D'autre part, trois principes « régulateurs »: privilégier les services rendus par l'écosystème pour une efficacité maximale; prendre soin des flux « communs »; veiller aux grands équilibres écologiques, physiologiques et psychologiques. À partir de



© Seb Jarrot

là s'enclenchent des synergies très fécondes, qui nous permettent d'imaginer des villes autonomes en énergie, en nourriture et en eau, ou la réduction de 90 % de notre usage des matières premières dans de nombreux domaines.

Est-ce une issue possible à la catastrophe écologique ?

Les théoriciens des années 1970 qui ont prédit la crise écologique avaient pour modèle une économie « extractive ». Mais si un nouveau paradigme « symbiotique » se mettait en place, il susciterait une économie à la fois écologique et tournée vers la croissance. ●

À lire : *L'économie symbiotique*, Isabelle Delannoy, préface Dominique Bourg, Actes Sud, 352 pages, 22 €.

2024 : LES JO LES PLUS DURABLES DE L'HISTOIRE ? LE GRAND PARI

Paris organisera bien les JO en 2024. Dans le dossier de candidature, jamais les standards durables n'ont été aussi élevés. Comment y parvenir ?
Delphine Bauer, octobre 2017 *socialter*

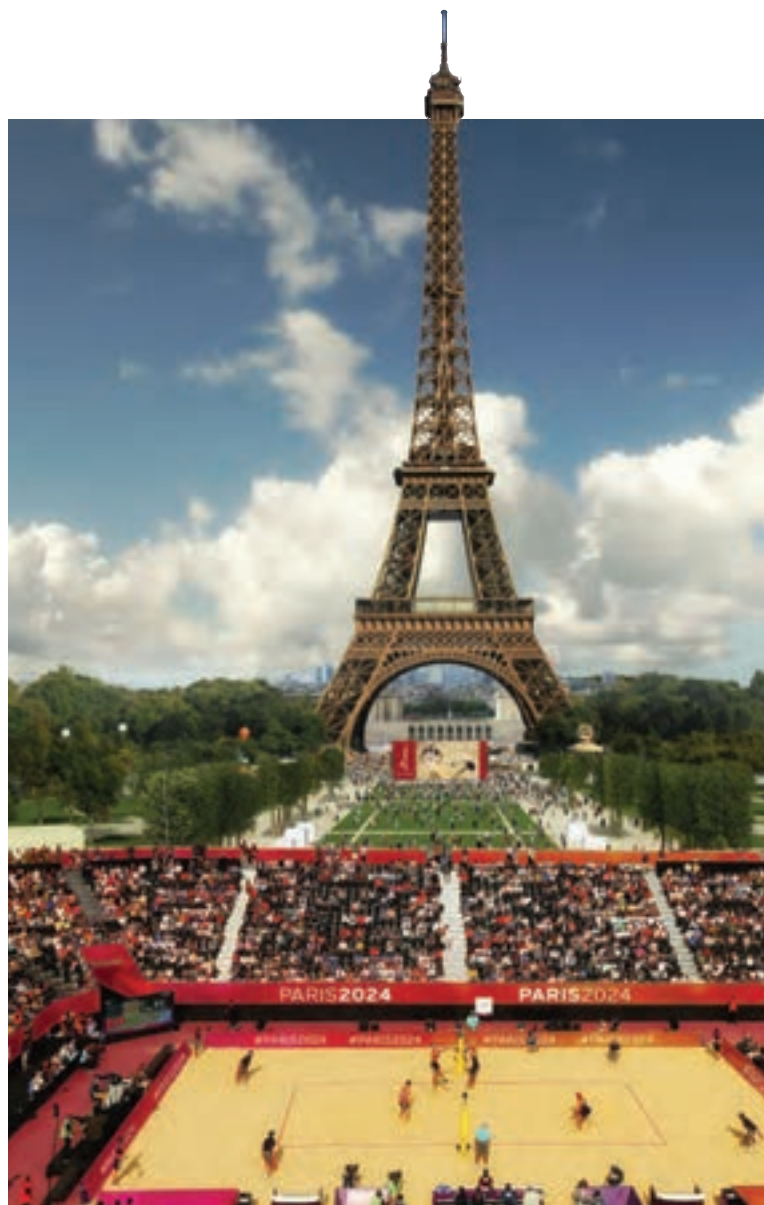
E

nfin, le dossier de candidature de Paris a remporté le Saint Graal ! Et au-delà des considérations politiques, ses engagements en matière de développement durable ont probablement pesé. « *Cela a été déterminant, vu ce qui s'est passé à Rio* », lâche Célia Blauel, adjointe à la mairie de

Paris, chargée de l'environnement. « *Pour l'avenir de l'olympisme, ces jeux sont les plus ambitieux sur le sujet* », renchérit Jérôme Lachaze, responsable développement durable au Comité de candidature. S'inspirant de la COP 21 et de l'Accord de Paris sur le climat, les objectifs fixés dans le dossier de candidature sont séduisants : une réduction des émissions carbone de 55 % par rapport à Londres, 100 % d'énergie électrique, 100 % des sites temporaires équipés de toilettes sèches, zéro gaspillage alimentaire, 26 hectares d'espaces verts sur les sites après les jeux, 100 % des matériaux employés pour les équipements temporaires réutilisés par la suite, etc. Alors, fini la démesure, l'explosion budgétaire, les populations exclues des retombées économiques... autant d'arguments qui font bondir les opposants. Les contestataires sont échaudés par le fait que « *pas une olympiade n'a été à l'équilibre depuis 1984* », comme le souligne Frédéric Viale, enseignant et membre du collectif NON aux JO 2024 à Paris.

DES JEUX CATALYSEURS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

« *Ces JO seront catalyseurs d'une action qui existe déjà*, estime Célia Blauel. *La ville de Paris en tant que telle porte un nouveau plan climat neutralité carbone d'ici 2050. On va appliquer nos recettes aux JO* », sur 4 piliers que sont les transports, l'énergie, les bâtiments et l'agriculture. L'élue Verte est même convaincue que « *cela va permettre à des gens qui ne seraient pas allés spontanément vers le développement durable, comme les opérateurs d'aménagement urbain, [de s'y mettre]* ».



Du côté du Comité olympique, Jérôme Lachaze souligne que la candidature de Paris est « *sobre et compacte. Sobre parce que 95 % des sites existent déjà. Compacte car les sites se trouvent dans un rayon de 10 kilomètres* ». Aglaé Bernard, cheffe de projet en Seine-Saint-Denis a pu constater que les territoires de ce département avaient déjà effectué leur mue, juste après l'ouverture du Stade de France. Les autres localités plus éloignées de Paris (*lire l'encadré*) devraient, à ses yeux, bénéficier d'une accélération du processus vertueux. Accélérer les procédures ? C'est bien la crainte des militants anti-JO qui, comme Frédéric Viale, redoutent une explosion des coûts due à la nécessité de terminer pour 2024 des projets initialement prévus pour 2030 dans le cadre du Grand Paris.

LAISSER UN HÉRITAGE

Le dossier contient « *seulement* » trois projets de constructions pérennes : un village olympique, un village des médias et un centre aquatique. Des infrastructures qui sont nécessaires à un département défavorisé. La construction du village olympique est « *très normée et sa reconversion*



Projet d'écoquartier
à Dugny (93) qui
accueillera le village des
médias le temps des Jeux.

© Paris 2024 / TVK-Horoma

“CES JEUX PARISIENS, PRIS DANS L'ÉTAU D'UN PROGRAMME EXIGEANT, CONSTITUENT UN VRAI PARI SUR L'AVENIR.”



© Paris 2024 / KNSP

en habitations sera financée par le budget du comité d'organisation des Jeux [privé, ndlr]. L'argent public sera investi dans ce qui va rester », lance Aglaé Bernard, comme pour rassurer les contribuables. « Nous créerons 5 000 logements sur Saint-Denis et Dugny. Le parc Georges-Valbon à La Courneuve sera désenclavé grâce à un meilleur réseau de transport », précise Jérôme Lachaze. Des transports verts, justement, sont au cœur du dispositif puisque les JO devraient accueillir

plusieurs millions de visiteurs. « De nombreuses personnes vont venir en train de toute l'Europe, espère Jérôme Lachaze. On travaille avec la SNCF pour favoriser ce type de transport plutôt que l'aérien », qui représente une empreinte carbone énorme. Pour aller dans ce sens, Célia Blauel confirme que « sur un événement qui comporte tant de déplacements, il faudra effectuer une compensation carbone, en investissant dans les énergies renouvelables dans la zone d'influence, dans des territoires ruraux proches ». Des projets de « compensation carbone » sont également envisagés à l'étranger pour soutenir des ONG qui agissent pour la reforestation, par exemple. L'héritage sera aussi immatériel. La baignade dans la Seine devrait en être un. « La Seine est l'un des acteurs clés de l'alimentation en eau potable. Il faut être vigilant à investir dans des projets qui vont durer après les JO », reconnaît Célia Blauel. Elle prend l'exemple de la baignade dans les bassins de la Villette. « Il y a deux ans, personne n'y croyait. Cet été, il y a eu 56 000 baigneurs ! Pour la Seine, c'est jouable. En tout cas, on est bien partis. » Réaliste, elle résume : « Les JO ne sont qu'un “événement T” sur le chemin de la neutralité carbone. »

LE DÉFI DE L'ACCESSIBILITÉ

Si les JO veulent s'afficher comme champions du développement durable, l'inclusivité est un autre fer de lance. Lambis Konstantinidis, responsable sport et intégration paralympique du Comité de candidature, assure que « la question du handicap est primordiale ». À terme, il espère un changement de regard sur le handicap. « Nous avons une véritable ambition de rendre ces JO plus accessibles, indépendamment de la mobilité des visiteurs », explique-t-il. Un vrai défi dans une ville-musée où les monuments anciens et classés limitent le champ d'action. Néanmoins, même s'il ne promet pas « un métro 100 % accessible d'ici 2024 », il est question d'ajouter des ascenseurs là où c'est possible, de renforcer la signalétique pour les personnes en situation de handicap (police en plus grand nombre, parcours pour aider les personnes avec un handicap mental à s'orienter plus facilement), de prévoir des arrêts de bus accessibles à tous (avec des trottoirs adéquats). Les nouveaux bâtiments et constructions temporaires seront aux normes. « Cette question est très liée aux Jeux paralympiques, mais pas seulement : cela peut concerner tout le monde. » Et Lambis Konstantinidis de conclure sur une note optimiste. Il espère bien recruter 6 % de personnes en situation de handicap pour l'organisation même des Jeux. Ces Jeux parisiens, pris dans l'étau d'un programme très exigeant, constituent donc un vrai pari sur l'avenir. Tandis que les anti-JO rappellent une vérité simple, qui sonne un peu comme un aphorisme « à la Oscar Wilde » : « Le meilleur moyen de réduire la pollution... est encore de ne pas polluer. » ●



JO, un coup de pouce pour le 93 ?

« Pour le département, les Jeux olympiques apporteront un véritable héritage matériel », avance Aglaé Bernard, cheffe de projet pour le territoire Paris Terres d'Envol (2^e couronne). À ses yeux, ils vont « accélérer la dynamique de transformation durable du territoire », déjà débutée autour du Stade de France, y compris pour la 2^e couronne. Les constructions, pour beaucoup, seront temporaires et démontables. Mais celles qui seront pérennes (comme les passerelles) ont été pensées « à partir de ce qui va rester sur le territoire en fonction des besoins des villes ». Si le village olympique comporte un « gros enjeu de reconversion », le village des médias sera édifié en fonction des besoins des habitants. Autre chantier : la construction d'un centre aquatique olympique. « La moitié des enfants de Seine-Saint-Denis qui arrivent en 6^e ne savent pas nager. Après les JO, il sera accessible aux scolaires, mais continuera d'accueillir des compétitions internationales. » Côté collectivités et élus, les idées fusent pour optimiser les conséquences positives. Les JO pourraient être une occasion en or pour changer l'image du 93. Affaire à suivre.



© Joe Waldron

LESS IS MORE

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EST-ELLE RENTABLE ?

Baisse des émissions de gaz à effet de serre, préservation des matières premières, création d'emplois... Les bénéfices de l'économie circulaire sont évidents, ce qui pousse de plus en plus de citoyens engagés, de start-upers mais aussi de grands groupes à s'engager dans une telle démarche. Présentation des acteurs qui font de l'économie circulaire une alternative pour le futur.

Lila Meghraoua, septembre 2017 *Usbek & Rica*

« L' »

humanité devrait passer d'une économie de cow-boys à une économie de cosmonautes. » C'est avec ces mots, empruntés à l'écono-

miste américain Kenneth Boulding que Nicolas Hulot, alors fraîchement intronisé ministre, a ouvert, le 27 juin 2017, la troisième édition des Assises de l'économie circulaire organisées par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Une métaphore pour

évoquer le passage d'une économie sans limites à une économie dont les ressources seraient limitées mais durables et réutilisables. Dans la salle, des lobbyistes, des universitaires, des représentants de collectivités territoriales, mais aussi de grandes entreprises. Alain Pautrot, directeur de la satisfaction client d'un des géants français de l'électroménager, SEB, participe à un atelier sur les nouveaux modèles économiques de la réparation. Plus loin, des experts de chez Total et PSA interviennent sur le recyclage du plastique. Si elles n'étaient pas

présentes ce jour-là, on aurait tout aussi bien pu croiser ici Michelin, Suez Environnement ou encore Boulanger, autant d'entreprises qui ont en commun la remise en question de leur modèle économique linéaire – j'extrais, je produis, ils consomment, on jette – au profit d'une formule circulaire – j'extrais, je produis, ils consomment, on réutilise ou on recycle. Chantre de cette économie d'un nouveau genre, la Fondation Ellen MacArthur évalue à 1 trillion de dollars la manne que pourraient engranger les futurs business circulaires.

FAIRE PLUS AVEC MOINS

Less is more. Le mot d'ordre des fashionistas est aussi celui de... Michelin. Trente-deux millions de tonnes de matériaux sont utilisées chaque année par l'industrie des pneus, dont les trois quarts sont d'origine fossile, peut-on lire sur le site de l'entreprise, qui a pris le virage de l'économie circulaire en passant d'un modèle fondé sur la vente de ses produits à un autre, fondé sur leur usage. En 2001, le groupe réalise que « *ses pneus (sont) capables de parcourir plus de 25 % de kilomètres supplémentaires par rapport à ceux des concurrents (...) et donc, de générer de nombreuses opportunités en repensant la source de revenus* », écrivent Nicolas Buttin et Brieuc Saffré dans leur livre *Activer l'économie circulaire* (Eyrolles, 2015). Le groupe s'attaque d'abord à la conception même du pneu : il sera plus léger, composé en partie de matières premières renouvelables, et surtout il durera plus longtemps. Résultat : moins de carburant consommé. Et moins de matières premières utilisées pour la conception : « *70 % en moins* », annoncent Buttin et Saffré. Enfin, Michelin applique les principes de l'économie de la fonctionnalité : l'entreprise ne vend plus des pneus en tant que produits, mais plutôt le nombre de kilomètres parcourus. Et Bibendum a fait des émules : depuis 2011, le géant de l'éclairage Philips propose à destination des professionnels le programme « *pay per lux* ». Là encore, le client ne paie pas le matériel mais l'usage de la lumière. Et l'entreprise récupère sa matière première en fin de vie, ce qui peut, une fois cette matière recyclée, représenter une économie significative.

RÉPARER PLUTÔT QUE JETER

Suez Environnement, Target, Head & Shoulders, Starbucks, Timberland, L'Oréal... Tom Szaky ne compte plus les entreprises avec qui il a bossé pour remplir sa mission : recycler ce qui, a priori, n'est pas recyclable. Le patron de TerraCycle, qui a créé sa société après s'être intéressé au caca des vers, donne corps au vieux précepte du chimiste Lavoisier : rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Les mégots ? Il en fait une plaque en plastique ou du compost. Les berlingots de jus d'orange ? Un sac à dos. Même un gobelet Starbucks peut être converti en paire de

chaussures Timberland pimpées. TerraCycle s'associe à des grandes entreprises qui, au-delà d'une simple opération de greenwashing, profitent de ce partenariat pour repenser leur modèle.

D'autres sociétés parient sur la réparation. La crainte du délit d'obsolescence programmée est passée par là. Laetitia Vasseur a cofondé en 2015 l'association HOP (Halte à l'obsolescence programmée). Depuis, « *l'obsolescence programmée a été reconnue comme un délit passible de deux ans de prison, de 300 000 euros d'amende et éventuellement jusqu'à 5 % du chiffre d'affaires* », même si, à ce jour, aucune condamnation n'a encore été prononcée. Des groupes comme Boulanger et SEB font un pari sur l'avenir en se dirigeant vers la conception de produits durables et réparables. Fin 2015, Boulanger a par exemple lancé une place de marché en ligne baptisée Happy3D, où sont mises à disposition les plans en 3D de pièces détachées des appareils de la marque. Si le client a la chance de posséder une imprimante 3D chez lui, il pourra tranquillement l'imprimer. Sinon, la plateforme le mettra en contact avec des propriétaires d'imprimantes 3D et des fab labs. Et s'il est parisien, elle l'invitera à récupérer sa pièce en magasin. Même approche pour une marque comme SEB, qui estime que 97 % de ses produits sont réparables. En 2008, elle a donc reconverti son usine de Faucogney-et-la-Mer (Haute-Saône). Concrètement, le site accueille un large

espace de conservation, dans lequel sont stockées plus de 6 millions de pièces de rechange, envoyées à des réparateurs agréés pour répondre aux besoins des clients. Depuis 2016, l'usine propose même des réparations à partir de pièces détachées imprimées à la demande. La plupart sont vendues à prix coûtant. Pas

“CHANTRE DE CETTE ÉCONOMIE D'UN NOUVEAU GENRE, LA FONDATION ELLEN MACARTHUR ÉVALUE À 1 TRILLION DE DOLLARS LA MANNE QUE POURRAIENT ENGRANGER LES FUTURS BUSINESS CIRCULAIRES.”

rentable ? Si, avant tout pour ce qui est de l'influence : avec ce service, SEB entend fidéliser davantage ses clients. Mais la bonne volonté du groupe ne s'arrête pas là : en juin 2015, SEB a inauguré trois centres d'autoréparation dans les locaux de réparateurs adoubés. Une démarche inspirée par un concept qui fait un tabac depuis quelques années : le Repair Café.

RIQUET LA DÉPANNE

À l'Espace 19, dans le quartier parisien de Riquet, des bénévoles s'affairent sur toutes sortes d'objets, au son du tac-tac des machines à coudre. Des badauds, en file indienne, attendent patiemment leur tour pour faire réparer ou réparer eux-mêmes leurs appareils, tombés en panne à cause d'une « pile archi sèche » ou d'une

Le recyclage par texto

Les Québécois comptent parmi les plus grands producteurs de déchets au monde. Ce « défaut » leur coûterait chaque année la bagatelle de 1,3 milliard de dollars et des tonnes de déchets enfouis illégalement. La solution ? Une application doublée d'un chatbot (ou agent conversationnel), Grabville. Avec un simple texto ou un post Facebook, le citoyen décrit son objet et fixe un prix pour en être débarrassé. Le message est alors transmis aux collecteurs locaux, tracés par Grabville, qui veille ensuite à ce que l'objet ait bien une seconde vie ou soit recyclé. L'application a déjà séduit plus de 40 000 utilisateurs.



Life in plastic it's fantastic !

Sur les 78 millions de tonnes de déchets plastiques produits chaque année dans le monde, 10 % seulement seraient recyclés. Pour augmenter ce pourcentage tout en encourageant l'artisanat, le designer néerlandais Dave Hakkens a créé la société Precious Plastic et conçu des machines low cost et open source capables de broyer et refondre le plastique en différents objets. Le succès des machines Precious Plastic a suscité des vocations jusqu'à Taïwan, où quatre étudiantes ont mis au point, grâce à ces machines, une aire de jeux pour enfants à partir de 15 000 bouteilles recyclées.

« soudeuse manquante ». Bienvenue à la Fête de la dépanne, organisée cette année dans un Repair Café du 19^e arrondissement de Paris.

Derrière ce concept, une Néerlandaise, Martine Postman. En 2009, elle crée à Amsterdam le tout premier « café des réparations » pour rassembler propriétaires d'objets cassés et réparateurs bénévoles. Depuis, le concept a essaimé un peu partout dans le monde puisque plus de 1 200 Repair Cafés ont ouvert leurs portes dans 33 pays. La France n'est pas en reste,



QUESTIONS EXPRESS



« L'économie circulaire n'existera pas si elle n'est pas rentable »

Alain Geldron, expert en matières premières et « Monsieur économie circulaire » de l'ADEME.

Pourquoi passer à une économie circulaire ?

L'impact de notre espèce sur la planète ne fait que s'accroître. D'abord parce que la population augmente : un certain nombre de pays se développent et, ce faisant, consomment de plus en plus. Mais plus on augmente son niveau technologique, plus on a besoin de matières premières. Or il va être de plus en plus difficile et coûteux d'aller les chercher.

Mais en quoi l'économie circulaire est-elle une réponse adaptée ?

On a quelques hypothèses prospectives : dans les pays de l'OCDE, on sait qu'il faudrait diviser par cinq notre consommation de matières premières par habitant pour compenser les besoins naissants des pays en développement comme la Chine, l'Inde ou les pays africains. Autrement, la situation sera totalement ingérable.

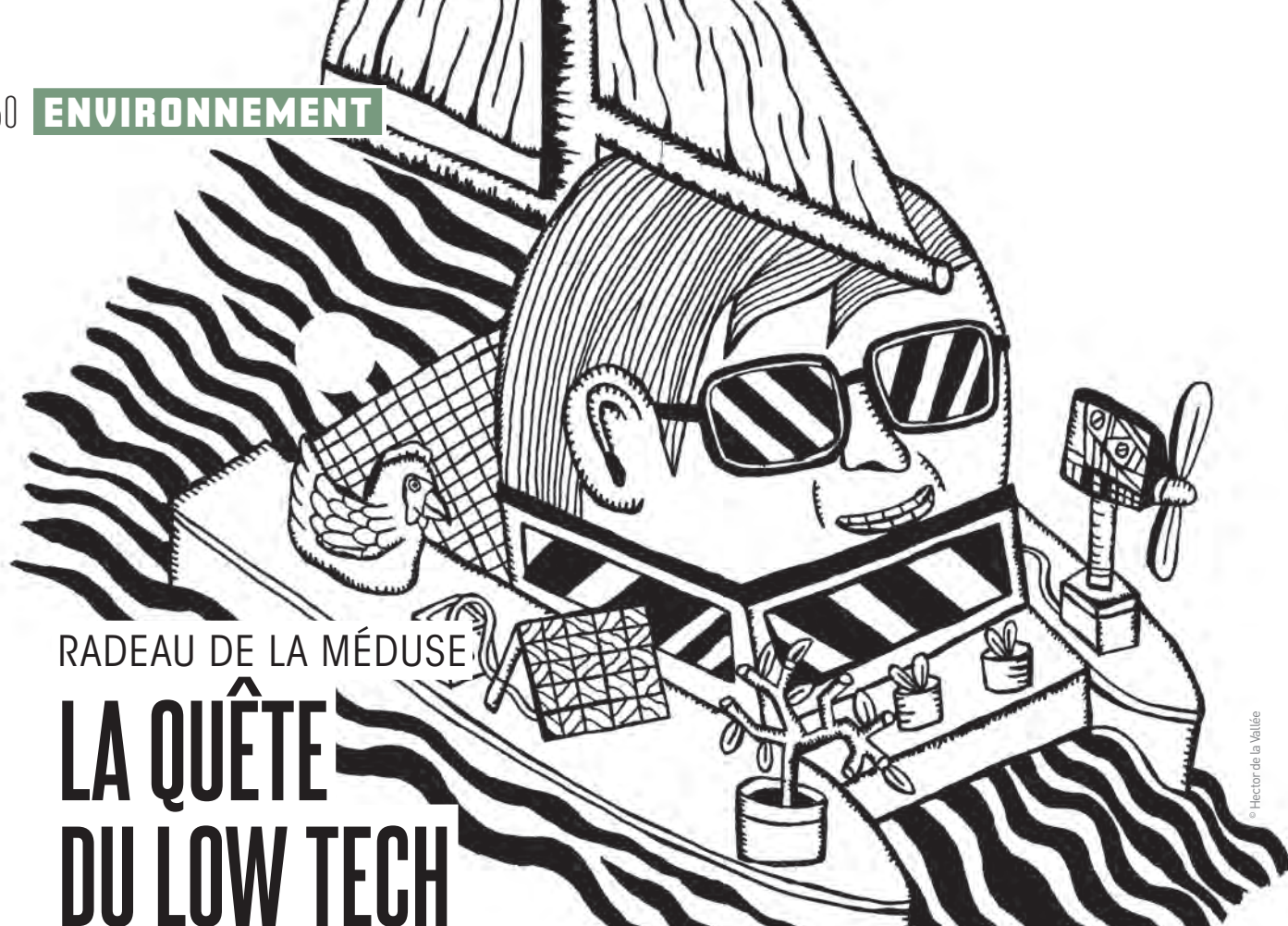
L'économie circulaire peut-elle être rentable ?

De toute façon, l'économie circulaire n'existera pas si elle n'est pas rentable. Des gens, des entreprises se sont investis dans l'économie de la fonctionnalité. Ils le font aussi parce qu'ils sont bénéficiaires. On peut également avoir une approche plus « philosophique » de la question : les activités économiques qui ne s'adaptent pas disparaîtront et seront supplantées par de nouvelles activités. En fait, c'est un peu comme si, à la fin du XIX^e siècle, vous m'aviez demandé si l'automobile serait rentable...

avec plus de 150 établissements. Derrière la hype, un impact économique substantiel puisque, selon une étude de la Fondation Repair Café International, les réparations réalisées dans ces espaces ont permis d'éviter la production de 250 000 kilos de déchets rien qu'en 2016. L'émergence rapide des Repair Cafés s'explique en partie par le soutien immédiat du gouvernement néerlandais, qui a vu dans ces espaces l'opportunité de sensibiliser tout un chacun aux vertus de l'économie circulaire. « Il faut donner envie

d'aller vers ce modèle, mais si j'ai seulement 4 euros par jour pour vivre, est-ce que je peux vraiment m'impliquer dans l'économie circulaire ? interroge la designer et architecte Justyna Swat. *On peut y arriver à condition de travailler auprès de nos représentants politiques pour qu'ils soutiennent les plus démunis dans l'utilisation de solutions alternatives.* » Laisser tomber son habit de cow-boy pour devenir cosmonaute ne sera alors plus l'apanage d'une poignée de citoyens éclairés, mais un droit pour tous. ●

© Joe Waldron



© Hector de la Vallée

RADEAU DE LA MÉDUSE LA QUÊTE DU LOW TECH

Depuis février 2016, le Breton Corentin de Chatelperron parcourt les océans à la recherche des meilleures inventions citoyennes. Le but ? Ouvrir une grande base de données, en open source, répertoriant les meilleures innovations découvertes lors de ses expéditions. Et devenir ainsi « le Wikipédia des low techs ». **Arthur Cerf, septembre 2017** **Society**

E

n même temps qu'il entre dans un café du XVI^e arrondissement de Paris, Corentin de Chatelperron préfère prévenir : il n'est « plus habitué au

bruit ». Le Breton insiste donc pour s'installer dans un coin silencieux. Les pieds dans une paire de tongs, il est habillé d'un pantalon de navigation beige et d'un polo bleu flanqué du logo du Nomade des mers, le nom du catamaran qu'il a retapé pour qu'il ressemble à celui de Kevin Costner dans *Waterworld*. Sur un coin de table, Corentin dessine le gros bateau. Et détaille : « À l'arrière, il y a un poulailler, un four solaire qu'on a installé en Inde, une éolienne qu'on a construite à Dakar en récupérant des moteurs de scanners et de photocopieuses, un élevage de grillons et, un peu plus loin, des légumes et des plantes qui poussent grâce

à un système de culture hydroponique qu'on a mis en place au Cap-Vert. »

Un drôle de voilier donc, à bord duquel Corentin a parcouru les océans pendant un an et demi. À la recherche des « meilleures inventions citoyennes du monde ».

gnée d'acolytes ont rencontré des bricoleurs locaux et testé leurs technologies à bord du laboratoire installé dans le Nomade des mers. Du charbon « vert » fait de déchets agricoles au dessalinisateur en terre cuite marocain. « En général, ce sont

“UNE TECHNOLOGIE PEUT ÊTRE CRÉÉE DANS UN VILLAGE MAIS PEUT INTÉRESSER DES MILLIONS DE PERSONNES CAR ELLE RÉPOND À UN BESOIN DE BASE, COMME L'ACCÈS À L'EAU, À LA NOURRITURE, À L'HYGIÈNE ET À L'ÉNERGIE.”

« Le vent nous dicte un peu par où on peut passer, pose le marin. Ces derniers mois, on est allés au Maroc, au Sénégal, au Cap-Vert, en Afrique du Sud, à Madagascar, aux Seychelles, en Inde et au Sri Lanka. »

Une fois l'ancre jetée, Corentin et sa poi-

gnée d'acolytes ont rencontré des bricoleurs locaux et testé leurs technologies à bord du laboratoire installé dans le Nomade des mers. Du charbon « vert » fait de déchets agricoles au dessalinisateur en terre cuite marocain. « En général, ce sont

ligne sur la plateforme lowtechlab.org. Le but de la manœuvre : créer un Wikipédia des low techs – comme on appelle ces technologies bon marché – en libre accès. *« Aujourd'hui, il y a des low techs partout dans le monde. Une technologie peut être créée dans un village mais peut intéresser des millions de personnes car elle répond à un besoin de base, comme l'accès à l'eau, à la nourriture, à l'hygiène et à l'énergie. »*

COMME LA NASA

Une initiative qui vise également à stimuler le développement local. Le trentenaire prend pour exemple sa dernière excursion à Madagascar, où une docteur lui a fait découvrir une technique pour cultiver la spiruline, une algue extrêmement nutritive. *« Elle nous a montré comment créer une petite ferme de spiruline dans un appartement », dit Corentin. « Mais quand on y était, il y avait des cargos qui venaient décharger des sacs de céréales et de riz pour la population locale, se rappelle-t-il. Ce genre d'initiatives, ça tue le marché local. »* Un problème auquel le navigateur a fait face dès 2009. À l'époque, il travaillait sur un chantier naval moderne de construction de bateaux en fibre de verre au Bangladesh. Rapidement, Corentin a décidé de remplacer la fibre de verre par la fibre de jute, une ressource naturelle locale bon marché. L'ingénieur construisait alors un petit voilier, le Tara Tari, premier bateau à intégrer de la fibre de jute et à bord duquel il est rentré en France. Facile. *« Le plus compliqué, c'était d'éviter les pirates, dit-il. Et j'ai eu pas mal de problèmes administratifs parce que je suis parti sans papiers. »*

Actuellement, Corentin est occupé à retaper son bateau. Quand il aura fini, il s'en ira sur une île pendant quelques mois. *« Je vais essayer de vivre dans une biosphère, en autonomie avec des low techs, explique-t-il. C'est comme la NASA qui fait des simulations de colonisation d'une planète. À vrai dire, on cherche à devenir la NASA des low techs. »* Sur son île, Corentin tournera un film sur son expérience, histoire de sensibiliser le plus grand nombre et *« d'influencer les modes de vie occidentaux »*. Après quoi, il essaiera de s'installer quelque part sur la terre ferme. Car il l'avoue à demi-mot : il *« n'aime pas le bateau. »* ●

LOUER PLUTÔT QU'ACHETER

LA COOPÉRATIVE DE L'ÉLECTRONIQUE RESPONSABLE



Alors que le smartphone occupe une place toujours plus importante dans nos vies, ses effets néfastes se multiplient également : obsolescence trop rapide, pollution liée aux matériaux, exploitation des travailleurs par les fabricants... C'est pour essayer d'accélérer la transition – pour l'instant très timide – vers l'électronique durable que s'est lancée la coopérative Commown, portée par Élie Assémat, Adrien Montagut, Alexandre Guittard et plusieurs bénévoles.

Le principe de Commown est que ses clients louent leur téléphone plutôt que de l'acheter. En cas de panne ou de casse, celui-ci est alors pris en charge par la coopérative et réparé. Ceci inverse la logique qui prévaut pour l'instant dans l'électronique : vendre un maximum de téléphone n'a plus d'intérêt, c'est les maintenir en marche qui devient rentable. Ainsi, ce mode de fonctionnement pousse les fabricants et les fournisseurs de téléphone à concevoir des produits qui durent le plus longtemps

possible. *« Nous voulons démocratiser la notion d'économie de la fonctionnalité »,* résume Adrien Montagut.

TÉLÉPHONES DURABLES

Pour atteindre cet objectif, Commown a choisi de louer uniquement des « Fairphones ». Depuis plusieurs années, son fabricant s'est engagé dans la conception d'un téléphone à la fois plus durable et plus éthique : de l'extraction des matériaux en Afrique à l'assemblage des composants en Chine. Le téléphone est aussi conçu de façon modulaire, pour que chaque pièce puisse être changée sans avoir à remplacer l'ensemble.

Commown louera ses téléphones à partir de 19 euros par mois. *« Dès la réception le client disposera de son téléphone avec un abonnement lui donnant droit à différents services : réparation, changement de la batterie, forum de discussion »,* détaille Adrien Montagut. Un forfait à 29 euros par mois permettra de bénéficier de services supplémentaires comme la garantie vol et les mises à jour matérielles.

Si l'expérience s'avère concluante, Commown envisage de ne pas se limiter au Fairphone. *« Pourquoi pas un ordinateur Fair et une tablette Fair ? »,* s'enthousiasme Adrien. La route est encore longue l'électronique durable, mais les mentalités commencent à changer. Un signe ? *« Orange va commercialiser le Fairphone en boutique d'ici la fin de l'année. »* ●

Côme Bastin, mai 2017

COOPÉRATIVE COLLABORATIVE



© Fairphone



© Erwan Floch

LES ALCHEMISTES COURT-CIRCUITENT LES BIODÉCHETS

TRIÉS SUR LE VOLET

En plein cœur de la ville, Les Alchimistes collectent les déchets alimentaires à l'échelle du quartier pour en faire du compost « made in Paris ». Reportage en circuit court. **Sarah Diep, novembre 2017 socialter**

« B

onjour ! Vous venez pour le compost ? » À l'accueil de l'élégante Fondation Cartier, Banzolélé est accueilli d'un grand sourire à la vue des

bacs en plastique qu'il tient de chaque main. En un coup de badge, le voilà dans la cafétéria, où il substitue un récipient vide et propre à celui rempli d'écorces d'orange et autres trognons de pomme. « *Pas grand-chose cette semaine* », remarque le gaillard, avant de placer le petit butin dans la remorque de son triporteur. Toute la matinée, Banzolélé sillonne les rues du XIV^e arrondissement parisien, juché sur sa bécane électrique, pour y collecter les déchets alimentaires des commerces ou restaurants du quartier. Légumes rabougris

et restes d'assiettes sont ensuite ramenés sur le site éphémère des Grands Voisins où, cachés dans une cabane en bois au fond d'une allée, Les Alchimistes ne transforment plus le plomb en or, mais bien les épluchures en compost.

Les magiciens des temps modernes s'appellent Alexandre Guilluy et Fabien-Kenzo Sato. À tout juste 39 ans, le duo – formation école de commerce et ancien directeur d'Étic pour l'un, ingénieur et carrière dans le social pour l'autre – a lancé ici, il y a quatre mois, le premier site de compostage agréé dans Paris intra-muros. À la genèse du projet, un constat absurde : alors qu'ils représentent un bon tiers de nos détritiques, les déchets alimentaires sont très mal triés, et le peu qui l'est est envoyé par gros camions vers des centres de traitement à Étampes ou

dans le Nord-Pas-de-Calais, voire... en Belgique. « *Ça devient presque plus écolo de les incinérer aux portes de Paris que de faire des centaines de bornes pour les composter !* », plaisante Kenzo. L'ambition des Alchimistes, c'est donc de recréer un circuit court de la matière organique, en installant des microplateformes de collecte, transformation et redistribution de compost au sein des villes. Bref, « *un traitement professionnel des biodéchets, mais au plus près de la densité urbaine* », annoncent-ils avant de nous faire pénétrer dans leur antre.

MATIÈRE NOBLE

Étonnamment, pas de mauvaises odeurs, à peine quelques effluves rappelant même vaguement le miel. Le miracle tient de cet imposant silo chromé qui constitue le

cœur du processus : un composteur électromécanique. Une fois pesés, triés et passés au broyeur, les déchets sont versés dans l'énorme cuve. « Elle permet d'accélérer fortement le processus naturel de compostage », explique Kenzo entre deux vulgarisations scientifiques. En résumé : grâce à une température à 60 °C, un bon dosage de copeaux de bois pour absorber le trop d'humidité et une aération continue (à l'intérieur, des pales tournent toutes les 90 minutes pour remuer la matière), « les conditions idéales sont réunies

voisins de la Fondation Cartier, par exemple, qui ont déjà précommandé les productions des deux prochains mois pour enrichir leurs jardins. « Il faut changer notre logique du déchet, déclarent nos alchimistes. Généralement on essaie de l'éliminer, alors que c'est une matière noble qu'on peut valoriser. » D'ailleurs, rien de nouveau dans l'histoire de l'agriculture, qui a toujours recyclé les matières organiques, extrêmement riches pour les sols : « Au début du siècle dernier, les chiffonniers ramas-

“ALORS QU’ILS REPRÉSENTENT UN BON TIERS DE NOS DÉTRITUS, LES DÉCHETS ALIMENTAIRES SONT TRÈS MAL TRIÉS, ET LE PEU QUI L’EST EST ENVOYÉ PAR GROS CAMIONS LOIN DES CENTRES-VILLES.”

pour que les bactéries fassent leur boulot ». Ce qui prend plusieurs mois dans les traditionnels bacs à compost en pied d'immeuble peut ainsi être produit ici en quelques jours. Tout ça avec « une machine vraiment low tech », s'enthousiasme l'ingénieur.

Après une phase de maturation en plein air de quelques semaines, le compost frais est passé au crible pour éliminer les plus gros résidus et prêt à être vendu aux fermes urbaines des environs. Ou à leurs

saient les ordures de la ville, les apportaient aux maraîchers qui en faisaient des tomates, et les tomates étaient consommées par la ville. Nous ne faisons que reboucler la boucle qu'on a cassée dans les années 1960-1970 avec la révolution verte (1). »

MÉTAMORPHOSES

Un modèle à échelle locale qui repose sur la création d'un nouveau métier, celui de « collecteur-composteur ». En stage d'insertion depuis une semaine, Banzolélé prend doucement le rythme des tournées matinales à vélo. « En réduisant les kilomètres, on peut suivre toute la transformation de la matière et voir le produit de son travail », détaille Alexandre, qui prône un job « détataylorisé ». « On ne peut pas parler d'économie circulaire ou de revalorisation si les gens ne sont pas eux-mêmes valorisés ! » Travaillant avec les deux associations d'insertion, Halage et Études & Chantiers, Les Alchimistes souhaitent ainsi créer de l'emploi durable et non délocalisable, à haute valeur environnementale – mais surtout « sympa ».

Si les Français ne sont pas loin d'être les derniers de la classe dans le tri des bio-



déchets, les mentalités et réglementations évoluent peu à peu – « même si on est encore loin du compte par rapport à l'Allemagne ou la Californie », précisent les deux entrepreneurs. « On nous a trop longtemps dit : “Ne vous inquiétez pas, fermez la poubelle, on s'occupe de tout.” Alors que la gestion des déchets, c'est à 90 % le premier geste. » La loi sur la transition énergétique définit aujourd'hui des objectifs de généralisation du tri à la source sur l'ensemble des territoires d'ici 2025. Cet été, la mairie de Paris a lancé une collecte publique dans les 11^e et 11^e arrondissements. Les Alchimistes veulent aller plus loin – ou plus près ! – en rendant le compostage entièrement visible en ville. « L'argument de la proximité touche assez facilement, souligne Kenzo. Il est difficile de responsabiliser les gens quand les choses se passent loin. » Prochaine étape logique : ouvrir en 2018 un site dix fois plus grand, pouvant produire jusqu'à 1,5 tonne de compost par jour, probablement à Saint-Denis ou Nanterre d'abord, avant de se multiplier comme autant de petits champignons magiques... ●

LES BIODÉCHETS EN FRANCE

La loi Grenelle II oblige, depuis 2016, les professionnels à ne pas dépasser les 10 tonnes de déchets organiques par an. En attendant, chaque jour...

- un restaurant de 200 couverts produit **40 à 50 kilos** de biodéchets,
- un hypermarché en produit **800 kilos à 1 tonne**,
- les ménages d'une ville de 7 000 habitants en produisent **1,5 à 2 tonnes**.

Sur chaque site de compostage électromécanique, Les Alchimistes pourraient traiter **2 à 4 tonnes** de biodéchets par jour, ce qui représenterait **1 à 2 tonnes** de compost quotidien.

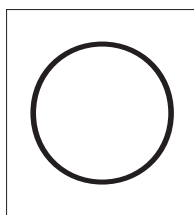
(1) Politique de transformation de l'agriculture qui préconise de plus hauts rendements avec notamment l'apport d'intrants issus de la pétrochimie.

UN FRIGO POUR LES OPENSOURCE

ZÉRO DÉCHET AU BUREAU

Récupérer les repas non consommés le midi à la cantine, c'est désormais possible grâce au Frigo jaune. La start-up propose une solution clé en main pour en finir avec le gaspillage en entreprise.

Sophie Lauth, mars 2017 CONSO COLLABORATIVE



n parle beaucoup du gaspillage alimentaire individuel mais moins de celui des entreprises. Pourtant, chaque

jour, des milliers de repas partent à la poubelle faute d'avoir trouvé preneur dans les cantines et les self-services d'entreprises. Difficile de prévoir quotidiennement qui viendra manger et quel plat sera choisi... Pourtant, avec le Frigo jaune Laurence Kerjean pourrait bien avoir trouvé une solution s'appuyant sur le numérique – et le bon sens.

Son principe est simple : il repose sur un contrat passé entre l'entreprise cliente et le prestataire de restauration. Ce dernier récupère les plats invendus à la fin

du service, les reconditionne dans des « doggy bag », les range dans le frigo et enregistre son dépôt. Puis, l'application prend le relais. Les employés de l'entreprise reçoivent une notification qui leur indique que des repas ont été déposés dans le frigo. En quittant le travail, ils n'ont plus qu'à se servir.

REPAS REDISTRIBUÉS

« L'idée est que ce repas soit distribué à un SDF croisé sur le chemin du retour, donné à une personne de leur entourage en difficulté ou tout simplement consommé le soir », explique Laurence Kerjean qui rappelle que « 4 millions de personnes ne mangent pas à leur faim tous les jours. »

Cependant, la jeune entrepreneur « ne veut pas tomber dans le militantisme » mais plutôt proposer une alternative au

gaspillage alimentaire qui soit « fun, engageante et sans culpabilité ». Le plus de cette « Tech for good » : elle ne sensibilise pas uniquement les salariés au gaspillage alimentaire. Les entreprises y trouvent leur compte également. Le Frigo jaune s'inscrit dans la démarche RSE, permet de réduire le coût de traitement des déchets et favorise le bien-être au travail. « Pour tous, c'est l'assurance de s'engager dans une action visible et mesurable », juge Laurence Kerjean.

UN PREMIER FRIGO INSTALLÉ

Un foyer français jette en moyenne 13 kilos de restes de repas par an. Laurence, mère de trois enfants et sensible à ce gaspillage, a eu envie de rendre « le monde meilleur ». En septembre dernier, elle quitte son poste chez L'Oréal et lance d'abord Meet ZE Chef, une application destinée aux particuliers qui souhaitent se débarrasser de leurs plats en trop. Mais le geste trop novateur est difficile à faire adopter rapidement et à grande échelle. Alors elle décide de s'adresser aux entreprises.

C'est pendant un hackathon qu'elle pitch son nouveau projet. Bingo : le Frigo Jaune raffe la première place. L'équipe, trois développeurs, des amis et son mari continuent l'aventure avec elle. « On a commencé à présenter l'idée à des clients alors qu'on n'avait que quelques slides. C'est encourageant de voir la force qu'ont les gens à se mobiliser lorsqu'on est sur un sujet qui leur tient à cœur. »

Bien que le projet soit encore neuf, l'idée a déjà séduit des entreprises du CAC40 qui sont en discussion avec le Frigo jaune. Et dans quelques jours, le groupe Au Féminin va accueillir le premier de ces frigos anti-gaspi. ●





Aujourd'hui, on cohabite et on covoiture, on coïnvende et on cofinance.
On partage des idées, des connaissances, des expériences et des biens.
La MAIF s'engage pour cette société collaborative où les gens se font confiance pour mieux vivre ensemble.

Découvrez toutes nos actions sur maif-pour-une-societe-collaborative.fr



assureur militant

*pour une société
collaborative*



3. REPENSER LE TRAVAIL

*Avec Nicolas Colin,
cofondateur de The Family*

&

De nouveaux modes de travail
Une protection sociale refondée
Le savoir pour tous

NICOLAS COLIN

INSTITUTIONS : MISE À JOUR REQUISE

Ancien inspecteur des finances et cofondateur de la société d'investissement The Family, Nicolas Colin est l'une des voix emblématiques de la galaxie numérique française. Son idée fixe ? Inventer un cadre institutionnel adapté à la nouvelle donne technologique, pour ne plus la subir. Propos recueillis par **Côme Bastin** et **Arthur De Grave** / Photos : **Augustin Le Gall**



Montée des inégalités, chômage de masse, précarité... La transition

numérique explique-t-elle tous les maux auxquels sont confrontées les sociétés post-industrielles ?

Pour une large part, oui. Derrière la transition, il y a une révolution technologique. Ceux qui saisissent les premiers son potentiel vont d'abord tâtonner, ce qui va provoquer l'apparition de bulles financières, comme au début des années 2000. Dans un second temps, on entre dans une longue phase de déploiement d'un nouveau paradigme dans toutes les dimensions de l'économie, et même de la vie en société en général. Nous y sommes aujourd'hui : les infrastructures essentielles changent de nature, de même que les ressources que l'on exploite. Dans cette phase de transition, où le mode de production et les formes de consommation se transforment radicalement, un décalage se crée par rapport au cadre institutionnel existant. Les institutions, ce sont

les piliers qu'on a posés pour pouvoir vivre en société : le salariat, la protection sociale, le droit fiscal, le droit du travail, le droit d'auteur... Le problème, c'est que ces institutions ont été imaginées dans un contexte technologique très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. D'où les tensions que nous constatons dans tous les anciens pays industrialisés : l'économie d'hier s'érode, les institutions se fragilisent, alors que la nouvelle économie, elle, laisse entrevoir des promesses encore loin d'être tenues.

Pour quelles raisons ?

Tout d'abord parce que la nouvelle économie est encore en attente d'institutions adaptées. Mais surtout parce que cette dernière ne se développe pas sur une table rase : les règles héritées du passé ont fini par régler minutieusement toutes les dimensions de la vie sociale. Quand le mode de production change, ça ne marche plus. Dans ce contexte, les institutions, au lieu de défendre une croissance soutenable et inclusive, vont avoir tendance à dresser des obstacles.

Nicolas Colin

1977

Naissance au Havre.

2000

Diplômé de Telecom Bretagne.

2006

Diplômé de l'ENA.

2012

Publie *L'âge de la multitude* avec Henri Verdier (Armand Colin).

2013

Publie un rapport sur la fiscalité du secteur numérique. Cofonde The Family pour promouvoir l'écosystème de start-up numériques françaises.

Cette situation est problématique, car elle conduit à une destruction de valeur. On pourrait par exemple faire du covoiturage un mode de transport de masse au sein de nos villes, mais on ne le fait pas à cause de problèmes infrastructurels et réglementaires... C'est une opportunité qu'on choisit de ne pas saisir. Si nous sommes incapables de refonder notre contrat social, nous cessons tout simplement d'être un pays développé.

Mais le creusement des inégalités se réduit-il vraiment à une opposition entre gagnants et perdants de la révolution numérique ? Tous les super-riches de la planète ne sont pas des milliardaires de l'internet...

Non, bien sûr. Les phases de transition comme celles que nous traversons sont propices à l'accapitation par quelques-uns. Les choses vont mal, le mécontentement gagne la société, et la force des gens les plus riches, c'est qu'ils savent toujours jouer de la grogne populaire. Ils vont user de leur influence dans les cercles du pouvoir pour faire passer l'idée

A man with glasses and a black turtleneck sweater stands in a room with a staircase and plants. The room has a dark ceiling with exposed beams and a hanging light fixture. There are pink flowers and green plants in the background.

**"LE SALARIAT,
LA PROTECTION
SOCIALE, LE DROIT
FISCAL, LE DROIT
D'AUTEUR ONT
ÉTÉ IMAGINÉS
DANS UN CONTEXTE
TECHNOLOGIQUE TRÈS
DIFFÉRENT DE CELUI
D'AUJOURD'HUI."**

que peut-être, si l'on réforme dans un sens qui les arrange, les choses iront mieux. C'est la tendance qui s'est sublimée dans cette idéologie qu'on appelle le néolibéralisme – et qui a prolongé la durée de vie du paradigme fordiste au-delà de sa date de péremption.

Puis il y a les nouveaux riches, qui ont fait fortune dans un environnement encore peu structuré. La nouvelle économie se développe en marge, et comme il n'existe pas d'institutions capables de la rendre plus inclusive et plus soutenable, la valeur tend à se concentrer aux mains de quelques-uns au lieu d'être distribuée là où elle devrait l'être. Ce sont là deux sources bien distinctes des inégalités de revenus.

Qu'advient-il du travail dans ce nouvel équilibre institutionnel ?

Le monde du travail a toujours été scindé en deux : d'un côté, les tâches routinières, qui ont trouvé naturellement leur place dans les grandes organisations fordistes pyramidales – donc l'emploi salarié, sécurisé et correctement protégé – et de l'autre, les emplois qu'on n'arrive pas à y faire rentrer. Dans certains cas, c'est l'État qui, jugeant de l'importance de telle ou telle activité comme l'éducation ou la santé, a pris sur lui de l'organiser. Dans d'autres, on a malheureusement laissé se développer une jungle sociale. Le secteur de la restauration en est assez emblématique : conventions collectives horribles, horaires décalés, turnover élevé... Le problème, c'est que le numérique détruit avant tout les emplois sécurisés. Si nous étions honnêtes, nous devrions annoncer ceci aux travailleurs des grandes entreprises : « oui, vos emplois vont disparaître, mais bonne nouvelle ! Vous allez devenir nounou, coursier, chauffeur de taxi... » Cette perspective terrifie les gens, et à raison, puisqu'il s'agit justement de tous les secteurs des services de proximité au sein desquels nous avons laissé se développer la misère sociale. Comme l'État ne va pas pouvoir

tout prendre en charge, il va bien falloir créer le cadre institutionnel qui rendra ces emplois de demain attractifs, comme on l'a fait pour l'industrie automobile au siècle dernier ! Cela passe par une protection sociale adaptée et un système de représentation des travailleurs en phase avec ce mode de production. Cela implique de lire correctement les rapports de force à l'œuvre dans notre société.

Au sein de The Family, vous insistez sur le rôle moteur des start-up. Pourtant, les « licornes » se font rares et les prochaines grandes vagues technologiques – intelligence artificielle, biotechnologies, etc. – sont synonymes de barrières à l'entrée. À tel point que le journaliste Jon Evans, du site américain TechCrunch, annonce la fin de l'ère des start-up. Qu'en pensez-vous ?

Il est vrai que les entreprises qui font tout le chemin – de la petite start-up au géant du numérique – se font de plus en plus rares. De plus en plus de places sont prises par des Google, Facebook et autres, qui ont tiré les leçons des échecs cuisants d'entreprises comme Yahoo ou AOL. De leur côté, les entreprises traditionnelles sont maintenant capables d'identifier très en amont les menaces que pourrait poser une start-up, et de déployer toutes les contre-mesures nécessaires (lobbying, rachat, etc.) Tout cela dans un contexte où les acteurs du numérique doivent s'attaquer à des marchés de plus en plus difficiles, en raison de coûts d'entrée élevés ou de barrières réglementaires. Pour Apple ou Amazon, c'était paradoxalement assez facile ! Mais la fin de l'ère des start-up, vraiment ? Prenez le smartphone : tout le monde ne peut pas se lancer dans la fabrication d'un tel objet. Les start-up ne s'aventurent pas sur ce terrain-là, mais elles vont profiter du déploiement massif de leurs plateformes logicielles pour

**"LES CONSÉ-
QUENCES
SOCIALES DU
NUMÉRIQUE
DANS LE
MONDE NE
PEUVENT
PLUS ÊTRE
IGNORÉES.
LA SILICON
VALLEY
COMMENCE
À S'Y INTÉRES-
SER, AVEC
UN PRISME
SOUVENT
UN PEU NAÏF."**

développer des applications nouvelles. Pensez à Uber ou Airbnb. Je ne vois pas pourquoi il n'en serait pas de même demain avec l'intelligence artificielle ou le véhicule autonome.

La culture start-up a toujours prôné la disruption. Aujourd'hui, après plusieurs années de French Tech, elle deviendrait presque l'idéologie officielle. Cet environnement a-t-il perdu de sa subversion ?

C'est un peu plus compliqué. Par définition, le modèle d'affaires et les produits d'une start-up ne rentrent pas dans les cases. Si on les regarde avec les lentilles de l'ancien paradigme, les start-up sont forcément subversives ! Il y a encore quelques années, les élites en place se montraient assez largement indifférentes à la question du numérique. Cette incompréhension, nous en faisons le constat avec Henri Verdier en 2012 dans *L'âge de la multitude*. Ce que nous voulions faire comprendre à l'époque, c'est que ces petites start-up qui n'avaient l'air de rien étaient les entreprises dominantes de demain. Et qu'il fallait à ce titre les prendre au sérieux. Depuis, il y a eu un double mouvement assez paradoxal. D'un côté, les tensions entre le vieux monde et le nouveau monde se sont aggravées, au point de produire un climat de défiance assez unique : nous avons peur pour notre vie privée, peur pour nos recettes fiscales, peur pour nos emplois, pour la souveraineté des États... L'indifférence s'est muée en franche hostilité. De l'autre côté, il y a bien eu ce mouvement d'institutionnalisation des start-up – après tout, certaines d'entre elles sont aujourd'hui effectivement les plus puissantes entreprises de la planète – ce qui débouche sur une contradiction manifeste. Nos dirigeants français doivent comprendre que les gentilles petites start-up et les méchantes entreprises du numérique sont en fait une seule et même chose !





© Augustin Le Gall

Que pensez-vous du climat de méfiance, voire d'hostilité, qui règne en ce moment vis-à-vis de la technologie ? Une partie des critiques émane de la Silicon Valley elle-même...

La force de la Silicon Valley, à la base, c'est qu'elle est isolée du reste du monde. C'est un terreau unique, une sorte de zone franche créée par un mélange bizarre de hippies et de militaires. Dans la Silicon Valley, on avait le sentiment que les règles communes n'existaient pas, et qu'on n'avait pas à s'intéresser aux autres. C'était sa force, car elle s'affranchissait des préjugés, mais aussi sa faiblesse, car elle ignorait les conséquences des technologies qu'elle développait pour le reste du monde. Cette position n'est plus tenable, car les conséquences sociales du numérique dans le monde ne peuvent plus être

ignorées. Du coup, la Silicon Valley commence à s'y intéresser, mais un peu forcée, et avec un prisme souvent un peu naïf. Des magnats de la tech comme Mark Zuckerberg vont par exemple se mettre à défendre bruyamment le revenu universel : ils comprennent qu'une protection sociale est nécessaire, mais ils ne connaissent pas grand-chose à ses mécanismes et à son histoire, ils vont simplement plaquer leurs réflexes d'ingénieur sur la question... Et ce n'est pas parce qu'ils ont réussi en tant qu'entrepreneur qu'ils sont les plus avisés quand il s'agit de dresser un diagnostic quant à l'état du monde ! Ce n'est pas Henry Ford qui a inventé le contrat social d'après-guerre.

Dans L'âge de la multitude, vous évoquiez la puissance créative de la multitude

"À NOUS DE REMPLIR LE MONDE AVEC LES IDÉES ET LES VALEURS QUI PERMETTRONT ENFIN DE LANCER LE CHANTIER INSTITUTIONNEL QUI EST DEVANT NOUS."

libérée par le numérique. Mais le numérique, c'est aussi le digital labor incontrôlé, l'économie de l'attention débridée... Êtes-vous toujours aussi optimiste ?

Absolument ! La technologie, et plus encore la multitude rendue puissante par elle, ce n'est pas un donné. C'est quelque chose dont il faut s'emparer, qu'il faut apprendre à contrôler. En l'exploitant pour une certaine finalité – croître, générer des bénéfices – les GAFA nous démontrent paradoxalement la puissance de la multitude. On a aussi vu, récemment, que cette dernière pouvait être mobilisée pour faire élire un Trump ou provoquer un Brexit... À nous de remplir le monde avec les idées et les valeurs qui permettront enfin de lancer le chantier institutionnel qui est devant nous. ●

COLIVING : QUAND L'ENTREPRISE S'INVITE À LA MAISON

Coloc pour entrepreneurs, « camp militaire » pour start-up, nouveau modèle d'entreprise ou lieu de cohabitation premium pour CSP+, le coliving – et son avatar roots, la hackerhouse –, c'est un peu tout ça à la fois. Mais la fusion entre bureau et domicile est-elle une simple hype ou bien une tendance lourde ? **Lila Meghraoua, septembre 2017** *Usbek & Rica*



Il ont entre 18 et 30 ans et vivent un « Koh-Lanta » de l'entrepreneuriat. À dix, ils se partagent un appartement, une salle de travail dite « TG » (« Ta gu****, pour mieux se concentrer ») et un salon bardé d'un énorme écran connecté en permanence à Netflix. Dans la cuisine, même topo : un écran recense « les chiffres, l'activité des start-up » et les meet-up de la maison. Chaque dimanche, les colocs tiennent conseil. Un tableau blanc résume ce qui s'est bien ou mal passé et les « leviers » à activer pour résoudre tel ou tel problème. « *Tout est fait pour rappeler pourquoi on est là* (presque tous les colocs ont un projet de start-up, ndlr), *il y a un côté boot camp. C'est un peu ce que tu vis à l'armée mais en mode start-up. Tu es là pour une mission – ton projet – et les gens ici le savent* », s'amuse l'hôte des lieux, Stéphane Bounmy.

Nous sommes à la HackerHouse d'Ivry, l'un des espaces de la société HackerHouse Paris. Un lieu emblématique du coliving, un mode de vie inspiré des colocs d'entrepreneurs de la Silicon Valley, qui a le vent en poupe chez les start-upers. Le principe ? Pour donner une chance à une idée de business, de jeunes entrepreneurs intègrent pendant six à neuf mois une hackerhouse, laissant derrière eux leur appart, leurs meubles et leur vie privée. Un peu comme on entre en religion. « *Faut pas se leurrer : la start-up, c'est de la survie*, tranche Stéphane Bounmy. *90 % des boîtes ne dépassent pas les deux ans d'existence.* »

MES COLOCS SONT MES COLLÈGUES

À Châtenay-Malabry, banlieue sud de Paris, on donne aussi aux start-up toutes les chances de réussir. Depuis 2016, un joli petit pavillon y abrite quelques poules et une dizaine de colocs. Ils sont collaborateurs de la même entreprise, Seed-Up. Tous sont nourris, logés, blanchis et rétribués. « *Seed-Up, c'est un mélange de SSII, d'incubateur et de start-up studio*, décrit Élisabeth Desbrosses, la communicante des lieux. *On consacre 30 % de notre temps à des projets externes pour des clients et 70 % aux projets personnels.* » C'est un « hackathon permanent ». Il n'est pas rare que le soir venu, si jamais ça parle boulot, « *ça gueule, même si on adore tous parler tech* ». Chaque projet développé en interne est destiné à devenir une start-up : « *Quand le projet est mature, on le fait sortir de la maison avec le chef de projet, qui prend alors des parts dans la start-up.* » Une pépinière d'entreprises en devenir, mais aussi et surtout une nouvelle manière d'expérimenter l'entreprise. « *On reçoit la visite de grands groupes. Et ça leur donne envie de changer leur manière de recruter*, raconte Élisabeth Desbrosses. *Ici, on n'embauche pas au diplôme mais selon les compétences et la capacité à vivre ensemble. Cela pourrait les inspirer.* »

« *Nos modes de vie n'ont plus de frontières, donc les lieux non plus* », déclare Stéphane Bounmy pour expliquer l'essor de lieux comme le HackerHouse d'Ivry. « *Aujourd'hui, les gens collectionnent plus les expériences que les objets. J'ai l'impression qu'avant, après ton diplôme, tu rêvais d'avoir une maison à toi, d'accéder à la propriété. Maintenant on veut des expériences, on veut que ça soit fluide.* » À ses colocs, il propose un appart déjà meublé, tous frais compris, en abonnement. « *On ne veut plus subir le fardeau de l'administratif ou des meubles à déménager. Ici, on t'envoie un*

À L'HEURE OÙ LES CENTRES DE DIGITAL DETOX CARTONNENT, ESPÉRONS QUE LA FOLIE DU COLIVING NE REPRÉSENTERA QU'UNE PARENTHÈSE DANS LA VIE DES ENTREPRENEURS.

formulaire et tu es débité chaque mois. » La formule fonctionne, à tel point qu'à la rentrée elle pourrait faire des petits, à Marseille et ailleurs à Ivry-sur-Seine. « *Les propriétaires nous contactent directement. Ce type de colocation les rassure puisqu'on est là pour bosser* », précise Stéphane Bounmy, pour qui ce mode de vie « flexible » est devenu un vrai business.

« *Tout est devenu plus flexible dans nos vies mais, bizarrement, pas le fait de louer un appartement* », constate Evan Kasper, directeur général de Medici Living aux États-Unis, un promoteur immobilier de colocation basé à Berlin qui suit les traces de WeWork, le géant du coworking ayant lancé une offre de

Habiter l'infini, une utopie d'habitat mutualisé

« De la démocratie à l'échelle d'un immeuble » : voilà à quoi aspire Éric Cassar, l'architecte principal de l'agence Arkhenspaces avec son projet « Habiter l'infini ». Un îlot de bâtiments dont les appartements seraient réduits au strict minimum, où « on pourrait encore dormir et manger décemment », complété par des espaces mutualisés et réservables en fonction des besoins des résidents grâce à une boussole numérique et une monnaie locale. « En rentrant, tiens, je vais prendre une part de la tarte préparée par la voisine » La promesse d'une vie de village en plein centre-ville.

coliving baptisée WeLive. Les appartements proposés par Medici Living sont justement pensés comme la suite immobilière du coworking. Les entrepreneurs ayant besoin d'un espace partagé pour travailler, un espace pour vivre à plusieurs en version « all inclusive » leur est aussi proposé. « *On ne vend plus des mètres carrés mais du service. Et on vend la maîtrise de notre temps dans une logique « à la demande »*, analyse le sociologue Bruno Marzloff, fondateur du cabinet d'études Chronos.

L'HOMME, « UN ANIMAL DE MEUTE »

À Moabit, un arrondissement encore peu touché par la gentrification en marche à Berlin, Robert Gmeiner, cofondateur de Medici Living, a conçu 45 appartements en coliving. Le résident y occupe une chambre de 13 m² et partage deux salles de bains et une cuisine avec deux ou quatre colocataires. Au rez-de-chaussée, une bibliothèque, une salle de projection et un petit jardin sont mis à disposition. Comme une cerise sur le gâteau, une terrasse coiffe le bâtiment. Et un community manager gère les besoins de tous : « *Nous répondons à une demande forte : le besoin d'appartenance à un groupe. Dès le plus jeune âge, quelque part, on habite en colocation. Et quand on s'émancipe, on n'a qu'un besoin : garder le contact avec les gens. L'homme est un animal de meute.* »

À Bali, en Indonésie, on vend aussi l'idée de communauté et – il ne faut pas se mentir – le cadre. Roam est un espace de coliving destiné aux digital nomades, aux travailleurs itinérants. Jadis, on les appelait les « compagnons du devoir ». Ils apprenaient leur métier au gré des voyages. En 2017, le compagnon est souvent un entrepreneur numérique ca-



pable de déboursier 1800 dollars par mois pour « l'expérience d'un espace privé avec les avantages du groupe ». « *Si on offre de l'intimité au résident – une chambre et une salle de bains privées –, il sera tout à fait disposé à parta-*

ger une salle de repos, une cuisine ou autre », explique Bruno Haid, le fondateur du lieu, dans un article publié sur le site Business Insider. Pour nourrir cette expérience grand luxe en communauté, le lieu dispense donc des cours de yoga et de capoeira, et met à disposition une bibliothèque, une piscine et un bar.

Spreefeld, l'habitat coopératif berlinois

Au bord de la Spree, les basses du Kiki Blofeld, ancien haut lieu du clubbing berlinois, ont laissé place aux cris d'enfants. Depuis 2014, une centaine de familles constituées en coopérative – le Spreefeld – vivent dans une soixantaine d'appartements étalés sur 7 000 m². Chambres d'amis, laverie, terrasses, salles de musique et de sport, sauna, grandes cuisines, espace de coworking, jardins, péniche pour les concerts et autres réjouissances culturelles... Autant d'espaces partagés entre les résidents et avec le voisinage, qui laissent penser que l'habitat coopératif est un peu la version adulte et mature du coliving.

JH/F CHERCHE INTIMITÉ

Pour les grands acteurs du coliving (WeLive, Roam, Medici Living, mais aussi The Collective Old Oak ou Common), il s'agit moins de recréer du lien social que de répondre à la pénurie de logements disponibles dans les grandes villes. D'où les « packs all inclusive » d'habitat en service souvent proposés.



QUESTIONS EXPRESS



« Le coliving est une réaction organique à l'hyperconsommation »

Auteur de *Sans bureau fixe* (FYP, 2013), fondateur du cabinet d'études Chronos, spécialisé dans l'évolution et les enjeux des mobilités, le sociologue Bruno Marzloff estime que le coliving contribue à inventer ce qu'il appelle « l'intensification urbaine ».

Que dit le succès du coliving sur l'évolution de notre société ?

Qu'il s'agisse du travail, du logement ou de la voiture, les usages évoluent vers des formes de partage. Ils interrogent l'urbanisme fonctionnel du Corbusier, qui a dominé tout le ^{xx}e siècle et dérive du modèle fordiste, celui d'un temps collectif récurrent et cloisonné. Ces usages remettent en cause une architecture du temps et de l'espace. Et on peut tenir le même raisonnement sur le travail et le logement.

C'est-à-dire ?

Les acteurs de l'immobilier sont empêtrés dans des modèles rigides, qui ne correspondent ni au quotidien des résidents, ni aux exigences des travailleurs, ni aux injonctions de productivité des entreprises, et encore moins aux exigences de la planète. Le coworking et le coliving sont des manières de s'extraire de ce modèle et d'inventer l'intensification urbaine, après un siècle d'étalement urbain. On commence à comprendre que cette débauche de moyens déployés par notre société d'hyperconsommation est mortifère. Pour moi, le coliving est une réaction organique à un siècle d'hyperconsommation.

Dans le futur, louera-t-on un « service » d'habitat comme on loue aujourd'hui un accès à la musique sur les plateformes ?

Effectivement, on ne vend plus des mètres carrés mais du service. Pour que leur solution s'industrialise, la tentation est forte, du côté des nouveaux acteurs du logement, de proposer des abonnements, sur le modèle de la téléphonie mobile. Pourquoi ne pas étendre cette formule à l'immobilier ? WeWork, dont la valorisation boursière atteint 20 milliards de dollars, est déjà sur ce créneau avec son dispositif de coliving, WeLive. Cette formule, très onéreuse, laisse les acteurs traditionnels de l'immobilier perplexes. Ces derniers constatent qu'il y a une clientèle pour des petits espaces proposés en coliving, avec une marge monstrueuse à la clé.

Cette formule, très rentable, n'est pas sans rappeler le Familistère de Guise qui accueillait – il y a cent cinquante ans – en un même endroit 1 700 travailleurs avec tous les services qu'on pouvait attendre d'une commune au ^{xxi}e siècle : un « pouponnat », une école, une bibliothèque, un théâtre, une piscine-lavoir et des magasins en autoproduction. Une caisse de protection sociale assurait à l'habitant sa retraite à 60 ans. Mais là où l'industriel et penseur Jean-Baptiste Godin souhaitait offrir durablement à ses ouvriers « des équivalents de richesse » auxquels ils ne pouvaient prétendre individuellement, les hackerhouses et autres espaces de coliving privent le travailleur

version 2017 d'une frontière nette entre vie privée et professionnelle. Une frontière déjà largement ébranlée par l'incursion du travail dans nos maisons via nos smartphones. « *Vivre ici, c'est temporaire. Au-delà de neuf mois, ça devient dur* », reconnaît Stéphane Bounmy. Élisabeth Desbrosses, de Seed-Up, voit quant à elle la hackerhouse comme « un bon intermédiaire entre les études et le monde du travail ». À l'heure où les centres de digital detox cartonnent et où la France reconnaît le droit à la déconnexion, espérons que la folie du coliving ne représentera qu'une parenthèse dans la vie des entrepreneurs. Une toquade de jeunesse dont ils sauront encore percevoir les limites. ●

© Joe Waldron



© Eric van den Broek

LES INDÉPENDANTS
LA JOUENT COLLECTIF

FREELANCE PARTY

La Freelance Fair, premier grand rassemblement dédié aux indépendants, a réuni 500 personnes en mars dernier à Paris. Le signe d'une structuration naissante qui va de pair avec des revendications nouvelles en termes de protection et droits auxquelles tentent de répondre des acteurs émergents. **Marion Garreau, avril 2017 socialter**

S

ur l'une des mezzanines de la Bellevilloise, un lieu branché parisien qui court sur trois étages, une dizaine de femmes freelance s'interrogent, Post-it à la main, sur leurs faiblesses et leurs forces. Éparpillément, gestion de la vie professionnelle et personnelle, manque de confiance dans

les périodes de creux reviennent notamment au premier plan. Alors que les rayons de soleil percent le Plexiglas de la verrière, Hayat Outahar, consultante en communication et présidente de l'association Femmes Entrepreneurs, déconstruit les problématiques et fait témoigner les indépendantes les plus expérimentées.

Un peu plus loin, un petit groupe débat. Le thème du moment : prendre la clé des champs, quitter la ville et ses inconvénients. Mais s'installer à la campagne en tant que freelance est-il possible, avec quels avantages et quelles difficultés ? Réunis en séance plénière, des dizaines de freelances écoutent, eux, une conférence sur les différents statuts possibles. À un autre étage, on échange et on réseaute. L'espace Job Sphère permet aux travailleurs indépendants et potentiels clients de se rencontrer, avec des missions à la clé. Et c'est ainsi qu'entre ateliers pratiques, conférences et moments d'échange, 500 personnes ont participé le 16 mars dernier à la Freelance Fair. Un premier rendez-vous « construit

pour, par et autour des freelances » par Mutinerie, pionnier du coworking en France.

« CONSCIENCE DE CLASSE »

« À nos yeux, nous vivons actuellement un basculement, déclare Antoine van den Broek, cofondateur et président de Mutinerie. Être freelance est un choix de vie professionnel qui interpelle de plus en plus de travailleurs et concerne de plus en plus de métiers. Dans les médias et les discours politiques, on parle davantage du travail indépendant. Face à cela, nous avons considéré qu'il était urgent d'avoir un événement d'envergure sur le sujet. » La Freelance Fair, qui a vocation à se pérenniser, témoigne de la structuration naissante d'un univers qu'elle veut encourager. « En rassemblement des centaines d'acteurs du monde des freelances, nous souhaitons participer à l'émergence d'une identité de groupe, voire à une conscience de classe », souligne Antoine van den Broek.

Pas facile d'appréhender la diversité des situations qui composent l'univers du travail indépendant. Quel lien existe-t-il en effet entre un chauffeur Uber, une femme de ménage et un designer freelance ? Dans une récente étude (1), le cabinet de conseil américain McKinsey a recensé 13 millions de travailleurs indépendants en France, définis selon trois critères : autonomie, relation contractuelle de court terme passée avec un client, paiement à la tâche ou à la commande.

Selon cette enquête, 40 % réalisent un travail indépendant de manière occasionnelle, et ce, en plus d'un salaire. C'est loin d'être le cas des indépendants de la Freelance Fair !

FREELANCE UNITED

« Pour nous, le mot freelance ne "recoupe" pas les indépendants du passé, comme les agriculteurs ou les professions libérales. Le nouveau freelance n'a pas forcément de fonds de commerce ou de licence. C'est quelqu'un qui vend directement une prestation, et ce, sans engager quelqu'un d'autre », explique Laëtitia Vitaud, enseignante à Sciences Po. Cette spécialiste du travail a collaboré à une étude réalisée en janvier par la plateforme Hopwork sur les 830 000 freelances recensés en France, dont 60 % vendent leurs services aux entreprises, souvent dans les activités liées au digital (2). Un chiffre en croissance de 11,5 % par an.

« Quand on a lancé Hopwork et qu'on a demandé aux freelances ce qu'ils attendaient, ils nous ont d'abord répondu qu'ils souhaitent des clients, puis être payés », précise Vincent Huguet, cofondateur de Hopwork, qui propose des profils de freelances, évalués et référencés, mais ne publie pas d'appels d'offres de clients pour éviter la mise en concurrence et la baisse des prix. Afin d'éviter les impayés et les délais trop longs, Hopwork demande au client de s'acquitter du montant dû dès le début de la prestation, bloque ensuite l'argent, puis le reverse au freelance une fois la mission accomplie. La plateforme gère également la facturation et protège juridiquement les missions grâce à un partenariat avec Axa.

De son côté, la start-up Wemind – qui teste encore ses solutions en version bêta mais rassemble déjà 11 000 freelances – propose une mutuelle à un prix négocié, l'accès à un comité d'entreprise et une garantie loyer impayé. « Nous voulons qu'un freelance ait la même couverture santé qu'un salarié, au même prix ; pour cela, être une communauté nous donne une vraie force de négociation », explique Hind Elidrissi, co-

fondatrice de Wemind. Isolés, les freelances ont besoin de cette force du collectif. Que peut faire une femme enceinte discriminée sur une mission ou un graphiste harcelé par un client ? « Dans ces situations, sans organisation collective, on est désemparé », souligne Noémie de Grenier, cofondatrice de la coopérative Coopaname qui rassemble plus de 800 freelances. En faisant partie d'un collectif et en partageant ses galères, on trouve déjà des solutions. Mais, à terme, il faudra négocier des droits rattachés au travail et pas au statut salarial. »

Wemind, comme d'autres, répond à des besoins pressants en comblant le manque de reconnaissance des freelances par la société et les lacunes des statuts juridiques en la matière. Une première étape que vient aussi de franchir la CFDT en lançant Union, une plateforme qui propose aux freelances une assurance responsabilité professionnelle et gère les bons de commande, devis et facturation. Mais Wemind, tout comme l'acteur historique de l'action collective, sait qu'il faudra aller plus loin en portant les revendications des freelances devant les pouvoirs publics. « Il faut rattacher les droits aux personnes et non plus aux statuts », estime Olivier Lelong, secrétaire fédéral de la CFDT. Nous proposons aux freelances de venir nous voir, de réfléchir à leurs besoins et de voir ensuite comment on peut porter cette voix ensemble. » Reste à savoir si les politiques seront réceptifs. Aux États-Unis, la Freelancers Union, moins syndicat qu'entreprise de services pour freelances, a joué un rôle clé dans l'adoption en octobre dernier par la ville de New York de la première loi américaine de protection des travailleurs indépendants (Freelance Isn't Free Act). Le travailleur de demain, plus libre et mieux protégé ? ●

(1) Cf. « Independent work: Choice, necessity and the gig economy » (« Le travail indépendant : choix, nécessité et économie des petits boulots »), cabinet McKinsey, octobre 2016.

(2) Selon les données d'Eurostat.



© Eric van den Broek

LES FREELANCES

90 % le sont par choix.

75 % en sont fiers.

70 % déclarent gagner autant, voire davantage que lorsqu'ils étaient salariés.

88 % pensent que leur entourage est inquiet pour eux.

(source : Hopwork, 2017)



CHRISTIAN THUDEROZ

COMMENT RENDRE UN COLLECTIF INTELLIGENT ?

« Ensemble, nous sommes plus créatifs et performants » : tel est le credo qui favorise aujourd'hui la démocratisation des techniques dites d'« intelligence collective ». Pourquoi et comment ?

Le sociologue Christian Thuderoz, qui signe *Décider à plusieurs*, détaille les conditions propices à l'art de penser en groupe.

Philippe Nassif, septembre 2017 **philosophie**

L

es entreprises misent actuellement beaucoup sur l'idée d'« intelligence collective ». Est-ce un effet de mode ou une tendance consistante ?

Plutôt une tendance de fond, qui s'explique par la convergence de deux phénomènes. Premier phénomène, un mouvement d'autonomisation : les individus ne se pensent plus comme des éléments insécables d'un tout social, mais comme des sujets, soucieux de s'épanouir librement, sans qu'une place et un destin leur soient assignés – ce qui n'est pas sans poser de problèmes aux entreprises. Second phénomène, une recherche de rationalisation des processus productifs, permise par les technologies numériques : la concurrence est rude, et chaque entreprise se doit de se différencier en proposant sans cesse, et toujours plus rapidement, de nouveaux produits ou de nouvelles fonctionnalités. D'où la prolifération de ces techniques d'invention de solutions, de résolution de problèmes ou de délibération collective.

Pourtant, on constate souvent qu'un groupe peut produire un résultat inférieur aux intelligences individuelles...

Oui, et plusieurs difficultés s'addi-

tionnent. En réunion, les individus ont souvent tendance à s'écouter parler, à faire des apartés, à se couper la parole. Leur hétérogénéité – en termes d'intérêts, de valeurs et de représentations du monde – rend difficile un diagnostic partagé. La formation du jugement peut être entachée de biais cognitifs ou contrariée par des informations oubliées, ou non collectées. Enfin, le mécanisme décisionnel lui-même est souvent rudimentaire. Cela fait beaucoup ! D'où le recours à de nouvelles postures et méthodes pour tenter de parer à ces problèmes.

En ce qui concerne la posture, n'est-il pas utile de faire intervenir un animateur pour mieux pallier ces difficultés ?

La présence de ce que l'on appelle parfois un « facilitateur », garant neutre du bon déroulement du processus délibératif, est en effet une condition nécessaire pour hausser la qualité de la réunion, et donc des décisions. Il s'agit là d'une activité qui requiert des compétences propres. Parmi elles : savoir doser rigueur et bienveillance, savoir privilégier, selon les situations, le juste – par l'exemple, l'équité des prises de parole – ou le bien – accorder la parole plus longuement à celles et ceux qui font avancer les débats, ou

encore savoir faire taire les bavards ou le leader, pour qu'ils n'influencent pas les autres !

Certaines techniques commentées dans votre ouvrage sont à la fois peu connues et généralisables à nombre de situations...

La technique de l'« avocat du diable » me semble essentielle pour éviter qu'un groupe se contente de la première solution jugée satisfaisante. L'un des participants va jouer un rôle, celui d'inquisiteur : il sera chargé de questionner les options trop vite adoptées, de défendre un point de vue contraire à la majorité pour éprouver la solidité de ses arguments, ou de plaider en faveur d'options trop vite délaissées.

La procédure du « second accord » est également intéressante...

Oui, il s'agit là de relancer un tour de table une fois un accord acquis. Cela permet d'éviter un « consensus apparent » – qui camoufle souvent, la vérification n'ayant pas eu lieu, un désaccord persistant. Cela hausse aussi la qualité de la décision en donnant la parole aux taiseux, afin d'éviter que le premier accord ne reflète que la capacité de certains à imposer leur opinion. ●



PLATEFORME MILITANTE NEEDELPE VEUT UN «JOBING» RESPONSABLE

La start-up a développé une assurance pour ses travailleurs et milite pour une meilleure couverture sociale des indépendants. Elle entend s'affirmer comme une alternative aux géants américains du « jobbing ». **Côme Bastin, février 2017**

« | imaginez-vous que les coursiers qui livrent des repas à vélo sur Take Eat Easy ne sont pas assurés en cas d'accident

sur la route », s'insurge Guillaume de Kergariou, fondateur de Needelp, une plateforme de « jobbing » (petits boulots). Avec Maif, il a développé une assurance qui couvre les dommages matériels et corporels de ses 25 000 jobbers, dont une bonne partie propose ses services dans le domaine des travaux domestiques. « C'est l'assurance la plus complète jamais développée pour ce type de plateforme », affirme le fondateur.

Pour la plupart des jobbers, Needelp est un complément de revenu. Pour autant l'équipe tient à les accompagner. « On leur fait passer un petit entretien et on modère les échanges sur la plateforme pour s'assurer qu'ils sont mis en relation avec des clients sérieux », explique Guillaume de Kergariou. L'équipe les conseille aussi sur le meilleur statut à choisir pour déclarer leur activité : auto-entrepreneuriat, chèque emploi service, SAS... Car pour certains, Needelp est un moyen d'assurer la transition d'un régime salarié à un travail 100 %

freelance. « On réfléchit à des solutions de mutuelles complémentaires dédiées à ces travailleurs. »

SYNDICAT DES JOBBERS

Pour l'heure, le fondateur de Needelp affirme militer auprès des pouvoirs publics pour que les choses bougent pour les travailleurs indépendants. Sa solution ? Favoriser un système de cotisations sociales attaché à l'individu et non plus à l'employeur, dans la direction du compte personnel d'activité. « On agit un peu comme un syndicat pour les jobbers. On a rencontré Laurent Grandguillaume, à l'origine de la loi sur les VTC, pour lui faire remonter tout cela. »

Needelp a levé le mois dernier 1,5 million auprès de la Maif. Objectif : devenir la plateforme de jobbing de référence en Europe et aller plus vite que les acteurs américains. « Un actif sur deux est déjà freelance aux Etats-Unis, rappelle Guillaume de Kergariou. La France a l'opportunité de proposer une réflexion et des solutions pour travailler plus librement sans perdre ses droits sociaux. » ●

LIVREURS EN COLÈRE



ILS VEULENT DÉFIER DELIVEROO

La coopérative CoopCycle développe un logiciel alternatif aux géants de la livraison de nourriture à domicile. Entretien avec Alexandre Segura, fondateur. Samuel Roumeau, octobre 2017

CONSO COLLABORATIVE

Qu'est-ce qui vous a poussé à lancer votre coopérative de livreurs ?

Devenir livreur à vélo était au départ une alternative agréable, en complément de revenu. Aujourd'hui, c'est complètement différent. Ce sont des jeunes de 20-30 ans qui en font leur source de revenu principale. Et c'est là qu'un rapport de subordination se met en place. Deliveroo et les autres peuvent décider unilatéralement des conditions de rémunération de ces auto-entrepreneurs.

Comment contribuer à l'émergence d'un modèle plus juste ?

Tout d'abord, nous devons réussir à convaincre les restaurateurs de la viabilité du projet. Ensuite, les livreurs devront accepter d'être peut-être moins payés, en contrepartie d'une meilleure protection sociale. Enfin, nous devons éduquer les consommateurs qui auront à payer 2 à 3 euros plus cher leurs courses. Comme toujours avec l'économie numérique, il faudra atteindre une masse critique d'utilisateurs pour devenir une alternative.

Quel est votre objectif ?

Dans trois à cinq ans, si l'on arrive à proposer un service équivalent à Deliveroo dans une grande ville, ce sera une belle réussite ! Il faut bien comprendre que CoopCycle ne fournit que le logiciel permettant d'enregistrer et de répartir intelligemment les commandes de plats entre les coursiers. Notre objectif, c'est que les gens se l'approprient et créent leur propre coopératives de livraison de repas. L'idéal serait d'avoir une seule coopérative au niveau national, dont tous les livreurs seraient sociétaires. ●

ORIENTATION

DES MOOCS POUR TROUVER SA VOIE

France université numérique aide les lycéens à se lancer dans la bonne filière.

Adèle Bertier, mars 2017



© SIPA

S

uis-je fait pour le droit ? La psychologie à la fac, c'est quoi exactement ? Est-ce que je vais faire des maths en Staps (fac de sport) ? Depuis jan-

vier, la plateforme France université numérique (Fun) tente d'éclairer les élèves en recherche de la meilleure filière pour leur avenir grâce aux Moocs (*massive open online courses*) d'orientation. Ceux qui envisagent de se lancer en Staps visionnent de courtes vidéos où témoignent des étudiants ou des professionnels. Ils répondent également à des quiz, tout au long de la formation, pour vérifier qu'ils ont bien assimilé les prérequis. Ces formations à distance concernent « des cursus où les étudiants se retrouvent en difficulté parce qu'ils se sont engagés dans la

mauvaise voie », indique Catherine Mongenet, directrice de Fun. « Chaque année, le tirage au sort pour les Staps laisse sur le carreau des bons élèves alors que d'autres sont pris mais se rendent compte qu'ils ne sont pas faits pour ça », illustre Johann Rage, animateur du Mooc sur les Staps.

DU CONTACT HUMAIN

Aucune chance, cependant, que les Moocs remplacent les conseillers d'orientation car « le contact humain est indispensable », s'accordent à dire profs et conseillers. « Le Mooc des Staps casse des idées reçues en disant qu'il ne suffit pas d'aimer le sport pour se lancer dans cette filière, explique Johann Rage. Un conseiller d'orientation va, quant à lui, cerner la personnalité du lycéen et l'aiguiller vers d'autres filières. » Françoise Taboga,

directrice du Centre d'information et d'orientation de Perpignan sud, met en valeur le rôle de « psychologue » du conseiller. « Il y a un vrai travail à faire avec le jeune quand il n'arrive pas à s'intégrer en milieu scolaire et ne sait pas quoi faire de son avenir. On ne trouve pas ça tout cuit sur une plateforme. »

La conseillère est pourtant très favorable à ces nouvelles ressources qui peuvent servir de supports en entretien. « Plus l'élève a d'informations pour le guider dans son choix d'orientation, mieux c'est. » Vu le succès rencontré (58 380 inscriptions en 2016 sur les Moocs psychologie, Staps, IUT et droit), Fun renouvellera l'expérience l'année prochaine avec une formation supplémentaire, coordonnée par l'École polytechnique intitulée « Mathématiques : préparation à l'entrée dans l'enseignement supérieur ». ●

MICRO-ÉDUCATION
PARTAGER TOUS LES
SAVOIRS DU MONDE

Apprendre et enseigner : c'est la traduction du mot hindi « Sikana ». C'est aussi le leitmotiv de Sikana.tv, une plateforme vidéo de « micro éducation » lancée en 2012 par Gregory Filipo après un voyage dans les pays du Sud. « Notre objectif est de permettre aux individus de mieux agir localement et de changer leur monde, avec une approche à mi-chemin entre les vidéos inspirantes de TED et l'ambition encyclopédique de Wikipédia », explique le fondateur.

Le projet a beau être discret il n'en est pas moins ambitieux. Des milliers de petites vidéos ont déjà été produites par Sikana.tv et sa communauté, sur des thèmes aussi di-

vers qu'apprendre à nager le crawl, coudre un vêtement ou réaliser un générateur photovoltaïque. Traduite dans plusieurs langues, chaque vidéo est réalisée en interne, dans les studios de 1000 m² de Saint-Denis (93), ou dans les antennes internationales de la plateforme, Inde et Brésil en tête. Une cinquantaine de personnes planchent sur le projet, après 5 ans d'existence. Quelque 20 millions de vidéos ont été visionnées, en moyenne 50 000 fois chacune. Grégory et son équipe souhaitent aujourd'hui aller plus loin. « Avoir des vues sur internet, c'est bien. Mais ce qu'on souhaite c'est pouvoir évaluer l'impact de nos vidéos sur le terrain ». ●

Côme Bastin, janvier 2017

© SIPA

VIEMONJOB.COM

TESTEZ AVANT DE TOUT PLAQUER

Vous rêvez de changer de vie et de monter un food truck (camion-restaurant) ? Avant d'annoncer votre démission, faites un tour sur le site Viemonjob.com. Lancée en février 2016 par Céline Rocquet et Tiphane de Malherbe, la plateforme propose à chacun-e d'entre nous de tester un job pendant une semaine. **Sarah Dumont, juillet 2017 Causette**

« **E**n occupant un poste durant sept jours, on a le temps de découvrir ses différentes facettes et d'avoir une vision globale du métier », explique Tiphane de Malherbe,

qui est passée par là. En mai 2015, la jeune maman de deux enfants âgées de 3 et 5 ans, en congé parental, envisage de devenir fleuriste. Une copine de son quartier, qui tient sa propre boutique, accepte de l'accueillir la semaine de la fête des Mères et de lui faire vivre son quotidien. Petit matin à Rungis, préparation des bouquets, vente, fermeture tardive... Si elle a adoré l'expérience, Tiphane a vite conclu que cette profession n'était pas faite pour elle. « C'est un métier très "humide" et physique », concède-t-elle. De cette aventure est née l'idée du site. « Sans convention de stage, il est difficile pour un adulte d'intégrer une entreprise, à moins de compter sur son réseau », souligne-t-elle. Tiphane parle de son idée à sa copine Céline Rocquet au cours d'un footing matinal. « Dès notre retour, on planchait dessus », se rappellent-elles. Sept mois plus tard, Viemonjob voit le jour.

À l'heure actuelle, cent vingt professions y sont référencées, mais le duo de choc s'adapte à tous types de demandes. La semaine d'immersion revient entre 200 et 500 euros au « testeur ». « Faire payer ce service permet d'avoir des personnes réellement motivées et leur garantit qu'elles ne seront pas là pour préparer des cafés », explique Céline. En contrepartie, le professionnel s'engage à partager un maximum d'informations et de moments clés du métier avec son hôte. La majorité d'entre eux sont des passionnés qui ont eux-mêmes vécu une reconversion et souhaitent avant tout transmettre leur passion. La plupart reversent d'ailleurs leur commission à des associations ou à des



“SANS CONVENTION DE STAGE, IL EST DIFFICILE POUR UN ADULTE D'INTÉGRER UNE ENTREPRISE, À MOINS DE COMPTER SUR SON RÉSEAU.”

œuvres caritatives. Certains profitent de ces échanges pour repérer des futurs talents ou trouver un repreneur à l'approche de la retraite. Les métiers les plus demandés ? Ceux qui font fantasmer (fleuriste, décorateur d'intérieur, métiers de bouche et artisanaux...), et ceux qui garantissent un job à la clé (hôtellerie, sécurité...). Hervé, comptable parisien, a ainsi ouvert un food truck en Polynésie. Un couple qui a testé le métier de directeur d'hôtel envisage de se lancer au Vietnam... Si, au départ, Céline et Tiphane faisaient appel à leur réseau, elles reçoivent de plus en plus de demandes d'accueillants. Leur objectif pour 2017 : augmenter le nombre d'offres, et lever des fonds pour pouvoir embaucher et se payer. Tenté(e) par leur vie de startuppeuse ? N'hésitez pas. Leur job est aussi à la carte des offres d'immersion. ●

BIO EXPRESS

1979

Naissance de Tiphane

2002

Céline intègre LVMH comme chargée de communication scientifique

2005

Tiphane est nommée chargée de communication pour l'association Le Prix des incorruptibles

2010

Naissance de leur premier enfant respectif

2010

Céline se lance comme consultante freelance en innovation responsable

2013

Céline et Tiphane se rencontrent à l'école maternelle de leurs deux aînés

2015

Premières discussions autour du projet

2016

Lancement du site Viemonjob.com

RECHERCHE

LE PARTICIPATIF ÉTALE SA SCIENCE

De plus en plus de citoyens aident les scientifiques grâce à leurs observations sur la faune et la flore. **Adèle Bertier, mai 2017**

Dans un parc de Saint-Ouen l'Aumône (95), Stéphane Chanel observe les oiseaux le temps de sa pause déjeuner. « *Le nombre d'applications pour les sciences participatives explose ces derniers temps* », remarque-t-il en ouvrant NaturaList, son application fétiche. Il y répertorie toutes les espèces qu'il croise et contribue ainsi à enrichir une grande base de données utile aux scientifiques pour observer l'évolution des espèces. « *J'ai l'impression d'être utile quand j'envoie mes observations* », explique Stéphane Chanel, qui est aussi bénévole à la Ligue de protection des oiseaux (LPO). L'association organise depuis dix ans des programmes de sciences participatives. Ornithologues amateurs, retraités, familles... Les publics qui y adhèrent sont très variés. « *L'année dernière, 55 000 personnes ont participé de manière active à des programmes de sciences participatives en France* », explique Marjorie Poitevin, coordinatrice du projet « Oiseaux des jardins » à la LPO. Et la tendance semble avoir de l'avenir. Selon un sondage Ipsos effectué l'année dernière,

66 % des Français sont prêts à participer à un projet de recherche scientifique en collectant des informations sur l'environnement.

UNE RESSOURCE INESTIMABLE

Une bonne nouvelle pour les professionnels. « *On ne dispose pas d'assez de chercheurs pour couvrir 1500 km de côtes françaises. On a besoin de tous ces participants* », analyse Laurent Debas, responsable du programme BioLit. Objectif : inciter les gens à observer le littoral fran-

çais et les espèces qui le peuplent. Les scientifiques analysent ainsi l'impact du changement climatique sur ces espèces et gardent un œil sur les plus envahissantes. Malgré la diversité des programmes participatifs, l'Hexagone fait encore figure de petit joueur comparé au Royaume-Uni. La nation organise chaque dernier week-end de janvier un comptage des oiseaux, sur le même principe que le projet mené tous les ans par la LPO. L'année dernière, 200 000 oiseaux ont été observés en France, contre 8 millions outre-Manche. « *Et ce n'est pas parce qu'il y a plus d'oiseaux là-bas* », lance Marjorie Poitevin. Cherchez l'erreur. ●

Des outils pour la connaissance



L'herbier collaboratif

Sur les herbonautes (lesherbonautes.mnhn.fr), participez à la création d'une base de données qui répertorie les millions de photos des plantes de l'herbier du musée d'Histoire naturelle de Paris.



Traquer les pollinisateurs

Spipoll (www.spipoll.fr) est une banque d'images d'insectes pollinisateurs. L'utilisateur photographie l'insecte et identifie chaque espèce. Objectif : permettre aux spécialistes d'analyser les réseaux de ce type d'insectes en France.



Le Shazam des plantes

L'application mobile **Pl@ntNet**, disponible sur iOS et Android, aide à authentifier la plante que l'utilisateur photographie. La banque d'images, soumise aux corrections de tous les contributeurs, fait le bonheur des botanistes professionnels.

POINT DE VUE



« Les
projets vont
s'intensifier »

Interview de François Houllier,
auteur d'un rapport
gouvernemental sur les sciences
participatives.

**Comment les participants
peuvent-ils voir si leur contri-
bution compte ?**

Grâce à leur implication, les scientifiques font des avancées majeures. Par exemple, la Nasa tente actuellement de détecter une 9^e planète dans le système solaire. Il y a également le serious game Foldit, qui a permis de déterminer la structure de protéines liées à la transmission du VIH. Même chose avec le projet Citicks qui sera lancé cet automne et fera avancer les scientifiques sur la maladie de Lyme grâce aux observations des gens sur les tiques.

**N'y a-t-il pas un risque que
les données collectées soient
peu qualitatives ?**

Pour prévenir cela, il faut former les gens. Organiser des rencontres physiques des participants avec les associations locales, expliquer la méthodologie de travail, etc. Tout cela permet de récolter de bonnes données et de maintenir l'engouement des citoyens dont la motivation peut s'essouffler face au temps long de la science.

**Comment voyez-vous l'évolu-
tion des sciences participatives
à l'avenir ?**

Elles vont s'intensifier. Certains projets apportent des connaissances nouvelles, d'autres sont plus une manière de sensibiliser les citoyens à la culture scientifique. Il faut juste accepter la diversité des projets. 

RECUEIL DE DONNÉES

ENSEMBLE CONTRE LES TIQUES

Une application permettra bientôt aux promeneurs de signaler la présence de ces acariens ou des cas de morsure. Rencontre avec Jean-François Cosson, l'un des coordinateurs du projet.
Sylvie Riou-Milliot, juin 2017 

Promenons-nous dans les bois et les jardins pendant que les tiques y sont... mais avec notre smartphone. Cela permettra en effet à ceux qui auront été mordus par cet acarien parasite tant redouté d'indiquer avec précision où et quand. Voilà ce que propose le projet Citicks (Citoyens et tiques). Démarré en 2016 et coordonné par deux chercheurs de l'Inra, Jean-François Cosson et Pascale Frey-Klett, il s'agit d'une expérience originale de science participative concrétisée par une application téléchargeable gratuitement.

« Tout est parti d'un double constat, explique Jean-François Cosson. D'une part, un climat tendu et polémique entre malades et médecins, d'autre part, un manque de connaissances sur l'écologie des maladies transmises par les tiques. »

Ainsi peut-on se faire piquer en hiver ou en été alors qu'il est admis que les périodes propices sont le printemps et l'automne ? Les tiques sont-elles plus actives à des moments particuliers de la journée où dans des lieux spécifiques ? Autant de questions auxquelles les chercheurs ne savent pas encore répondre. « Nous ne disposons pas de 10 000 étudiants à envoyer en forêt », explique le chercheur. C'est pourquoi les scientifiques ont décidé de travailler autrement. Dans un premier temps, ils ont fait appel à l'imagination et à la créativité d'une vingtaine de personnes (chercheurs, patients, médecins, membres d'associations et d'agences gouvernementales, curieux...). Tous ont réfléchi à ce qu'ils attendaient d'une application idéale. En s'inspirant de modèles récents déjà présents dans les pays voisins, comme en Suisse où l'application a été téléchargée 40 000 fois en 18 mois.

Les Français se piqueront-ils eux aussi pour les tiques, comme ils l'ont fait pour les papillons ou le moustique-tigre dans le passé ? Sans doute si le projet parvient, par exemple, à se doter de « kits à tiques », permettant l'envoi aux laboratoires des spécimens une fois retirés en vue d'analyses bactériologiques. Avant le lancement de cette collecte, qui serait une première en France, les chercheurs proposeront dès la fin de l'année à des volontaires de construire le projet scientifique par le biais de stages de recherche. « Nous avons proposé de doter le projet d'un QG, un lieu pour des échanges, dans un laboratoire du réseau "Tous Chercheurs", près de Nancy », détaille Jean-François Cosson. Objectif : une plongée dans la réalité de la recherche pour comprendre la démarche scientifique. ●



© Julie Balagué



SHERLOCK POMMES

TOUT SAVOIR SUR LA VIE DES PLANTES

Rencontre avec Daniel Mathieu, président de l'association Tela Botanica, qui propose une grande variété d'outils collaboratifs d'identification et de recensement des plantes. **Loïc Chauveau, mai 2017** 

S

avoir nommer les végétaux. Connaître leurs milieux. Vérifier leurs dates de floraison. Les amateurs de botanique se multiplient, et ont rendez-vous sur internet. Tela Botanica fédère tous ces passionnés pour mieux appréhender les évolutions du monde végétal. Encyclopédie en ligne, application de reconnaissance sur téléphone mobile (le fameux PlantNet) et aujourd'hui un Mooc d'initiation à la botanique:

les outils se multiplient pour 37 000 amateurs plus ou moins éclairés. « *Tela Botanica a été créé par des associations comme la Garance voyageuse ou la Société botanique de France, avec déjà dans son ADN les composantes des sciences participatives, collaboratives ou citoyennes* », précise Daniel Mathieu, son président.

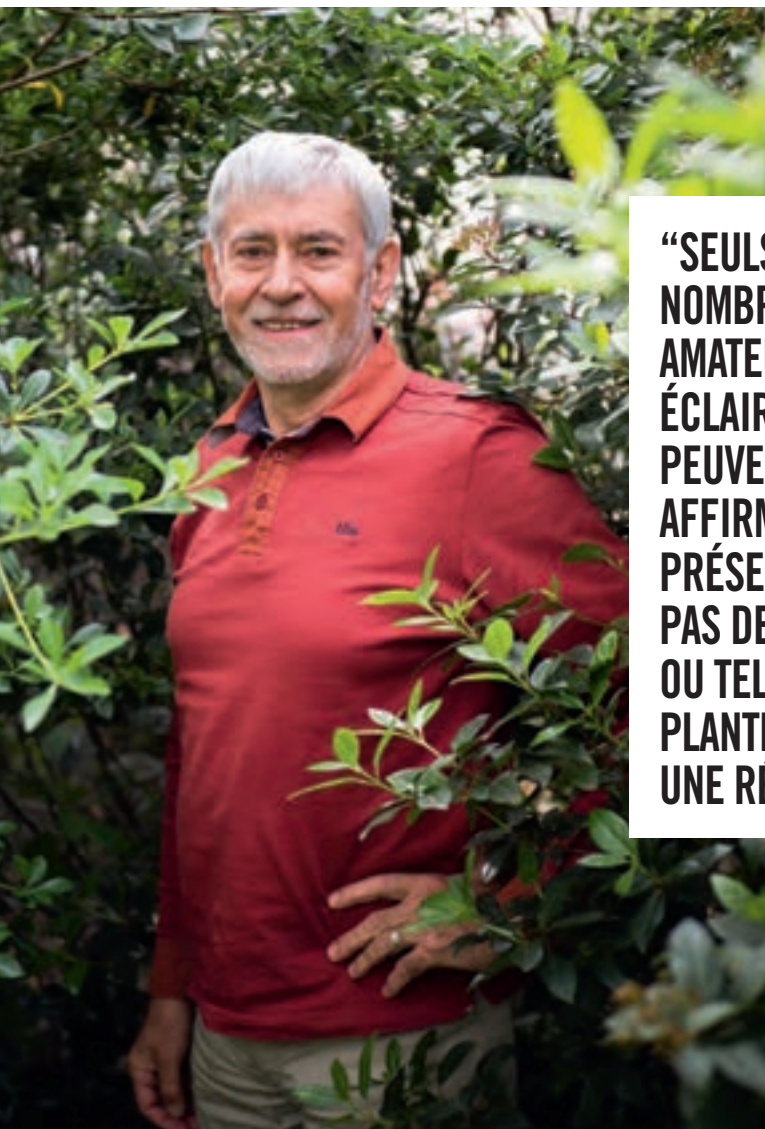
Dès l'origine, en 1999, elle se définit comme un réseau de collecte et de diffusion d'informations sur les plantes. Elle se retrouve ainsi chargée de la mise à jour de l'index des plantes de France, en partenariat avec le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et les Conservatoires botaniques nationaux. « *Les chercheurs sont trop rares pour couvrir le territoire français. Seuls de nombreux amateurs éclairés peuvent affirmer la présence ou pas de telle ou telle plante dans une région* », poursuit Daniel Mathieu.

Il s'agit d'un réseau ouvert : pas de frais d'inscription, pas d'exigence de niveau scientifique, peu de renseignements personnels à fournir. La moitié des adhérents de Tela Botanica sont ainsi des amateurs « purs », sans aucune formation botanique. On y trouve des retraités, certes, mais aussi beaucoup de classes de primaire et de secondaire. Au fil du temps, les relations entre scientifiques et amateurs se sont organisées. Gilles Boeuf, l'ancien président du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), distingue ainsi trois situations types : les programmes de science participative, où ce sont les scientifiques qui sollicitent les observateurs ; les démarches de science citoyenne, sans véritable but de recherche mais destinées à diffuser l'envie de connaissance ; enfin, les projets collaboratifs, où se noue un véritable partenariat entre la recherche et les citoyens.

L'observatoire des saisons où les spécialistes de la phénologie du CNRS sollicitent les particuliers pour que ceux-ci leur signalent l'arrivée du prin-

temps ou la chute des feuilles est ainsi un exemple de science participative (*lire S. et A. n° 831, mai 2016*). Et il s'agit bien de collaboration quand 3 000 observateurs collectent 420 000 données pour éditer une cartographie fiable des orchidées de France. Le programme « Sauvages dans ma rue » incite lui les citoyens à rechercher et nommer les plantes qui poussent en ville. Tela Botanica fait croître ainsi de nouvelles branches tout en renforçant ses racines. ●

“SEULS DE NOMBREUX AMATEURS ÉCLAIRÉS PEUVENT AFFIRMER LA PRÉSENCE OU PAS DE TELLE OU TELLE PLANTE DANS UNE RÉGION.”



© Arnold Jeroki



© Bernard Martinez

ENTER THE COGLAB

LE CERVEAU EN OPEN SOURCE

Rencontre avec Romain Rouyer, créateur d'un véritable laboratoire collaboratif sur les sciences cognitives. Une nouvelle façon, dans le partage, d'envisager cette discipline qu'il affectionne particulièrement. **Stéphane Desmichelle, septembre 2017** 

Passionné. C'est le moins que l'on puisse dire de Romain Rouyer, Nancéen de 28 ans, fondateur du CogLab, un laboratoire communautaire dédié aux sciences cognitives. Sa passion : la diffusion des connaissances dans cette discipline qui s'intéresse à l'étude de la pensée, qu'elle soit réelle (humaine, animale) ou artificielle. Après son diplôme en ingénierie des interfaces et ergonomie cognitive, c'est lors d'un stage dans une start-up à La Poudrière, un espace de coworking lorrain, que se fait le déclic. Romain découvre les fab labs mais aussi les bibliothèques... « J'ai été séduit par ces espaces centrés sur le partage et la plu-

ridisciplinarité », se souvient-il. Il s'y montera d'ailleurs un réseau professionnel de qualité. C'est avec un projet en tête que le jeune diplômé lorrain débarque à La Paillasse à Paris : le CogLab. L'objectif est de s'approprier la culture des fab labs pour étudier les sciences cognitives.

En 2013, le réseau naît, les connexions grandissent : organisation de rencontres, d'ateliers, développement de projets. Sur le site internet de CogLab titré « *Explorons ensemble les sciences cognitives* », toutes les connaissances sont partagées gratuitement. L'hyperractif Romain, qui y travaille de façon bénévole, est par ailleurs *creative technologist* à plein temps dans une agence. Rapidement, des étudiants, des doctorants, de jeunes chercheurs, des entre-

NeuroTechX, un réseau international



À Montréal, un adepte du CogLab a également créé en 2015 un réseau : NeuroTechX. Même objectif de faire mieux connaître les sciences cognitives, à l'international. Sachant que chaque pays constitue un « chapitre » avec sa thématique propre. À San Francisco, le réseau développe ainsi un logiciel en ligne pour analyser tous les signaux EEG de volontaires en direct, ces données pouvant permettre de comprendre le fonctionnement du cerveau de façon encore plus approfondie. Autre ambition de NeuroTechX, créer avec des universités une plateforme documentée partagée, une sorte de Wikipédia des sciences cognitives à l'international.

preneurs ou de simples curieux sont attirés par cette organisation inédite. Deux projets sont en cours. Le premier a été lancé en 2015 par un étudiant en sécurité informatique, un jeune chercheur en neurosciences et un entrepreneur. Il s'agit de développer un logiciel de neurofeedback *via* un casque électroencéphalographe (EEG) qui mesure l'activité électrique du cerveau. Le but est de modifier son état cérébral, par exemple en améliorant sa concentration. Le deuxième est une expérience en réalité virtuelle qui permet de réaliser ce que vivent des personnes atteintes de troubles du spectre autistique. En outre, un troisième va voir le jour, alliant électroencéphalographie, intelligence artificielle et domotique. Objectif ? Contrôler les objets connectés de la maison par la pensée. Et le CogLab fait déjà des petits : émergent aujourd'hui le CogLab Lyon et, à Bordeaux, le MindLab, auquel participent des chercheurs de l'Inria. Spécialiste du cerveau, Romain s'y connaît en réseaux. ●

YES WE CAN

FABRIQUER SES PROPRES OBJETS CHEZ L'ARTISAN

Misant sur l'engouement pour le faire soi-même, la plateforme Wecandoo permet de passer les portes d'un atelier et de repartir avec un produit fini. Plus d'une cinquantaine d'expériences sont proposées entre Paris et Lyon. **Côme Bastin, octobre 2017**

CONSO
COLLABORATIVE

Assembler sa propre cuvée de vin, fabriquer son set à café, créer son terrarium... Voici quelques-unes des expériences que propose le site Wecandoo, plateforme dont l'objectif est de rapprocher grand public et artisans. Moyen-



© Wecandoo

nant une participation financière, elle permet de passer les portes de l'atelier pour apprendre un savoir-faire, au contact d'un professionnel, et ressortir avec un produit fini. « *La tête est de plus en plus sollicitée dans le travail, mais les gens veulent continuer à se servir de leurs mains* », explique Édouard Eyglunent, cofondateur.

Lui et ses deux associés sont d'ailleurs issus d'école de commerce. « *Depuis tout petit, j'ai été baigné dans l'artisanat et j'ai voulu monter un projet qui soit lié à ce domaine* », ajoute Édouard, qui confesse avoir lu *La révolte des premiers de la classe*. Dans ce livre, Jean-Laurent Cassely explique comment, après de grandes études, de plus en

plus de jeunes actifs se tournent vers l'artisanat.

« *Les artisans sont des chefs d'entreprise, ils veulent des clients. On a identifié pas mal d'obstacles comme la perception du prix et les canaux de distribution* », raconte le cofondateur. Lancée en février 2017, Wecandoo propose aujourd'hui plus de 50 expériences chez des artisans à Paris et à Lyon. La plupart des activités ont lieu dans un atelier ou au domicile du professionnel, certains dans un fablab lorsque l'artisan y travaille. « *Par contre, l'artisan est toujours présent en personne*, précise Édouard Eyglunent. *Plus encore qu'un produit fini, ce que l'on propose c'est vraiment une rencontre avec une personne.* »

GUIRE OU PLANCHE APÉRO

Côté prix, cela varie selon l'activité choisie : de 60 euros pour fabriquer une planche à apéro à 2 000 euros pour assembler sa propre guitare. Si les clients sont souvent des cadres moyens ou supérieurs, Édouard assure que tous types de personnes utilisent sa jeune plateforme. « *C'est évidemment plus cher que d'acheter dans le grand commerce, mais cela permet de faire de la pédagogie sur le travail unique des artisans*, juge-t-il. *Ainsi, le client comprend mieux le prix d'un objet.* » ●

OUBLIEZ XAVIER NIEL

L'ENTREPRENEUR DE DEMAIN SERA UN MAKER

Après avoir créé le makerspace ICI Montreuil, Nicolas Bard lance le premier incubateur du Made In France. Un an d'accélération business et de prototypage pour aider les entrepreneurs « makers » qui produisent en France, souvent délaissés au profit du numérique. **Côme Bastin, octobre 2017**

CONSO
COLLABORATIVE

Pourquoi lancer un incubateur dédié au Made In France ?

Nous voulons soutenir cette population oubliée des financeurs et des incubateurs que sont les artisans, les artistes et les designers. Ce sont des entrepreneurs individuels ou des TPE qui placent les savoir-faire manuels au cœur de

leur modèle économique, et qui ont besoin d'outils et de machines. Mais les villes les dégagent devant la pression foncière et les banques ne les financent pas. Aujourd'hui, si tu n'es pas entrepreneur numérique ou social, personne ne t'aide.

En quoi consistera l'incubation ?

On a décidé de s'associer avec un

incubateur crédible qui partage nos valeurs sociales et solidaires et pour qui le numérique est un moyen et pas une fin. Créatis accompagne depuis 5 ans les entrepreneurs culturels et les designers et est membre du groupe SOS. Il y aura 3 piliers dans l'incubation : accompagnement, pour passer de l'idée au business plan chez Créatis ;

MENUISERIE SOLIDAIRE ON SCIE MET?

Avec ses ateliers collaboratifs mêlant novices et bricoleurs chevronnés, l'association Extramuros met le bois à la portée de tous. **Lina Rhrissi, septembre 2017 NEON**



« A lors, c'est quoi ton projet ? » me lance Clément Hayer, le menuisier en chef, à mon arrivée dans le local de la rue de Ménilmontant, à Paris. Ça déborde de planches de bois et d'instruments mystérieux tandis qu'une dizaine de personnes discutent, transportent des rondins ou se concentrent sur leur travail. La menuiserie solidaire Extramuros, née en 2005, organise des chantiers éducatifs permettant à des jeunes en réinsertion de construire des équipements collectifs et durables. Et, depuis deux ans, chaque mercredi et quelques samedis par mois, elle ouvre ses portes à tous lors des ateliers Ménilibres.

On m'avait dit de venir avec une idée, du coup, j'ai pensé à un cendrier. Ça doit être facile à faire et ça plaira à mon coloc'. Mais Clément me fait redescendre : « Le bois va brû-

ler, c'est pas le meilleur matériau pour accueillir la cendre. » Pas bête... Ce débrouillard attrape une conserve de café vide. « Tiens, on va caler ça dans le bois pour faire ton cendrier. » C'est à moi de jouer. Clément coince le cylindre à l'aide d'une planche et d'un serre-joint, attrape la scie à métaux et me montre les bons gestes. Marie-Pierre fait partie de ceux qui viennent depuis les premiers jours. « Au début, je voulais faire un tabouret mais j'avais carrément peur de la scie, se souvient cette fonctionnaire territoriale de 55 ans. Maintenant c'est moi qui gère les ateliers du samedi. »

BOIS RÉCUPÉRÉ

Je n'en suis pas encore là. Je vais construire la structure de mon récipient à clopes à partir d'une planche qui ressemble à du cyprès. Le bois vient d'un centre de tri des déchets, récupérés à l'occasion de maraudes dans la rue ou grâce à des particuliers qui vident leur cave.

Après avoir tracé deux cercles au crayon en me servant de ma conserve, je me dirige vers la scie circulaire radiale. Toujours sous la houlette de Clément, j'active le mécanisme et scinde le bois. Je passe ensuite à une autre lame qui ressemble à un laser et demande beaucoup plus de précision. Les lunettes de protection m'évitent de me prendre de la sciure dans les yeux.

Il ne me reste plus qu'à rassembler le tout avec de la colle et à passer un coup de ponceuse. Le résultat n'est pas parfait mais il est fait maison et n'a rien coûté. Arthur, géomaticien de 27 ans est en train de parler de son nouveau projet de bureau : une table de ping-pong. Avec mon cendrier entre les mains, je prends ça comme un défi. Je vais être obligée de revenir me fabriquer un damier. ●

prototypage, pour passer de l'idée au premier exemplaire ou premier site internet chez ICI Montreuil ; enfin fabrication, qui se passera en résidence dans nos deux structures.

Quelle genre de start-up imaginez-vous accueillir ?

Nous sommes inspirés par plein de profils qui sont passés à ICI Montreuil ou chez Créatis. Par exemple WeCoEdit, une plateforme de financement participatif dédiée au design. Ou Faber.place qui permet de trouver un artisan. Iota, un atelier d'ébénisterie qui mélange artisanat et audiovisuel... On ne veut pas inclure du manuel dans le numérique mais bien numériser le manuel.



Peut-on assister à une renaissance du Made In France ?

Ce qui a forgé la réputation de la France dans le monde entier n'est pas le numérique ni l'entrepreneuriat social mais le savoir-faire manuel. C'est une bonne période pour produire en France, les Français sont sensibles à cela, les investisseurs et les pouvoirs publics commencent à s'y intéresser. Il y a des champions qui inspirent, comme le site Devialet (innovations dans le domaine du son) ou les créateurs de vêtements. À côté des Xavier Niel, un autre profil d'entrepreneurs arrive dans le « faire ». ●



4. RÉINVENTER LA SOLIDARITÉ

*Avec Amandine Barthélémy,
cofondatrice du collectif d'entrepreneurs sociaux Odyssem*

&

*Le collaboratif au service de l'innovation sociale
Des ponts entre générations
Des citoyens acteurs de changement*

AMANDINE BARTHÉLÉMY

SOCIAL ODYSSEE

Cofondatrice du collectifs d'entrepreneurs sociaux Odyssem, Amandine Barthélémy soutient avec ardeur le développement d'une économie dans laquelle l'argent ne serait plus une fin mais un moyen. Si l'économie sociale et solidaire gagne en notoriété, elle doit encore changer d'échelle, afin d'apporter des réponses durables aux problèmes de notre temps.

Propos recueillis par **Alexia Eychenne** / Photos : **Augustin Le Gall**



ous travaillez dans l'économie sociale et solidaire (ESS) depuis plus de dix ans. Comment

avez-vous vu ce secteur évoluer ? Où en est-il aujourd'hui ?

Quand j'ai commencé, l'ESS avait encore énormément besoin de pédagogie et de promotion auprès du public. Il fallait développer sa notoriété et la compréhension de ses modèles. Depuis, les initiatives se sont multipliées, ce qui aboutit à une meilleure connaissance. Les relais médiatiques se développent, des formations existent dans beaucoup d'universités et de grandes écoles. Le premier incubateur social a été créé à l'Essec il y a dix ans et il en existe aujourd'hui une quinzaine. Les personnes qui veulent monter une initiative savent mieux vers qui se tourner. Ce qui a aussi changé, c'est la capacité des acteurs à se fédérer. La création du Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves) est venue de l'idée que l'union fait la force. Les acteurs peuvent maintenant se concentrer sur l'approfondissement de leur

innovation et son changement d'échelle.

Uber et Airbnb se revendiquent de l'économie collaborative. Le terme n'a-t-il pas été galvaudé ?

C'est vrai qu'il y a une récupération, source de confusion. La frontière est pourtant claire si l'on se pose la question de la finalité. Uber et Airbnb utilisent le principe du partage à des fins lucratives et ne relèvent donc pas de l'ESS, contrairement à des initiatives de covoiturage portées par des citoyens qui se mettent en réseau. Ce qui n'empêche pas qu'ils mettent un coup de projecteur sur une économie où chacun de nous a un rôle beaucoup plus concret et où l'usage prime sur la possession des biens. Globalement, nous militons avec le Mouves pour faire connaître les critères qui définissent les initiatives sociales et solidaires : la finalité, qui est de répondre à un besoin social ; le rapport à l'argent, comme moyen et non comme fin, ce qui suppose de réinvestir la plupart des bénéfices ; et une logique de partage du pouvoir, d'entrée de la démocratie dans l'entreprise. Mais il y a encore du

Amandine Barthélémy

2002-2004

Diplômée de Sciences Po Paris et de l'Essec.

2010

Cofonde Odyssem, un collectif d'entrepreneurs sociaux.

2012

Chargée d'enseignement à Sciences Po où elle cofonde le cours « Entrepreneur social et innovation sociale ».

2013

Publie *L'économie qu'on aime ! Relocalisations, création d'emplois, croissance : de nouvelles solutions face à la crise*, avec Sophie Keller et Romain Slitine (Rue de l'Echiquier).

2014

Publie *Stratégie et financement des entreprises sociales et solidaires*, avec Sophie Keller et Romain Slitine (Rue de l'Echiquier).

travail à faire pour que cela soit compris par le grand public et reconnu comme le modèle d'avenir de notre économie.

ESS, économie collaborative... Il faut clarifier les termes ?

Je crois surtout qu'il faut arrêter les querelles de chapelle. Chaque mouvement essaye de promouvoir son appellation. Or, l'un des dangers qui guette le secteur, c'est la dispersion des énergies. On souffre d'être une galaxie qui n'est pas assez reliée en un système. Au moment de la préparation de la loi ESS, Benoît Hamon avait eu l'intelligence de fédérer les acteurs, de les faire dépasser les frontières de statut et d'étiquette. Concentrons-nous sur la question de savoir ce qui est innovant et utile. Ma conviction profonde, c'est qu'il faut promouvoir l'entrepreneuriat citoyen, la capacité de chacun à mettre en place une solution à un besoin social, qui pourra être déployée à grande échelle. Sans attendre que les entreprises ou l'État prennent l'initiative.

Si l'on compte sur chacun pour résoudre les problèmes sociaux, à quoi sert l'État ?

Son rôle évolue. Les pouvoirs

A woman with brown hair tied back, smiling, stands on a cobblestone street at night. She is wearing a teal coat with a dark teal collar and cuffs, and a row of large, ornate silver buttons down the front. The background shows a city street with buildings, a red fire hydrant, and a red fire truck. The lighting is warm, coming from streetlights and building lights.

**"QUAND J'AI
COMMENCÉ, L'ESS
AVAIT ENCORE
ÉNORMÉMENT
BESOIN DE
PÉDAGOGIE AUPRÈS
DU PUBLIC. DEPUIS,
LES INITIATIVES
SE SONT
MULTIPLIÉES."**

publics servent de catalyseur : ils posent un cadre qui permet le déploiement des initiatives et la coopération entre acteurs. Je le vois dans les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). Des PME, des acteurs sociaux, des entreprises et les pouvoirs publics travaillent ensemble pour définir l'intérêt général d'un territoire : relever le défi de l'emploi, de la santé, de la pauvreté, etc. Il n'y a plus une politique décidée d'en haut et des acteurs qui essaient de s'inscrire dedans, mais un co-portage des solutions. La puissance publique a aussi un devoir d'exemplarité. *Via* les achats, l'État peut orienter la commande publique vers des entreprises responsables, ce qui lui donne un pouvoir énorme d'accélération. C'est le sens du projet de Social Business Act, porté par le gouvernement. Enfin, il a pour tâche de généraliser ce qui a été défriché et qui marche. C'est le principe de l'opération « Territoires zéro chômeur de longue durée » : le monde associatif a lancé cette initiative en impliquant les élus, et les pouvoirs publics la relaient pour lui donner plus d'impact. Beaucoup d'innovations sociales se sont inventées en marge de la loi, qui est venue par la suite lui donner un cadre, dans le domaine de l'insertion par l'activité économique par exemple.

L'État ne risque pas de se défausser sur la société civile ?

Le risque existe, mais ce n'est pas ce que je ressens sur le terrain, dans les régions ou les départements. Je suis marquée de voir au contraire qu'une douzaine de laboratoires d'innovation publique voient le jour, comme le Lab Zéro, à Marseille, qui cherche des solutions pour une ville sans sans-abri. L'État et les collectivités restent les premiers financeurs des politiques sociales, mais ça n'empêche pas de repenser la répartition des rôles. On le voit avec les contrats à impact social : des

innovateurs proposent une solution, des financeurs avancent l'argent et l'État assume l'investissement si les résultats sont là.

Qu'est-ce qui manque pour que l'ESS ne reste pas cantonnée à une suite d'initiatives ?

La capacité à faire masse. L'éparpillement des acteurs pose problème. Il faut développer leur capacité à travailler en réseau, sans pour autant uniformiser les initiatives. Enercoop, le fournisseur d'énergie renouvelable, se demande par exemple comment respecter les spécificités des coopératives locales tout en apportant un appui national. Je travaille aussi sur « Start-up de territoire », une initiative qui vise à développer, grâce à l'implication des citoyens, des entreprises qui répondent aux besoins de sept zones pilotes, de Romans-sur-Isère (Drôme) à Figeac (Lot), en passant par Lille ou Marseille. Cette dynamique part du constat qu'aucun acteur aujourd'hui ne peut répondre seul aux problèmes sociaux. On pourrait se dire que ces territoires n'ont rien à voir les uns avec les autres, mais ils ont tout à gagner à travailler ensemble et à se transmettre des connaissances. D'ores et déjà, l'expérimentation a fait naître 35 projets et fédère 3 500 personnes. Il manque par ailleurs des financements. Ils sont concentrés sur la phase de création, il faut les diriger aussi vers le changement d'échelle. La France s'engage à fait bouger les lignes sur cette question. La fondation Bettencourt-Schueller financent aussi des étapes qui demandent des investissements (développement des ressources humaines, essaimage dans d'autres territoires, etc.) avec des tickets importants et un accompagnement. France Active est un financeur essentiel de ces phases-là. Mais c'est encore trop rare. Il y a également des alliances à imaginer entre les innovateurs et les grandes

"IL FAUT PROMOUVOIR L'ENTREPRENEURIAT CITOYEN : LA CAPACITÉ DE CHACUN À METTRE EN PLACE UNE SOLUTION À UN BESOIN, QUI POURRA ÊTRE DÉPLOYÉE À GRANDE ÉCHELLE."

entreprises qui se posent des questions de RSE. Elles existent, mais restent marginales.

Vous avez en tête un exemple de changement d'échelle réussi ?

C'est le cas de Vitamine T, un groupe d'entreprises d'insertion par l'activité économique du département du Nord, qui s'est positionné dès ses débuts sur les métiers du recyclage et de la restauration. Ils ont grandi à la fois par une croissance endogène, en développant leurs activités existantes, et par une alliance stratégique avec de grands acteurs. Vitamine T s'est par exemple rapproché de Coolrec France, leader dans la gestion des déchets pour créer Envie 2E Nord et se positionner sur le créneau du recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) et mettre en place un site ambitieux.

Beaucoup d'initiatives de l'économie solidaire, par exemple des projets d'aide aux migrants, émanent de particuliers qui s'organisent via les réseaux sociaux. Ce qui pose la question de leur pérennité...

Je pense que cette effervescence ne peut être que féconde. Elle permet à chacun de faire l'expérience du passage à l'action. Le numérique met en lien les énergies et décuple leur potentiel. Il faut ensuite voir comment rapprocher ces activités des projets existants. Singa, par exemple, vise à valoriser les compétences professionnelles des réfugiés et a mis en place son programme Comme à la maison (Calm) pour organiser leur hébergement chez des particuliers. Ils se sont très vite posé la question de l'articulation de leur action avec des institutions comme France terre d'asile. Certaines initiatives ont vocation à rester locales, d'autres devront s'associer à des structures associatives pour grossir et avoir plus d'impact.





Les ONG sont-elles prêtes à laisser un peu de leur monopole ?

Les acteurs qui sont dans une logique de pré carré vont dans le mur. L'effervescence est généralisée, donc les ONG, au même titre que les entreprises, doivent être capables de se nourrir des innovations pour devenir les acteurs de demain. C'est vrai qu'il y a parfois aujourd'hui une logique de concurrence, y compris au niveau des financements. Mais il ne faut pas laisser les financeurs ou les donateurs d'ordre dicter les règles du jeu. Il faut plutôt chercher à faire grossir ensemble le gâteau.

Beaucoup d'initiatives concernent les personnes âgées. L'ESS peut-elle donner naissance à une « silver économie » sociale ?

Comme pour les migrants, nous sommes face à une véritable bombe à retardement : la génération des baby-boomers vieillit et les solutions existantes de prise en charge sont souvent insuffisantes, voire maltraitantes. Alors comment fait-on ? L'ESS a été pionnière sur de nombreux enjeux sociaux, dont la question de la dépendance, parce que ce sujet oblige à prendre en compte la vulnérabilité des personnes et

"BEAUCOUP D'INNOVATIONS SOCIALES SE SONT INVENTÉES EN MARGE DE LA LOI, QUI EST VENUE PAR LA SUITE LUI DONNER UN CADRE."

à développer des solutions très fines. Comme dans le champ de l'insertion, elles reposent sur la qualité du lien social. Or, la société civile peut aider à penser des solutions en dentelle, ce que ne pourra jamais décréter une puissance publique ou une grande entreprise. On est donc face à un défi colossal et les acteurs de l'ESS le relèveront encore mieux s'ils arrivent à s'organiser entre eux en créant des alliances et en s'appuyant sur des acteurs robustes, comme les mutuelles et les entreprises sociales qui ont déjà changé d'échelle. ●



Au bord du monde, film documentaire de Claus Drexel, 2014 (Daisy Day Film).

© Daisy Day Film

LES APPLIS AU SECOURS DES SANS-ABRI

L'ACTION SOCIALE UBÉRISÉE ?

Entourage, Homeless Plus, Merci pour l'invit'... Les initiatives tech se multiplient pour faire tomber les barrières entre riverains et sans-domicile. De bonnes intentions qui font débat chez les pros de l'action sociale. **Alexia Eychenne, février 2017 *socialter***

M

erci pour l'invit' se veut une sorte d'Airbnb au service des personnes vivant dans la rue. Quelques clics sur le site suffisent pour proposer une chambre à quelqu'un qui dort dehors. Humaid, de son côté, en appelle au porte-monnaie : cette plateforme de financement participatif récolte des fonds en faveur de particuliers en galère de santé ou de logement. Quant à Reconnect, le *cloud* solidaire du Groupe SOS, il stocke sur des serveurs sécurisés les pièces administratives des

plus précaires... Le problème de la grande pauvreté intéresse de plus en plus les entrepreneurs tech porteurs d'un projet solidaire. Associations et en-

le plus parler d'elles reposent sur la géolocalisation, créneau occupé par une petite dizaine d'applications. Les données satellites ont vocation à créer de la

“ON S'ADRESSE À CEUX QUI VEULENT AIDER À LEUR ÉCHELLE, MAIS NE SAVENT PAS COMMENT S'Y PRENDRE”

treprises multiplient les initiatives pour inventer en ligne de nouvelles formes d'entraide. L'hiver et le froid leur donnent de l'écho. Mais celles qui font

solidarité à l'échelle d'un quartier ou à aider les associations caritatives à organiser leurs maraudes.

Créée par Thierry Velu, fondateur de

l'association humanitaire de sapeurs-pompiers GSCF (1), et développée avec Epitech, We save homeless a été présentée en janvier au Consumer Electronics Show (CES) de Las Vegas. L'appli cible les pros. « *Très souvent, lors de leurs maraudes, les associations et le Samu social multiplient les interventions sans qu'elles soient coordonnées efficacement, au détriment des bénéficiaires* », affirment ses créateurs. Le service propose aux ONG « *de signaler les besoins des SDF rencontrés, pour les aider plus efficacement* ». Homeless Plus, lancée en 2015, s'adresse au contraire au grand public. Chaque inscrit est invité à « *géolocaliser et identifier les besoins des sans-abri* ». Puis à y répondre en distribuant « *restes de repas, jean usagé, couverture en trop, café, discussion ou simple sourire* »... Humans Relais se situe à mi-chemin : depuis fin 2016, elle invite les associations à recenser les différents besoins des personnes à la rue, avec leur accord, pour que des quidams proposent leur aide.

PAS SI SIMPLE

Chaque initiative a ses spécificités, mais toutes revendiquent des partenaires issus du monde associatif. Ce qui ne les empêche pas de faire débat chez les pros de l'action sociale. Les Enfants du Canal, par exemple, les regardent avec méfiance. Premier grief : plusieurs applications permettent de renseigner les besoins des sans-abri sans leur consentement. « *Un réseau et des interventions vont s'organiser autour d'une personne sans qu'elle en soit actrice. Ce principe est effrayant* », tranche Christophe Louis, directeur des Enfants du Canal. Les « bénéficiaires » n'ont pas non plus la main sur les informations enregistrées : localisation, mais aussi parfois



indications sur le comportement, voire « l'état d'esprit »... « *Vous aimeriez que vos voisins vous géolocalisent, puis écrivent des commentaires sur vous, le contenu de vos cabas ou les visites que vous recevez ?* », interroge Christophe Louis. Le directeur refuse aussi le coup de main des outils de coordination des maraudes : « *À Paris, les associations s'organisent entre elles depuis 2009.* » Les Restos du Cœur, autre acteur historique du secteur, adoptent la même ligne. L'association de Coluche a décliné l'appui d'Entourage, une initiative créée fin 2014 par Jean-Marc Potdevin, ex-directeur chez Viadeo, et labellisée « La France s'engage ». En plus d'une application de mise en relation entre voisins et sans-abri, elle

propose aux « maraudeurs » d'enregistrer leur compte rendu quotidien grâce à un service de dictée vocale sur smartphone. Dans une note interne, les Restos expliquent y voir une menace sur la confidentialité des données récoltées, faute de garanties suffisantes sur leur stockage et leur finalité. Certaines associations évoquent le risque que les informations se retrouvent dans des mains malintentionnées, utilisées à des fins répressives. À New York, le projet Map the Homeless – littéralement « cartographier les SDF » – visait en fait à signaler aux autorités les sans-abri considérés comme une nuisance pour le voisinage, à grand renfort de mots-clés humiliants, « alcoolique », « violent », etc. Glaçant... De son côté, Entourage promet d'être « *très à cheval sur le respect de la vie privée* » et dédramatise la méfiance. « *Il faudra du temps pour faire comprendre notre produit* », estime Claire Duizabo, en charge de la communication et de la communauté. L'application rejette aussi les critiques qui l'accusent d'« *ubériser l'action sociale* » en transformant, avec son volet grand public, « *chaque internaute en super-maraudeur* ». « *Le cœur de notre activité, c'est le lien social et la lutte contre la solitude*, poursuit Claire Duizabo. *On s'adresse à ceux qui veulent aider à leur échelle, mais ne savent pas comment s'y prendre. Il n'y a pas besoin de formation pour dire bonjour au type qui vit en bas de chez soi.* » Fondateur de l'association Dignité, créée par des personnes à la rue, Sébastien Frutieux soutient la démarche. « *On a besoin d'une prise de conscience générale des citoyens, que des rapports de voisinage se créent avec bon sens et humanité* », déclare celui qui siège aussi à la FNARS (2), la Fédération des acteurs de la solidarité, en Île-de-France. Et tant pis si cela échappe aux vétérans du secteur. Hostiles, selon lui, « *aux innovations qui ne viennent pas des acteurs établis* »... ●

Le Carillon, innovation « low tech »

Lancé fin 2015, le Carillon a monté un réseau de commerçants pour aider les sans-abri. Dans trois arrondissements de Paris (10^e, 11^e et 19^e), des boutiques volontaires leur offrent une prise pour recharger leur portable, une trousse de secours, une bouteille d'eau, une boisson chaude, une coupe de cheveux, etc. Ici, ni application mobile ni innovation technologique, mais un simple macaron collé sur la vitrine (*lire Socialter*, n° 20, p. 50-51).

(1) Groupe de secours catastrophe français.

(2) Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale. L'organisation a changé de nom en 2016 pour prendre celui de Fédération des acteurs de la solidarité, afin de mieux souligner son identité de réseau généraliste ouvert à la société civile.

ÇA DÉMÉNAGE

LA SOLIDARITÉ VERSION ÉCOLO

L'association Carton plein permet à des personnes en grande précarité de sortir la tête de l'eau grâce à la réutilisation de déchets cartonnés et des déménagements à vélo. **Lina Rhrissi, septembre 2017 NEON**

Les piles de carton s'amoncellent jusque devant la porte de ce local au joyeux logo orange du 18^e arrondissement de Paris. « *On en a trop en ce moment, on ne sait plus où les mettre* », s'amuse Geoffrey Armenoult, encadrant technique de la boutique Nord, l'une des deux enseignes de Carton plein. L'association, née en 2012, organise la collecte, le réemploi, le recyclage et la livraison de cartons usagés, ainsi que des déménagements pour les habitants des environs, en deux-roues électriques.

Il est 14 heures, l'équipe fait le point. Geoffrey distribue les fiches de mission et indique à chaque « valoriste » – le nom donné aux employés – son programme de la journée. Peter, malentendant, note les détails sur une feuille. Ce Néerlandais de 42 ans, qui vivait dans la rue il y a moins d'un mois, vient d'intégrer un nouveau

foyer d'hébergement. Les quelque 40 valoristes de Carton plein ont des profils variés mais sont tous en grande précarité ou en situation d'exclusion. Six heures par semaine, ils se réunissent pour participer à un projet économique et durable imaginé par Francis Bouchiba, ancien chiffonnier sans-abri qui a longtemps arpenté les rues parisiennes en quête de déchets à revendre, et Antoine Aumonier, bénévole au Secours catholique.

TERREAU ET COMPOST

Rezo, Géorgien de 29 ans arrivé en France il y a trois ans avec le statut de réfugié politique, me montre comment transformer du carton en protections écologiques servant à emballer les affaires fragiles et vendues 1 euro. « *J'ai commencé à travailler ici il y a quatre mois, c'est un très bon travail qui me permet de m'intégrer et de parler avec des Français* », me confie celui qui était forestier dans son pays.

Il m'apprend ensuite à fabriquer des « pail-

lettes », toujours à l'aide de la broyeuse, qui serviront de terreau pour des champignons. Les confettis sont également commercialisés à la boutique, notamment pour nourrir le lombricompost des particuliers et des associations. Devant l'entrée, casque sur la tête et gilet fluo sur les épaules, Velou mémorise une carte de la zone avant de monter sur son triporteur. « *Il est analphabète et ne sait pas lire un GPS, du coup il s'en sort mais on ne peut pas le mettre sur toutes les livraisons* », m'explique l'encadrant. Chez Carton plein, chacun fait selon sa compétence. « *Notre objectif premier, c'est vraiment de les former en fonction de leurs capacités pour les aider à trouver un travail à la sortie* », confirme Geoffrey. L'aventure marche si bien que les deux boutiques seront bientôt rassemblées dans un local beaucoup plus grand de 300 mètres carrés, dont une partie sera partagée avec des associations partenaires. « *Toujours plus collectif, quoi !* » conclut l'enthousiaste Geoffrey. ●

“LES QUELQUE 40 VALORISTES DE CARTON PLEIN ONT DES PROFILS VARIÉS MAIS SONT TOUS EN GRANDE PRÉCARITÉ OU EN SITUATION D'EXCLUSION.”



© Anaid de Dieuleveut / Hans Lucas

EN LIGNE ET SOLIDAIRE

LABEL EMMAÛS DÉVELOPPE SON CONTRE-MODÈLE

Le mouvement de l'Abbé Pierre veut prendre le virage numérique tout en portant haut ses valeurs. Sa plateforme de vente en ligne s'enrichit d'une librairie et veut se développer sous la forme d'une coopérative. **Côme Bastin, juin 2017** CONSENS COLLABORATIVE



vec 350 boutiques sur le territoire, Emmaüs est le plus vieux et le plus grand réseau de vente d'objets d'occasion en France.

Un réseau à visée solidaire avant d'être commerciale, puisque son fonctionnement est assuré par des « compagnons », qui reçoivent un toit et un salaire en contrepartie. Mais à l'heure de Price Minister et du Bon Coin, il était temps pour ce mouvement de faire évoluer son modèle pour s'adapter aux nouveaux usages. « *Les Français ont pris l'habitude de chercher des objets d'occasion, de vendre et d'échanger des bien de particulier à particulier* », explique Maud Sarda, cofondatrice de Label Emmaüs, une plateforme de vente en ligne qui s'appuie sur l'immense stock du réseau.

Mobilier, mode, multimédia, enfance, objets vintages : lancée il y a trois mois, la plateforme Label Emmaüs totalise plus de 1 000 commandes passées sur son site. Pas de quoi faire encore trembler les géants de

l'occasion, même si depuis janvier elle fait également librairie en ligne, avec 15 000 livres référencés à moins de 5 euros. « *On récupère les invendus et l'annonce se crée automatiquement à partir du code barre* », détaille Maud Sarda.

Ici, pas d'entrepôt géant à partir duquel expédier les produits. « *Nous travaillons de façon décentralisée avec 25 boutiques Emmaüs. Nous nous chargeons de la vente, ils se chargent de l'expédition*. » Chaque boutique partenaire est libre de mettre en ligne les produits qu'elle souhaite sur Label Emmaüs.

PAS DE COURSE AU PRIX

Aujourd'hui certains compagnons se spécialisent dans les cartes postales, d'autres dans les vieux transistors... « *Vendre en ligne permet d'écouler des objets très spécifiques qui ne trouvent pas forcément preneur dans les boutiques* », juge Maud Sarda. Plutôt que de jouer la carte du prix



DR

le plus bas, Label Emmaüs mise ainsi sur les produits rares et uniques. « *Derrière chaque vente, il y a des personnes en insertion qui sont hébergées et nourries, rappelle Maud Sarda. On ne va pas jouer la concurrence avec des particuliers qui vendent leurs biens sans charges sociales.* » L'entreprise sociale a par ailleurs adopté la forme d'une coopérative dans laquelle chacun peut prendre des parts, notamment les boutiques partenaires. ●

CLOUD SOLIDAIRE

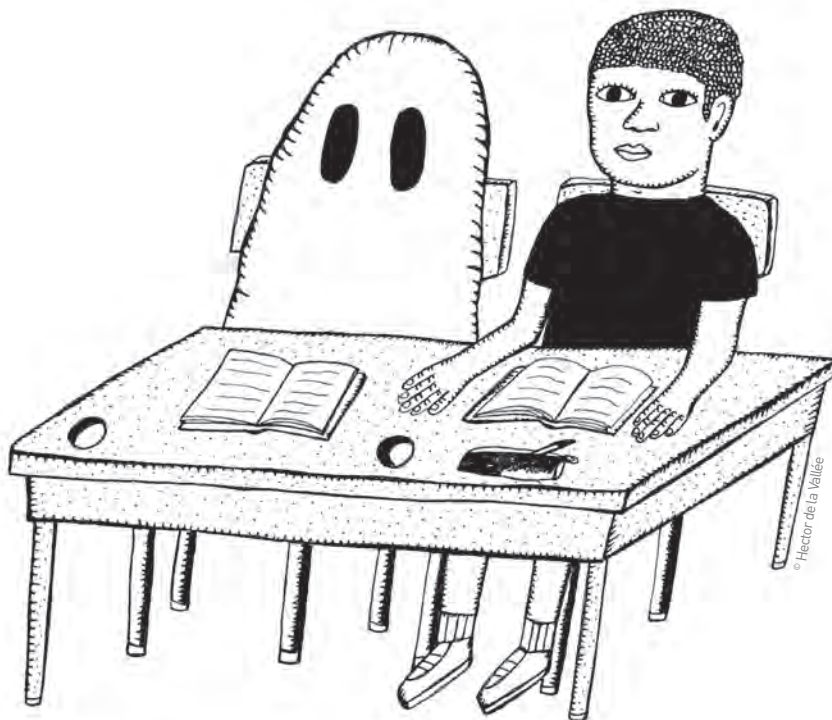
UN CASIER NUMÉRIQUE POUR LES SANS-ABRI

Reconnect stocke les documents des personnes en difficulté pour accélérer leurs démarches administratives. **Côme Bastin, juin 2017** CONSENS COLLABORATIVE



arte d'identité, acte de naissances... Pour faire valoir leurs droits, les personnes sans abris ont souvent besoin de bon nombre de papiers administratifs. Problème : « *On perd un temps fou à retrouver auprès des administrations les documents et à les imprimer* », explique Vincent Dallongeville, cofondateur de Reconnect. Créée en 2008, cette association vise à aider les sans domicile fixe dans leur démarches *via* des solutions numériques. Elle a développé une plateforme sur laquelle les SDF peuvent sauvegarder leurs documents personnels, mais aussi leurs contacts et leur dates de rendez-vous. Résultat : plus besoin d'avoir les documents physiques pour les centres qui les reçoivent et un accès plus rapide à la situation de la personne. En partenariat avec l'association Aurore, Emmaüs et La Croix Rouge, cette solution totalise plus de 1 200 comptes créés. ●

ENFANTS FANTÔMES UNE IDENTITÉ POUR TOUS



Au Burkina Faso, beaucoup d'enfants ne sont pas recensés lorsqu'ils viennent au monde et vivent sans identité officielle. Pour y remédier, le professeur Adama Sawadogo a imaginé iCivil, un bracelet connecté qui a déjà permis d'enregistrer 1 500 naissances. **Grégoire Belhoste, mai 2017 Society**

Parfois, la rentrée des classes ne se passe pas tout à fait comme prévu. En 2010, Adama Sawadogo, un Burkinabé de 39 ans, ouvre une école qu'il a construite dans un village reculé du pays. Lorsqu'il faut inscrire les élèves, mauvaise surprise : sur la centaine d'enfants à scolariser, seuls cinq possèdent un acte de naissance. Aux yeux de la loi, les autres n'existent pas. Ce sont des *ghost children*. Non re-

âge, parce que l'État n'a jamais su qu'il fallait leur en apporter. » Le handicap se poursuit à l'âge adulte. « Plus tard, ces personnes ne peuvent pas entrer dans l'économie formelle, participer à des élections ou fonder des entreprises. »

Avec le recul, Adama Sawadogo parle de cette rentrée comme d'un « élément déclencheur » : le jour où il a compris l'ampleur du phénomène des « enfants fantômes ». Selon l'Unicef, plus de 230 millions d'enfants dans le monde ne sont pas enregistrés à la naissance. Un fléau qui n'épargne pas l'Afrique : d'après

suite, les déclarations sont limitées dans un délai prescrit entre 30 et 90 jours selon les pays. Enfin, l'analphabétisme touche 70 % de la population au Burkina Faso. « À la maternité, quand on remet la déclaration de naissance, un tout petit document, ceux qui ne sont jamais allés à l'école s'imaginent qu'il s'agit de l'acte de naissance de leur enfant. Jusqu'au jour où ils doivent scolariser leur enfant, et qu'on leur explique que ce n'est pas le cas. »

CODE À BULLES

Pour limiter le nombre de *ghost children*, Sawadogo a conçu un système baptisé iCivil. Le principe est simple : après chaque naissance, les sages-femmes passent un bracelet autour du poignet du nouveau-né. Une fois flashé, ce bracelet ouvre une application permettant d'inscrire les données relatives à l'enfant. La déclaration est ensuite envoyée par SMS au serveur du centre d'état civil le plus proche, où les parents pourront se rendre pour retirer l'acte de naissance. Un système d'enregistrement à distance visant à lutter contre l'enclavement de certaines zones burkinabées. Testé depuis l'été 2015 dans plusieurs

TESTÉ DEPUIS L'ÉTÉ 2015 DANS PLUSIEURS MATERNITÉS DE OUAGADOUGOU, ICIVIL Y A DÉJÀ PERMIS L'ENREGISTREMENT DE PLUS DE 1 500 NAISSANCES.

censés à la naissance, condamnés à vivre sans identité. « Comme ils n'ont pas d'état civil, on ne connaît pas leur nom, souffle Sawadogo, consultant en sécurité documentaire. Et puis, ils n'ont jamais reçu de vaccins appropriés à leur

l'État burkinabé, plus de 20 % des moins de 5 ans n'ont pas été recensés en 2015. Pour expliquer ce chiffre, le consultant avance trois raisons. D'abord, les distances séparant la population de l'administration sont énormes en Afrique. En-

maternités de la capitale, Ouagadougou, iCivil y a déjà permis l'enregistrement de plus de 1 500 naissances. « *Un succès à 100 %* », pour son créateur. Mais rien n'aurait été possible sans Francis Bourrières. À 66 ans, cet ingénieur français développe *via* la start-up ProofTag ce qu'il considère comme la « *technologie d'authentification la plus sécurisée au monde* » : le code à bulles. « *C'est un morceau de plastique grand comme la puce d'une carte bancaire, dans lequel il faut imaginer des constellations de bulles qui ne sont jamais identiques*, renseigne Bourrières. *On stocke l'image de ce code et sa signature numérique dans une base de données, puis on fait ce que l'on appelle un "matching", c'est-à-dire confronter ce qui est stocké dans la base avec ce qu'il y a dans la réalité physique. Cela permet de se servir du code comme d'un moyen d'authentification associé à un objet ou un document.* » Déjà utilisé pour protéger des grands crus, des montres ou des « *huiles moteur de compétition* », le procédé rend le bracelet infalsifiable. « *Étant unique et impossible à dupliquer, nous avons la certitude qu'il s'agit du bracelet original qui a servi à la déclaration lorsqu'il va être présenté par l'un des parents.* » Autre point fort : la résistance. « *Il me fallait un outil de technologie numérique pouvant traverser le temps*, soutient Adama Sawadogo. *Or, la durée de vie de la technique de code à bulles peut atteindre 250 ans.* » Autant d'avantages qui attirent l'attention. Bientôt, assure son fondateur, la solution iCivil devrait être généralisée sur l'ensemble du territoire burkinabé. Et pourquoi pas, un jour, partout en Afrique. Début mai, plusieurs dirigeants africains étaient réunis en Gambie pour un rassemblement de la Cédéao, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Objectif : lutter contre l'apatridie sur le continent. La solution iCivil a été évoquée. « *L'ensemble des États a manifesté son adhésion au dispositif*, sourit Adama Sawadogo, qui évoque des négociations avec pas moins d'une vingtaine de pays. *On est en train de regarder ensemble comment dupliquer cette technologie ailleurs.* » ●

SOCIAL ROUTARD

CE GUIDE ACCUEILLE LES EXILÉS

Pour venir en aide aux réfugiés, Thomas Dworzak a mobilisé, autour de Magnum, photographes, journalistes, chercheurs et partenaires financiers. « Europa », édité en quatre langues, est né de ce grand travail collectif. **Dimitri Beck, février 2017 polka**

« C' »

est en couvrant la crise des réfugiés et des migrants pendant l'été 2015 que m'est venue l'idée de réaliser le guide « Europa ».

Sur les routes des Balkans, ceux-ci nous posaient des montagnes de questions sur les différences entre les pays d'Europe. Ils voulaient savoir où la vie est le moins chère, où on vit le mieux, etc. Le festival photo de Cortona, en Italie, nous a apporté les premiers fonds pour réaliser des photos utilisées dans le guide. Puis d'autres partenaires ont apporté leur soutien financier. Il était essentiel d'avoir un budget substantiel [autour de 123 000 euros], car c'est un grand travail collectif qui a été entrepris pour suivre l'actualité et se tenir au courant des changements à venir en matière d'immigration, comme par exemple avec le Brexit. Tous les participants, les photographes et les droits des archives utilisées ont été payés. Même si l'ouvrage a initialement été pensé comme



© Thomas Dworzak / Magnum Photos

un guide pratique, nous avons réussi à éviter le côté « Lonely Planet ». Le but est de fournir des informations sur l'Europe en se mettant dans la peau d'un migrant qui recherche un hébergement, des adresses où acheter de quoi se nourrir. Ce livre n'est pas fait pour nous donner bonne conscience, à nous les Occidentaux. C'est un moyen de sortir de notre posture intellectuelle, en fournissant un outil utile et concret aux réfugiés. » ●



Tiré à 5 000 exemplaires, « Europa » est un guide pratique en quatre langues (arabe, farsi, anglais et français), qui présente l'Europe aux migrants et aux réfugiés. Illustré par des photos (produites récemment et d'archives) de Magnum, des cartes et des infographies, il offre entre autres des conseils sur la nourriture, la santé, l'hébergement, les systèmes juridiques des différents pays... Et présente des témoignages à la première personne de réfugiés, contemporains ou du *xx^e* siècle. Distribué gratuitement, le livre est aussi disponible en version numérique. Porté par le festival italien de photographie Cortona On The Move, ce projet international, collectif et collaboratif a reçu le soutien financier de l'Arab Fund for Arts and Culture.



© Seb Jarnot

CYNTHIA FLEURY

« ON NE SOIGNE PAS UNE MALADIE MAIS DES SUJETS MALADES »

Aider l'hôpital à tisser de meilleures relations entre ceux qui y travaillent et ceux qui s'y font soigner, tel est l'enjeu de la chaire de philosophie ouverte par Cynthia Fleury à l'Hôtel-Dieu, en face de Notre-Dame-de-Paris. Une expérience où la philosophie se mêle, entre vie et maladie, au plus concret de l'existence. **Philippe Nassif, avril 2017** 

P

Pourquoi une chaire de philosophie à l'hôpital?

Introduire les humanités dans un tel lieu, c'est un projet que je portais depuis

longtemps. L'hôpital se laisse de plus en plus déborder par une « rationalité instrumentale ». Il a été transformé, et parfois mutilé, par les exigences de productivité et de management. Certes, cet univers de haute technicité accomplit des progrès immenses contre la maladie. Mais son mode de fonctionnement aboutit parfois à une « chosification » du patient qui l'empêche de devenir l'agent de sa propre guérison. Il y a donc une demande pour créer une relation autre, entre les soignants et les patients, et entre les soignants eux-mêmes.

Est-ce aussi une aspiration des médecins?

Le constat de Georges Canguilhem dans son livre *Le Normal et le Pathologique* (1943) a fait son chemin: on ne soigne pas une maladie mais un sujet malade. La subjectivité du patient est une dimension essentielle à prendre en compte, à travers une approche plus holistique, plus « globalisante » du soin. Et puis le médecin ne représente plus spontanément

une figure d'autorité: il doit donc créer un lien de confiance avec son patient sous peine de faire naître un sentiment de défiance qui nuit à l'effectivité du soin.

L'empathie, cela se cultive?

Bien sûr! Il faut travailler à introduire un tel apprentissage dès les premières années des études de médecine. Certains font spontanément preuve de plus d'empathie que d'autres, mais c'est aussi une qualité qui se développe. Cela passe par du théorique: la transmission d'un savoir, souvent méconnu, sur le fonctionnement de l'être humain. Et par des exercices pratiques: des jeux de rôles, notamment, où chacun est amené à prendre conscience de ses gestes, de sa manière de faire, parfois de son manque d'attention.

Concrètement, comment fonctionne la chaire?

Il y a un fonctionnement dit *top down* [*« du haut vers le bas »*], avec un conseil scientifique présidé par le philosophe Frédéric Worms et dédié à la conception des cours, aux maquettes pédagogiques, à l'accompagnement des doctorants. Et il y a un principe ascendant, dit *bottom up*, où nous écoutons les demandes des soignants et de patients parfois experts

de leur maladie et travaillons à y répondre à travers des séminaires de recherche et des cours magistraux ouverts à la discussion.

Quelles sont ces demandes?

Des médecins nous ont sollicités, par exemple, pour travailler sur les phénomènes de régulation démocratique et d'innovation thérapeutique, avec le cas du Baclofène: ce médicament myorelaxant [qui relaxe les muscles] s'est révélé efficace contre l'alcoolisme, mais il n'a pu être prescrit pour cet usage qu'à l'issue du combat d'un médecin alcoolique, de l'engagement d'associations de patients, de la résonance de la société civile. Pour répondre à une autre demande, nous avons mis sur pied un cycle de cours sur les questions de laïcité, de multiculturalisme et de religion. Encore un autre exemple: des responsables d'Ehpad – les établissements pour les personnes âgées dépendantes – ont pris conscience, à la faveur des cours, que leur institution doit opérer la même révolution que celle qu'a connue la psychiatrie dans les années 1970. Dans les Ehpad, au nom de l'impératif du « zéro risque », on fait parfois subir aux patients un véritable calvaire – on les attache, on les alimente de force, on les empêche de sortir. Lorsqu'on nous demande de contribuer à une telle évolution, on se dit que l'on a gagné.

Philosopher, est-ce « prendre soin »?

La philosophie met en relation des territoires qu'on a l'habitude de séparer: l'institution, le domaine de la subjectivité, le niveau politique. Et c'est en pensant la façon dont ces espaces s'articulent qu'elle peut contribuer à rénover chacun d'entre eux. J'ai l'espoir que, demain, plus aucun hôpital ne pourra se concevoir sans sa chaire de philosophie! ●

À lire

Les Irremplaçables (Gallimard, 2015, prix Médicis Essai).

Sur le web

hotel-dieu.chaire-phil.fr: les ressources et vidéos des cours magistraux dispensés par la chaire de philosophie de l'Hôtel-Dieu.

COUPER SES CHEVEUX... POUR LA BONNE CAUSE

Solid'hair collecte des cheveux naturels pour les vendre à des perruquiers. L'idée: aider les personnes atteintes d'un cancer ayant besoin d'une prothèse capillaire.

Philippe Lesaffre, mars 2017 UP MAG

Elles ont pris rendez-vous pour s'offrir une nouvelle coupe de cheveux, quitter leurs longues mèches et changer de coiffure. Leurs cheveux auront une seconde vie. Ils seront transmis à l'association Solid'hair, qui les collecte en vue de les vendre à des perruquiers ou à d'autres professionnels au kilo. Avec l'argent récolté, elle soutient des malades ayant perdu leurs cheveux à la suite d'une chimiothérapie et qui ont besoin d'une prothèse capillaire.

Tout a démarré en 2015 quand Sophie Bouxirot a décidé de faire raccourcir sa longue chevelure. « *Je me suis dit que je pouvais donner des mèches, mais il n'y avait aucune structure en France* », raconte la fondatrice. Alors elle s'y est attelée avec une amie et son mari. Deux ans plus tard, ils continuent leur collecte – le tout, de manière bénévole. Son association soutient en priorité les individus dans le besoin financier. « *La personne demandeuse ne peut percevoir plus de 1500 euros brut par mois* », précise Sophie Bouxirot.

« RETROUVER LE MORAL »

Une chose est sûre: tout soutien est bienvenu. En effet, le prix moyen d'une perruque est estimé à environ 400 euros. « *Or, la sécurité sociale rembourse uniquement 125 euros*, poursuit la porteuse de projet. ». Concrètement, Solid'hair verse directement la somme au prothésiste sur devis, soit elle la remet à la (ou au) bénéficiaire après réception de la facture. Ainsi, les femmes peuvent « retrouver leur beauté, leur

moral », explique une coiffeuse partenaire en Bourgogne.

Sophie Bouxirot assure compter sur près de 800 salons de coiffure, partenaires ou dépositaires, tous recensés sur le site de Solid'hair. L'association a également noué quelques partenariats avec des salons en Belgique, en Suisse, au Luxembourg et à Monaco. Le gérant du salon partenaire s'engage à « offrir la coupe ou à proposer une promotion ». Ou comment, pour le client, opter pour un geste solidaire tout en réalisant une économie.

Exemple dans le 15^e arrondissement de Paris. Nikita Ducos, dans son salon, propose à ses clientes une réduction de 15 % sur la coupe si la personne accepte de donner ses mèches. « *En général, comme moi, elles pensent que c'est une belle action* », sourit-elle, avant d'ajouter: « *en même temps, c'est assez dur et émouvant. J'ai déjà eu une cliente atteinte d'un cancer qui confiait vouloir que ses cheveux servent à d'autres personnes...* » ●



© DR



DR

COURS DU TROISIÈME TYPE

LES TALENTS D'ALPHONSE CRÉE DES LIENS INTERGÉNÉRATIONNELS

Depuis janvier 2016, la plateforme collaborative les Talents d'Alphonse met en relation des retraités qui veulent transmettre leurs savoirs et des curieux qui souhaitent apprendre.

Alexandra Luthereau, mars 2017 **UP**
LE MAG

S

erge Labrunie est photographe professionnel, depuis peu à la retraite. C'est en cherchant sur internet comment donner des cours de photographie qu'il découvre la plateforme Les Talents d'Alphonse. Celle-ci propose des cours dispensés par des personnes à la retraite, expertes dans leur do-

maine. Le concept lui plaît, il propose ses services et, comme tous les Alphonsin.es, il rencontre les membres de l'équipe. L'enthousiasme de Barthélémy Gas et Thibault Bastin, les deux cofondateurs de la plateforme, finit de le convaincre.

Il a eu raison.

Depuis ce printemps, il a donné une quinzaine de cours à des « Curieux », comme les appelle l'équipe de la plateforme. Pour son plus grand plaisir. « En vieillissant, on com-

me à avoir l'assurance de ses connaissances et de ce que l'on sait faire. M'en rendre compte m'a donné l'envie de transmettre ce que je connais, c'est-à-dire la photographie », explique le pétillant sexagénaire qui a travaillé pour VSD, Paris Match, Le Figaro, Life... .

VALORISANT

Lancée en janvier 2016, la plateforme de mise en relation entre retraités et curieux est née de l'envie de ces deux fondateurs de « recréer du lien entre les générations ». Pendant leurs études en école d'ingénieur à Lille, les deux comparses multiplient les expériences professionnelles en Asie et en Amérique du sud. Là-bas, ils observent la place des aînés dans la société. « Les seniors y sont très bien considérés et respectés. Ils font office de sages, on leur demande des conseils, et ils vivent proches de leur famille, au contact d'autres générations », explique Barthélémy Gas. Ce n'est pas le cas en France.

De retour dans leur pays natal, au plan de carrière tout tracé dans une grosse entreprise, ils préfèrent se consacrer à un projet qui a du sens, autour des relations intergénérationnelles. Ils décident de travailler autour des compétences des uns (des retraités) et de l'envie d'apprendre des autres (souvent des jeunes). « *C'est bien plus valorisant pour le senior, contrairement à la visite d'une jeune dans une maison de retraite. Cela lui redonne une utilité sociale* », souligne-t-il. « *On a l'impression d'exister un peu plus. C'est aussi un petit complément de revenus pour arrondir les fins de mois* », glisse-t-il.

2 000 HEURES D'ÉCHANGES

Alors, comment fonctionne la plateforme ? Des Alphonsin.es proposent leurs services à l'équipe de la plateforme, qui les rencontre et les aide à rédiger leur profil. Ensuite, la mise en relation entre les Curieux et les Alphonsin.es se fait directement via la plateforme. Quant au tarif, il est unique : l'heure s'établit à 15 euros, qu'il s'agisse d'un cours de couture, de cuisine, de langue, de musique, etc. En plus des cours, des retraités proposent depuis peu la garde « éveillée » d'enfants.

Depuis le lancement de la plateforme (d'abord proposée aux Franciliens), 3 000 demandes de Curieux ont été enregistrées pour des activités proposées par 300 seniors, ce qui représente environ 2 000 heures d'échanges intergénérationnels. Sur toute la France, pas moins de 2 000 seniors ont manifesté l'envie de transmettre leurs savoir-faire. La plateforme compte bien être disponible un peu partout sur le territoire. L'équipe travaille sur l'ouverture prochaine dans plusieurs villes. « *Nous prenons du temps pour créer un vrai réseau local d'Alphonsin.es*, précise Barthélémy Gas. *Sans quoi rien n'est possible* ».

“CHAQUE MOIS EST ORGANISÉ UN ÉVÉNEMENT POUR RÉUNIR TOUS LES ALPHONSIN-ES ET LES CURIEUX AUTOUR D'UNE PÉTANQUE, D'UN PIQUE-NIQUE OU D'UN APÉRO.”

Chaque mois est organisé un événement pour réunir tous les Alphonsin.es et les curieux autour d'une pétanque, d'un pique-nique ou d'un apéro. « *Ça permet de faire des rencontres* », avance Serge Labrunie. Lui-même a sympathisé avec un Alphonsin guitariste, qui va lui donner des cours de guitare. De son côté, Serge l'a déjà mis en contact avec un agent d'artiste. Pour renforcer encore cette communauté, la newsletter Le monde selon Alphonse verra bientôt le jour. Loin des magazines traditionnels destinés aux seniors, souvent « *stigmatisants* » ou « *infantilisant* », « *cette newsletter veut aider les seniors à décrypter les nouvelles générations, mieux les connaître, pour faire tomber les barrières* », décrit Barthélémy Gas. ●

COMMENT EST VOTRE BLANQUETTE ?

REPAS CHEZ MAMIE



Enora Goulard a lancé Paupiette pour que des étudiants viennent déjeuner chez des seniors.

Sophie Lauth, avril 2017 CONSO COLLABORATIVE

L'expérience Paupiette a commencé il y a un an, entre Bordeaux et Quimper. Cette start-up sociale et solidaire connecte des seniors qui proposent des plats équilibrés à des étudiants un peu fauchés qui saturent des paninis. Logique solidaire oblige, les prix sont fixes : 4 euros pour un plat et 7 euros pour la formule entrée-plat-dessert.

« *Le senior prend contact avec Paupiette par mail, courrier ou téléphone. On est encore petits, c'est artisanal* », explique Enora. Il indique ensuite ce qu'il cuisine, combien il a de places autour de sa table et pour quelle heure. « *Le modèle est très flexible, le senior peut cuisiner avec ses amis, inviter un ou quatre étudiants* », ajoute la fondatrice, qui définit Paupiette comme un « activateur de lien ». Ainsi, 40 repas ont pour l'instant été partagés à Bordeaux, qui compte une centaine de membres actifs.

Un déjeuner Paupiette, c'est comme un dimanche chez Mamie. « *Ce qui est rigolo, c'est quand les gens ont parfois le temps de flâner, de papoter. Une mamie échange ses recettes de cuisine, une autre prête de la musique* », détaille Enora. Avant d'être une plateforme de mise en relation, Paupiette est un réseau de personnes. « *On n'ambitionne pas de devenir complètement digital, on souhaite rester une vraie communauté* », revendique la fondatrice. D'ailleurs, la communauté bordelaise s'est déjà rencontrée pour un apéritif intergénérationnel. Âgée de 20 ans, Enora porte son projet à plein temps en plus de ses études. Aidée par un bénévole et deux stagiaires, la communauté va prendre une nouvelle impulsion. En effet, les déjeuners intergénérationnels vont être testés à Paris au mois d'avril. Car dans la capitale comme ailleurs, l'isolement des seniors est une réalité. ●





Une maison du réseau CetteFamille.

DR

ALTERNATIVE AUX MAISONS DE RETRAITES

FAMILLES D'ACCUEIL

La plateforme CetteFamille permet à des particuliers de prendre soin de personnes âgées dépendantes chez eux. Plus de 1 000 familles se sont déjà portées volontaires. **Côme Bastin,** avril 2017 CONSO COLLABORATIVE

Lorsque nos aînés deviennent trop âgés pour vivre seul, la seule solution semble souvent de les envoyer en maison de retraite ou en Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Mais les places y sont rares et chères, et l'attention portée aux résidents pas toujours suffisante... « Même s'il est bienveillant, le personnel est sous pression et n'a pas forcément le temps de s'occuper des résidents », confirme Agathe Pommery, cofondatrice de la plateforme CetteFamille.

Il existe pourtant une alternative plus humaine aux maisons de retraite, qui consiste à faire accueillir la personne âgée par une famille rémunérée pour cela. C'est pour déployer cette solution encore peu connue qu'Agathe a lancé sa plateforme. « Après avoir vainement cherché un Ehpad, un voisin avait trouvé

une place pour son père dans une famille sur Le Bon Coin, raconte l'entrepreneuse. C'est ainsi qu'on a eu l'idée avec mon asso-

“ IL Y A UNE INSTRUCTION OÙ L'ON REGARDE SI L'APPARTEMENT EST AUX NORMES. LA PERSONNE AGRÉÉE DOIT S'ENGAGER À ÊTRE PRÉSENTE 24H/24 ET À ASSURER LA COORDINATION MÉDICO-SOCIALE. ”

cié Paul Alexis de créer un site dédié aux familles d'accueil. »

UNE QUINZAINE DE FAMILLES CONNECTÉES

Lancé en juin 2016, CetteFamille a déjà reçu des offres d'accueil de la part de plus de 1 200 familles ! « Le défi est désormais de s'adresser aux personnes âgées et

à leurs familles », raconte Agathe. Au final, seules une quinzaine de familles ont pour l'instant été mises en relation via la plateforme et une cinquantaine d'autres demandes sont en cours de traitement. « Trouver la bonne famille prend du temps », précise Agathe, qui insiste sur le travail d'accompagnement de la plateforme.

Pour devenir famille d'accueil, il faut recevoir l'agrément du conseil départemental. « Il y a une instruction de plusieurs mois où l'on regarde si l'appartement est aux normes. La personne agréée doit s'engager à être présente 24h/24 et à assurer la coordination médico-sociale », détaille la fondatrice. À l'arrivée, l'assurance d'un lieu de vie agréable pour la personne accueillie. Et un endroit dans lequel les proches peuvent également passer plus souvent parce qu'il est à proximité de chez eux.

MOINS CHER QU'UNE MAISON DE RETRAITE

De son côté, chaque famille d'accueil exigera entre 1 500 et 2 000 euros pour le service rendu, soit un tarif inférieur à celui des maisons de retraite. « Ce sont souvent des femmes d'une cinquantaine d'années dont les enfants sont partis et dont le mari travaille encore, décrit Agathe. Elles aiment prendre soin des personnes âgées et les accueillir leur permet de travailler tout en restant à la maison. » Après une subvention de la bourse

FrenchTech et de Bpifrance, CetteFamille a bouclé un tour de table de 500 000 euros, notamment auprès de Maif. Présente en Normandie, dans le Nord et en région parisienne, l'équipe de bientôt 11 personnes fédère des profils très différents : « humanitaire, infirmières, assistantes sociales ». ●

ENTRE COPINES

COUPS DE POUCE ET BONS TUYAUX

Don de siège bébé ou échange de compétences : le réseau collaboratif Mes bonnes copines permet aux femmes de s'entraider gratuitement. Lancé en 2012, il compte déjà 50 000 « copines » et 22 500 services rendus. **Sarah Dumont, octobre 2017 Causette**



Allergique à la routine, Florence Haxel se lance sans cesse de nouveaux challenges. En 2011, La Tribu des créateurs, agence de direction et production artistique événementielle, qu'elle a fondée dix ans plus tôt, marche très bien. Trop bien pour elle. L'ennui la guette... « Devenue maman, je faisais désormais partie de ces super nanas qui jonglent avec toutes les facettes de leur vie. Et le sentiment d'entraide qui nous lie les unes aux autres me bluffait », confie-t-elle. Florence décide alors de créer un outil pour faciliter ces échanges de bons procédés. « Je n'avais aucune idée du business model, mais je savais que ça allait marcher. » En 2012, elle fonde Mes bonnes copines, le premier réseau collaboratif au féminin, en s'associant à un pro du digital.

50 000 COPINES

La « bonne copine », c'est aussi bien la fille qui donne son Maxi-Cosi parce que ses enfants ont grandi que la geek qui vient à votre secours pour créer un site web, ou encore l'étudiante en sophrologie qui offre des séances d'essai pour parfaire sa technique... « Il ne s'agit pas d'une solidarité sociale ni morale. On aide l'autre parce qu'on y trouve un intérêt, que ça booste sa confiance en soi ou parce que ça permet d'élargir son réseau », décrypte-t-elle.

En cinq ans, la plateforme a permis de rendre 22 500 services et d'organiser 850 événements gratuits. Elle compte aujourd'hui 50 000 membres. Des mails la remerciant d'avoir donné lieu à une belle amitié ou à une association fructueuse, Florence en reçoit au moins deux par semaine. Son business model, elle l'a trouvé en consultant deux cents bonnes copines dans dix villes de France. « En leur parlant, j'ai compris qu'elles

ne faisaient plus confiance aux marques : elles avaient besoin de créer entre elles les produits ou services de demain. J'ai donc croisé les intérêts de la communauté avec les besoins des annonceurs. » L'affaire est lancée ! Simone Pérèle, les magasins bio Botanic, Ikea... commandent à Mes bonnes copines des études de marché. Si les membres du réseau émettent leur avis gratuitement, l'entreprise facture ces études. En 2016, son chiffre d'affaires s'élève à 250 000 euros. Tout roule. À tel point que Florence a effectué un nouveau virage. « Après vingt ans en électron libre, j'ai accepté un poste de directrice de la communication du CFPJ* pour assurer leur transformation digitale. » La jeune femme partage ainsi son temps entre Paris et Cannes, où vivent son mari et ses enfants. Mais pas question de se poser pour autant. Dès que les écoliers sont en week-end, la famille embarque à bord d'un camping-car, direction inconnue ! ●

BIO EXPRESS

1994

Débarque à Paris et crée l'association La Tribu des jeunes créateurs

1996 et 1997

Entre au Celsa (Deug médiation culturelle et communication).
Licence arts du spectacle à Nanterre

2000

Transforme son association, La Tribu des jeunes créateurs, en une agence événementielle.

2007 et 2009

Naissance de ses deux enfants

2012

Fonde le site Mesbonnescopines.com



Florence Haxel,
fondatrice de
Mesbonnescopines.com

© Olivier Erratty

* Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, à Paris.



MICRODON

PIÈCES JAUNES 2.0

Il y a quelques années, Pierre-Emmanuel Grange créait microDON, une entreprise qui propose d'intégrer des gestes de solidarité dans la vie de tous les jours. Comment? En développant des outils permettant de faire des dons spontanés de petites sommes prélevées sur la fiche de paie ou lors de passages en caisse.

Arthur Cerf, mars 2017 **Society**

S

i, cerveza, beso. À peu près les seuls mots que connaissait Pierre-Emmanuel Grange, cofondateur de microDON, lors de son départ au

Mexique, il y a de ça quelques années. Il récite : « Je ne parlais pas l'espagnol et un jour, comme je ne comprenais pas ce que me demandait la caissière, j'ai répondu "si, si" et j'ai payé plus cher. Sans le savoir, je venais de faire un don à une

association. » Séduit par l'idée, il décide d'étendre en France le concept de l'arrondi à l'euro supérieur sur le ticket de caisse qu'il vient de pratiquer de l'autre côté de l'Atlantique. Un succès : depuis la création de microDON en 2009, plus de 80 entreprises, dont Franprix et Sephora, ont intégré ce système de mécénat collaboratif. Pierre-Emmanuel a donc répété l'anecdote mexicaine à tout-va. « On a construit tout un storytelling là-dessus », s'excuse-t-il presque, bien conscient que ses salariés ne sup-

portent plus d'entendre le refrain du « oui, bière, bisou ». « Pierre-Em' » a même fait une conférence Ted sur la question. Sur YouTube, la vidéo a été vue plus de 20 000 fois. « C'est loin des scores de Pierre Rabhi, mais c'est déjà pas mal ! »

Ce n'est d'ailleurs pas tout à fait un hasard s'il cite Pierre Rabhi. « Notre philosophie est en ligne avec son principe du colibri selon lequel le petit a de l'influence et chacun peut faire sa part, aussi petite soit-elle », soutient le trentenaire. Toutefois, importer l'idée mexicaine en France n'a pas été aussi aisé que ça en a l'air. « Quand j'ai découvert ça en Amérique, ça m'a paru évident, dit-il. Mais en France, j'imaginais qu'il y a une culture de l'État-providence très forte, qui fait que le concept ne s'y est pas développé plus tôt. » Pierre-Emmanuel a commencé en proposant un flyer « code-barres » à l'entrée des Franprix, pour faire un don de deux euros lors du passage en caisse. Puis l'informatisation du concept s'est faite petit à petit. Et après quatre ou cinq années passées à démarcher les enseignes et les éditeurs de fiches de paie – microDON permet aussi de faire un don allant de quelques centimes à

plusieurs euros sur son bulletin de paie ou ses achats en ligne –, l'Arrondi, son outil principal, a enfin décollé.

100 % REDISTRIBUÉS

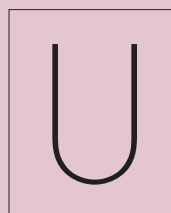
En 2013, Benoît Hamon, alors ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire et de la Consommation, achetait des crayons de couleur pour ses enfants et inaugurait le premier microdon lors de son passage à la caisse d'un Franprix, rue Réaumur, à Paris. Sur l'année 2016, plus de trois millions d'euros de dons ont été récoltés. Ils transitent par un fonds de dotation qui s'occupe de tout redistribuer aux 569 associations partenaires. « *Nous, on ne touche rien là-dessus, insiste Pierre-Emmanuel. On est dans une ère où la suspension est très forte et on doit être 100 % transparent à ce niveau-là. Si les gens commencent à se demander : "Bah alors, qui est-ce qui touche sa petite commission?" c'est la catastrophe et ça tue le passage en caisse.* »

Alors, quel modèle économique pour microDON?

« *On vend un service, on leur explique ce que ça va leur apporter en termes d'image, de fidélisation des salariés, on accompagne sur le montage du programme, sur le volet juridique, la fiscalité, la comptabilité* », pose le cofondateur, persuadé que le mécénat doit se faire de manière horizontale et non verticale. « *Le mécénat à la papi, c'était la création d'une fondation qui versait des dons. Mais je pense qu'il faut que les salariés soient plus impliqués dans le choix des associations bénéficiaires.* » Pierre-Emmanuel Grange cite même un chiffre de l'institut Edelman : seuls 17 % des salariés seraient aujourd'hui impliqués dans les actions sociétales de leur entreprise, alors que 82 % d'entre eux le souhaiteraient. « *Les entreprises ne vont plus pouvoir se contenter de donner un salaire à la fin du mois, reprend l'entrepreneur. Il va y avoir un vrai besoin de sens et parler de solidarité, ça permet de faire marcher une forme de conscience collective.* » Un haussement d'épaules. « *Plutôt que de faire un séminaire de karting...* » ●

ÉPARGNE SOLIDAIRE LITA.CO PART À LA CONQUÊTE DE L'EUROPE

La plateforme de crowdequity 1001Pact a permis aux internautes d'entrer au capital de 23 entreprises à impact environnemental et social. Elle s'appellera désormais Lita, pour Live, Impact, Trust, Act. Côme Bastin, septembre 2017 



ne application qui permet aux sourds et malentendants de retranscrire leurs appels en texte. Une marque de lingerie pour les

femmes qui ont subi une ablation du sein. Un jeu de construction pour enfant en matériaux recyclés. Ce sont quelques-uns des projets qui ont vu le jour avec l'aide de la plateforme de financement française 1001Pact. Aujourd'hui, elle devient Lita.co afin de préparer son internationalisation. « *Il y a en France un vrai problème de financement de l'innovation sociale, juge Eva Sadoun, cofondatrice. Pour tenter d'y remédier, nous avons lancé 1001Pact en pariant sur le fait que les particuliers voulaient donner du sens à leur investissement.* »

VERS LA BELGIQUE PUIS L'ITALIE

Après deux ans et demi d'existence, le site a permis de dégager 7 millions d'euros pour 23 entreprises. « *Au-delà de l'impact positif des projets, ce sont 500 emplois qui ont ainsi été créés ou consolidés* », se réjouit Eva. Devant ces résultats encourageants, les deux fondateurs ont décidé d'étendre leur couverture en Europe, en commençant par la Belgique – et d'adopter un nouveau nom plus international. Un nouveau site Lita sera ainsi lancé en français, néerlandais et en anglais. En fin d'année, un autre sera lancé pour l'Italie, puis un autre pour les Pays-Bas en 2018. « *On sent que certains projets voudront aussi s'adresser à tous les internautes européens et pas seulement ceux de leur pays* », juge Eva. ●



L'équipe de Lita.co. DR



DR

CIVIC TECH

LA POLITIQUE EN MODE COLLABORATIF

De nombreux projets voient le jour dans le monde des « civic tech » mais ces nouvelles technologies de la citoyenneté doivent encore convaincre. **Adèle Bertier, avril 2017** 

Jérémy Paret, cofondateur de l'application Stig, est enthousiaste. Il fait partie des jeunes entrepreneurs qui se sont lancés dans les « civic tech ». Ces technologies de la citoyenneté sont des outils de démocratie participative plus engageants au quotidien que le vote classique, comme celui qui aura lieu dimanche prochain. En septembre 2015, d'après un sondage OpinionWay pour 20 Minutes, 74 % des Français estimaient que les idées politiques devaient venir des citoyens. Les civic tech tentent de répondre à cette attente. « *On ne touche pas 10 % de la population, mais c'est toujours mieux que dans les réunions publiques !* » lance Eric Hamelin, sociologue urbaniste et

chef du projet Carticipe. Créé en 2013, le site Carticipe consulte les habitants sur des plans locaux d'urbanisme que les collectivités veulent mettre en place. Chacun peut enrichir des projets d'aménagements dans son quartier. Malgré les bonnes intentions de Carticipe, « *les gens restent dubitatifs* », avoue Eric Hamelin.

MOBILISER LES ÉLUS

À l'heure actuelle, force est de constater que seuls les plus connectés s'approprient ces civic tech. Les trente-naires sont particulièrement actifs sur le réseau local Fluicity (ci-contre), lancé en 2015. À Vernon, dans l'Eure, cela a abouti à la mise en place d'une boîte à livres et d'un mur de street art. L'application Stig, créée un an plus tard, réunit elle aussi une communauté relative-

ment large (11 000 utilisateurs). « *On se sent enfin impliqué en dehors des élections classiques* », apprécie Benoît, 27 ans et adepte de Stig. Récemment, il a apporté sa contribution à une proposition de monnaie locale complémentaire à Paris. « *À l'échelle d'une ville, ce genre d'outil peut vraiment faire bouger les lignes.* » Il est en effet plus difficile de mobiliser les élus à l'échelle de la France. Sur Stig, seuls cinq politiques ont créé leur profil pour interagir avec les citoyens. Convaincre les élus du bien-fondé de ces technologies demande de la persévérance, dont sait faire preuve Julie de Pimodan, fondatrice de Fluicity. « *On doit expliquer aux élus qu'ils ne vont pas se retrouver avec une révolution locale !* » À croire que le numérique en politique fait peur... ●



Trois civic tech à tester

Découvrez trois outils de démocratie participative pour partager vos idées et enrichir celles des autres.



Fluicity, parler avec les élus.

Fluicity est un réseau citoyen destiné aux habitants d'une même ville. Ils partagent leurs idées et les soumettent aux élus qui échangent avec eux. Une dizaine de villes en France, en Belgique et en Suisse utilisent l'application. Disponible sur iOS et Android.



Stig, influencer les politiques.

Sur Stig, chacun peut poster ses idées, voter pour d'autres, les commenter et proposer des pistes d'amélioration. Les élus qui créent leurs comptes visualisent les besoins des citoyens par thématique. Disponible sur Android et iOS.



Change.org, les pétitions.

Change.org est la référence des acteurs de la civic tech dans le monde. Ce site compte plus de 8 millions d'utilisateurs en France et a abouti à plusieurs milliers d'actions concrètes.

CITOYENNETÉ



« Il faut des actions concrètes »

Armel Le Coz, cofondateur du collectif Démocratie ouverte, plaide en faveur des civic tech.

Les civic tech peuvent-elles vraiment reconquérir les citoyens désenchantés de la politique ?

Tout le monde ne va pas se mettre à donner son avis *via* ces applications du jour au lendemain. Mais c'est une opportunité de plus pour les citoyens d'être actifs en politique. Pour que les civic tech marchent, il faut que ça débouche sur des actions concrètes des élus afin que chacun sente que sa participation sert réellement à quelque chose.

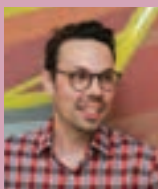
Selon une étude de La Gazette des communes réalisée en 2016, les élus peinent à utiliser les nouveaux outils de démocratie participative...

Ça s'améliore. Pendant sa campagne, Benoît Hamon a fait appel aux contributions en ligne (conseilcitoyenhamon2017.fr) pour améliorer son programme. Il faut dire que nos figures politiques n'ont plus vraiment le choix étant donné la crise de défiance des citoyens que nous vivons.

Ces outils n'excluent-ils pas une partie de la population ?

Une mère de famille seule avec trois enfants ne téléchargera pas une application comme Stig. Mais là, on touche à un problème de fond : l'éducation. Les élèves devraient coconstruire des lois au lieu d'apprendre bêtement le nom des institutions ! On formerait des adultes beaucoup plus aptes à donner leur avis sur des questions politiques.

COMMUNICATION PARTICIPATIVE



« Chacun choisit sa cause »

Jean-Patrick Labouyrie, fondateur de Daycause

Quel est le principe du crowdspeaking ?

Sur Daycause.com, les gens choisissent les causes à soutenir selon leurs centres d'intérêt : culture, politique, animaux... Quand la campagne débute, le message choisi par la start-up, l'ONG ou l'association est diffusé au même moment sur les comptes Facebook et Twitter de tous ceux qui soutiennent la campagne. Depuis la création du site, en février 2015, il y a eu plus de 500 campagnes et 20 000 messages publiés sur les réseaux.

Quelles sont les causes pour lesquelles les utilisateurs se mobilisent le plus ?

Les causes humaine, animale et environnementale mobilisent beaucoup. Les grosses ONG comme Human Rights Watch (défense des droits de l'homme) sont très suivies par les internautes. En revanche, ce sont surtout les start-up qui font appel au crowdspeaking car elles ont besoin de se faire connaître et ont peu de moyens. Il y en a 56 sur Daycause.

À l'inverse du crowdfunding, il est difficile de mesurer le succès d'une campagne de crowdspeaking...

Cela s'évalue en fonction des objectifs de ceux qui lancent la campagne. Par exemple, recueillir de nouvelles signatures de pétitions, ou des financements pour une campagne de crowdfunding... La communication participative n'est qu'un moyen, pas une fin. Si une association recense 10 nouveaux bénévoles à la suite de sa campagne, on en déduira que celle-ci aura porté ses fruits.



Depuis toujours à la MAIF, nous croyons qu'en termes d'éducation, l'entraide, le partage et l'échange des connaissances contribuent à rendre la société meilleure. C'est pourquoi nous nous engageons dans le développement d'outils dédiés : assistance scolaire personnalisée, prévention, scolarisation des personnes handicapées, Mooc...

Découvrez toutes nos actions sur maif-pour-une-societe-collaborative.fr



assureur militant

*pour une société
collaborative*

BOOK CAFÉ

LIVRES • FILMS

111



Le coopérativisme de plateforme

Trebor Scholz

FYP Éditions, 96 pages, 12 euros

Airbnb, Uber, Deliveroo... Ce que l'on nomme « économie collaborative » est devenu une branche lucrative du capitalisme. Que faire pour un partage plus équitable des bénéfices ? Trebor Scholz propose 10 principes ayant fait leur preuve dans le monde pour une autre gouvernance de l'internet et des plateformes.

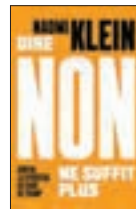


Du jetable au durable. En finir avec l'obsolescence programmée

Laetitia Vasseur et Samuel Sauvage

Manifestô - Alternatives, Gallimard, 160 pages, 15 euros

Smartphone cassé, lave-linge en panne, collants filés... Fondatrice de l'association Halte à l'obsolescence programmée (HOP), Laetitia Vasseur montre avec Samuel Sauvage comment de nouveaux modèles économiques — comme l'économie circulaire ou collaborative — permettent de combattre la durée de vie trop courte de nos produits. Car il y a urgence à sortir de la société de surconsommation qui ravage l'environnement.

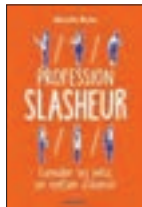


Dire non ne suffit plus. Contre la stratégie du choc de Trump

Naomi Klein

Actes Sud, 306 pages, 21,80 euros

La célèbre journaliste et essayiste canadienne Naomi Klein revient avec une violente charge contre Donald Trump. Son accession au pouvoir est vue comme la suite d'un long processus de démission du politique face aux intérêts financiers. Mais, comme son titre l'indique, le livre ne se contente pas seulement de critiquer : il propose également des solutions alternatives et démocratiques pour prendre soin de notre planète et des hommes.



Profession slasheur. Cumuler les jobs, un métier d'avenir

Marielle Barbe

Marabout, 320 pages, 15,90 euros

Consultante, coach, conceptrice-rédactrice et auteure, Marielle Barbe se dit « heureuse de ne plus avoir à occulter les multiples facettes de [sa] personnalité pour [se] conformer à un profil professionnel standardisé ».

Convaincue que « slasheur » est un métier d'avenir, elle s'en explique dans un livre entre guide pratique et recueil de témoignages. Et vous, quels métiers cumulez-vous ?



Manifeste pour une véritable économie collaborative : Vers une société des communs

Michel Bauwens et Vasilis Kostakis

ECLM, 112 pages, 9 euros

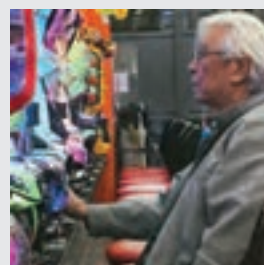
Fondateur de la P2P Foundation (Fondation du pair-à-pair), Michel Bauwens fut l'un des premiers à théoriser l'économie collaborative. Dans cet ouvrage, il prône avec Vasilis Kostakis de nouvelles modalités de création et de distribution de la valeur, fondées sur la coopération entre citoyens et le développement des communs.

DOCU



Un monde sans travail, de Philippe Borrel et Noël Mamère (2017)

Fin le temps où l'automatisation ne touchait que les tâches « mécaniques ». Demain, l'intelligence artificielle remplacera le cœur de la classe moyenne. Aux États-Unis, en France, en Belgique et en Suisse, ce documentaire part à la rencontre de chercheurs et de lanceurs d'alertes pour enquêter sur cette révolution technologique et sociale à venir.



Oldyssey, le média qui explore le troisième âge

« Parler des vieux partout dans le monde et montrer les initiatives qui rapprochent les générations » : c'est l'objectif que s'est fixé le collectif Oldyssey. Chaque mois un pays est mis à l'honneur avec des portraits et des reportages sur les initiatives locales : réalité virtuelle pour expérimenter Alzheimer au Japon, familles d'accueil pour personnes âgées en France, etc. oldyssey.org

6 LIEUX OÙ S'INVENTE LE CO

Textes : Sarah Diep



DR

ICI Marseille

On connaissait ICI Montreuil, l'immense makerspace de la petite couronne parisienne inauguré en 2012. En janvier 2018, la deuxième ville de France aura elle aussi son espace, ICI Marseille, dédié aux artisans, artistes, designers et entrepreneurs du « faire ». En plein cœur du quartier du Marché aux Puces, 3 500 m² d'ateliers et de machines high-tech seront mis à disposition pour travailler le bois, le métal, le tissu, le cuir ou le verre, ainsi que plusieurs open spaces destinés à favoriser les synergies.



DR

The Camp

Dans la garrigue, près d'Aix-en-Provence, souffle un air de Silicon Valley. Fin septembre, The Camp a ouvert ses portes à quelques centaines d'étudiants, chercheurs, développeurs ou porteurs de projets innovants dans le domaine des nouvelles technologies. Lieu hybride entre formation et incubation, le campus numérique, doté d'un lab, d'installations sportives, d'un potager expérimental ou encore d'espaces de méditation, invite à prototyper des solutions « pour un futur humain et durable ».



DR

Station F

Qualifiée de « plus grand campus de start-up du monde », la Station F, située dans les 34 000 m² de la Halle Freyssinet (Paris XIII^e), a été inaugurée en grande pompe en juin dernier par son fondateur Xavier Niel. Depuis, l'incubateur enchaîne les événements consacrés aux entrepreneurs, dispense des programmes d'accompagnement aux jeunes pousses, propose un makerspace ouvert 24h/24 et 7j/7, et même une trentaine de douches. Prochaine étape : un espace de coliving où les entrepreneurs pourront cohabiter dans une centaine d'appartements partagés.



DR

La Maison du Zéro Déchet

Le « zero waste » a désormais son espace. Avec ses allures de concept-store bobo, la Maison du Zéro Déchet, installée au pied de la butte Montmartre, a vu le jour le 1^{er} juillet dernier à la suite d'une campagne de crowdfunding ayant permis de récolter 30 000 euros. Lancée par l'association Zero Waste France pour sensibiliser à la démarche, on y trouve des brosses à dents biodégradables, des lombricomposteurs, des ateliers DIY pour fabriquer son shampoing, des conférences, des expositions photo...



StreetPress cartographie le «co»

Le collaboratif à Rennes, Lille ou Toulouse ? Le Do It Yourself ou le coworking à Paris et en banlieue ? En partenariat avec MAIF, le magazine urbain StreetPress parcourt la France pour cartographier les espaces et les initiatives à ne pas manquer. Ces guides à avoir en poche ou sur smartphone sont disponibles en version papier ou sur le web, et agrémentées de reportages et interviews. <https://streetguides.streetpress.com>

CO/CRÉATIONS



DR

La Myne

Depuis deux ans, cette « manufacture des idées » de la région lyonnaise expérimente toutes sortes d'innovations citoyennes. Composée d'un hackerlab, d'un espace de coworking, d'un atelier de réparation et de plusieurs espaces de vie, La Myne co-construit des projets autour des modes de vie durables et de la transition par les communs. Fait notable : ses 40 membres sont à la fois entrepreneurs et salariés et se fédèrent sous la forme d'une coopérative.



DR

Le Clos Sauvage

Rebaptisée Le Clos Sauvage fin 2016, cette ancienne menuiserie d'Aubervilliers transformée en squat autogéré propose un lieu de vie social et solidaire aux habitants du quartier. AMAP, atelier de réparation de vélos, salle de spectacle et de projections où s'enchaînent pièces de théâtre et documentaires pédagogiques, sans oublier les événements autour de la transition écologique : voilà le genre de friche alternative et militante, pas hipster pour un sou, qu'on aimerait voir plus souvent fleurir dans nos banlieues.



DR

Échanges de bonnes feuilles

Ton Book Too est une application de prêt de livres entre particuliers disponible sur iOS et Android. Plus que le troc, il s'agit surtout de favoriser l'échange et la rencontre entre lecteurs, notamment dans l'entreprise. « *Dans une tour à la Défense, personne ne se connaît. Le livre est un prétexte pour que les gens se parlent* », explique Valentine Dubot, la cofondatrice.



DR

Musique en circuit court

Sur Noistr chaque musicien peut mettre en ligne sa musique et ses créations pour les vendre directement à ses fans. Les albums sont disponibles en format numérique ou physique. « *C'est crédité directement sur le compte en banque de l'artiste, qui se charge de l'expédition* », détaille Neil Zoubeidi, cofondateur. Une façon de « hacker » l'industrie musicale qui ponctionne une part importante de la rémunération des auteurs.



DR

Le conservatoire des diapos

Emmanuelle Halkin, éditrice photo, et Lee Shulman, réalisateur, ont créé à Paris la plateforme collaborative The Anonymous Project. Leur idée fixe : conserver la richesse du patrimoine visuel depuis le début des années 50 à travers des diapositives du monde entier. « *Les diapositives sont des œuvres uniques, comme des petits tableaux* », témoignent les fondateurs qui en ont déjà numérisé 3 500.



DR

Il faut sauver les pellicules !

Les Tontons flingueurs, L'Empire des sens, Le Grand Bleu : autant de chefs d'œuvres du 7^e art dont les pellicules commencent à s'abîmer sérieusement. Il faut dire qu'une restauration peut coûter jusqu'à 100 000 euros ! Pour sauver le patrimoine cinématographique mondial, la plateforme Celluloid Angels propose aux internautes de mettre la main au portefeuille. En échange, ceux-ci reçoivent photos et dvds ou assistent à des projections.

1/ Cultiver ses propres algues

La spiruline est l'aliment du futur. C'est fort de cette conviction que Georges Garcia a développé au sein de son entreprise **Alg & You** un incubateur d'algues à destination des particuliers, notamment au sein du fab lab Artilect de Toulouse. Baptisé « Bloom », son appareil est semblable à un aquarium et permet de collecter 50 grammes de cet aliment hyper nutritif chaque semaine et sans effort. Une partie des bénéfices de la vente des appareils sera redistribuée à l'association Antena qui lutte contre la malnutrition infantile.

Prix : 590 euros sur www.alg-and-you.com/e-shop/

2/ Design zéro déchet et solidaire

En novembre dernier, en voyant les déchets s'entasser dans leurs centres de tri, **Emmaüs** a lancé le projet « Les Résilientes » à Montreuil. Le but : transformer des objets destinés à la benne en pièces uniques. On trouve par exemple des lampes réalisées à partir de vieux cintres ou encore des tables faites à partir d'abat-jour cassés. Les objets sont réalisés par des personnes en difficulté, en conformité avec l'esprit du mouvement de l'Abbé Pierre.

www.emmaus-alternatives.org

**3/ Chauffez-vous aux algorithmes**

C'est la jeune pousse française **Qarnot** qui produit Q.rad, un radiateur-ordinateur qui offre sa puissance de calcul aux entreprises, tout en chauffant gratuitement des logements ou des bureaux. Cette façon de « recycler » la chaleur permettrait de réduire d'environ 75 % l'empreinte carbone par rapport aux data centers, très énergivores.

qarnot.com/fr/qrad/
Prix : 2 500 euros (puis électricité gratuite)

4/ Triez comme vous respirez

Cette poubelle dont le pied pivote à 360 degrés renferme trois compartiments de tri indépendants et un compacteur de bouteilles en plastique à son sommet. En plus de faciliter le tri sélectif, **Ovetto** est fabriquée dans des ateliers de réinsertion en Italie. Le tout est bien sûr livré dans un emballage recyclable.

Prix : 150 euros www.soldidesign.com

5/ Do Geek Yourself

Cette box mensuelle va vous convertir en « maker de la robotique ». Avec un forum et une communauté, un partage de vidéos et des livrets explicatifs, l'équipe de **Robobox** initie ses abonnés à la programmation et aux bases de l'électronique. Aucune connaissance n'est requise pour commencer et le niveau évolue chaque mois.

Prix : 20 euros par mois (dans le cas d'un abonnement à l'année). Robobox.fr

6/ Textile circulaire

Des vêtements 100 % recyclés, des salariés correctement payés en France et en Inde, et des prix accessibles : c'est l'équation qu'arrive à résoudre la marque **Hopaal**. Cerise sur la fringue : 10 % des bénéfices de Hopaal sont reversés à des actions sociales ou environnementales.

Prix : 55 euros pour une chemise sur hopaal.com



LE FINANCEMENT PARTICIPATIF POUR UN PROJET ASSOCIATIF ? AFFIRMATIF !

À la MAIF, nous nous engageons et accompagnons au quotidien les associations. Aujourd'hui avec notre partenaire  ulule, nous soutenons la réalisation de vos projets grâce au financement participatif.

Plus d'informations sur maif.fr/crowdfunding



ASSOCIATIONS
& COLLECTIVITÉS

assureur militant

MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90 000 - 79038 Niort cedex 9.
Entreprise régie par le code des assurances. ULULE, société par actions simplifiée au capital social de 253 061 €, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 794 710 830, dont le siège social est fixé au 8, rue Saint Flacre, 75002 Paris, France.

APPRENEZ...

Comment devenir un citoyen-chercheur
À fabriquer vos propres meubles
Comment co-construire la ville de demain

COMPRENEZ...

La montée en puissance de l'économie circulaire
Comment le numérique renouvelle l'action sociale
Pourquoi les travailleurs indépendants se rebiffent

DÉCOUVREZ...

Des espaces où vivre et travailler à la fois
Des agriculteurs connectés
Des vélos et scooters en libre-service

L'ÉCLAIRAGE DE 5 GRANDS TÉMOINS

Yann Arthus-Bertrand, président de la fondation GoodPlanet
Humain avant tout

Aurélien Bellanger, auteur du roman *Le Grand Paris*
La ville comme méta-organisme

Maxime de Rostolan, fondateur de *Fermes d'Avenir*
Le « payculteur » qui invente l'agriculture de demain

Nicolas Colin, fondateur de la société d'investissement *The Family*
Comment adapter nos institutions à la révolution numérique ?

Amandine Barthélémy, auteur de *L'économie qu'on aime !*
L'odyssée de l'économie sociale

socialter



Causette



philosophie **polka**

MAGAZINE

UP
LE MAG

Usbek & Rica

NEON

SCIENCES
AVENIR

Society

Alternatives
Economiques



assureur militaire

pour une société collaborative